





# EUROPE

## LA CONTESTATION DANS LES PAYS COMMUNISTES

### Ceux qui ont à cœur le bien de la Pologne populaire vivent actuellement dans le désarroi

écrit l'ancien président du Front d'unité nationale

Le professeur Janusz Grosskowski, ancien président du Front d'unité nationale, a écrit pour le Monde un livre intitulé "Le désarroi des dirigeants de la Pologne populaire". Ce livre, paru récemment, est une critique sévère du régime communiste en Pologne. L'auteur, qui a été ministre de l'Intérieur et a dirigé le Front d'unité nationale, expose les contradictions et les échecs du régime. Il souligne le désarroi des dirigeants qui, malgré leur engagement, ne parviennent pas à résoudre les problèmes du pays. Le livre est une lecture essentielle pour comprendre la situation en Pologne.

M. Grosskowski a écrit ce livre pendant sa détention. Il raconte les événements de la révolution de 1956 et les tentatives de réforme. Il critique la répression et la censure. Le livre est une œuvre majeure de la littérature polonaise de la dissidence.

Dans sa préface, l'auteur explique que le livre est une réponse aux critiques du régime. Il veut montrer la vérité sur la situation en Pologne. Le livre est une œuvre d'importance capitale.

### RÉPONDANT A « TEMPS NOUVEAUX » « Le parti unique ne facilite pas la mise en œuvre de la démocratie socialiste en U.R.S.S. »

écrit M. Jean Elleinstein

Dans France nouvelle, hebdomadaire du parti communiste français, M. Jean Elleinstein répond aux critiques de la revue Temps nouveaux. Il défend le rôle du parti unique en U.R.S.S. et critique les attaques de la revue. Il souligne que le parti unique est nécessaire pour la mise en œuvre de la démocratie socialiste.

M. Elleinstein explique que le parti unique est la garantie de la stabilité et de l'unité du pays. Il critique les tentatives de déstabilisation et de division. Le parti unique est la base de la démocratie socialiste.

« La révolution d'Octobre a été fondée sur un mouvement de masse », déclare M. Elleinstein. Il souligne l'importance du rôle du parti unique. Le parti unique est la force motrice de la révolution.

M. Elleinstein critique les attaques de la revue Temps nouveaux. Il souligne que le parti unique est la garantie de la démocratie socialiste. Le parti unique est la base de la stabilité.

### M. Kanapa (P.C.F.) : nous sommes en communauté de vues avec Paul VI contre la course aux armements

M. Kanapa, membre du P.C.F., a déclaré que son parti est en communauté de vues avec le pape Paul VI contre la course aux armements. Il souligne l'importance de la paix et de la coopération internationale. Le P.C.F. est pour une réduction des armements.

M. Kanapa a déclaré que le P.C.F. est pour une réduction des armements. Il souligne l'importance de la paix et de la coopération internationale. Le P.C.F. est pour une communauté de vues avec le pape Paul VI.

## Cinquante dissidences d'Armand Gatti

(Suite de la première page.)

Sur quelle base politique ce comité a-t-il été créé ? Qui le dirige ? Les auteurs des dissidences ? Les auteurs des dissidences sont des hommes de lettres, des artistes, des intellectuels. Ils ont écrit des livres, des articles, des manifestes. Ils ont exprimé leur désaccord avec le régime.

Les auteurs des dissidences ont écrit des livres, des articles, des manifestes. Ils ont exprimé leur désaccord avec le régime. Ils ont été réprimés, emprisonnés, exilés. Ils ont continué à écrire, à penser, à agir.

Les auteurs des dissidences ont écrit des livres, des articles, des manifestes. Ils ont exprimé leur désaccord avec le régime. Ils ont été réprimés, emprisonnés, exilés. Ils ont continué à écrire, à penser, à agir.

### EN EXPULSANT UN JOURNALISTE SOVIÉTIQUE Le président Carter entend montrer que la détente ne peut être à sens unique

De notre correspondant

Washington. — Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique. Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

Le président Carter a déclaré que la détente ne peut être à sens unique. Il a souligné l'importance de la liberté de la presse et de la démocratie. Le gouvernement américain a expulsé un journaliste soviétique.

### M. Pio Cabanilles est élu du parti populaire

De notre correspondant

M. Pio Cabanilles a été élu du parti populaire. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti.

M. Pio Cabanilles a été élu du parti populaire. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti.

M. Pio Cabanilles a été élu du parti populaire. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti. Il a été élu à la tête du parti.

### Le terrorisme projeté de l'express Napoléon

De notre correspondant

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon. Le terrorisme projeté de l'express Napoléon.

ROBERT LAFFONT

“Les tristes raisons d’une drôle de guerre”. Un livre cruel parce qu’il est vrai, complet et scrupuleux.”

J.-M. Théollet (LE MONDE)

**HENRI AMOUROUX**

La grande histoire des Français sous l’occupation / 1

**Le peuple du désastre 1939-1940**

مكتبة الأصل



## EUROPE

### Espagne

#### M. Pio Cabanillas est élu président du parti populaire

De notre correspondant

Madrid. — M. Pio Cabanillas, qui fut ministre de l'information de février à octobre 1974 a été élu président du parti populaire, dont le congrès a eu lieu les 5 et 6 février à Madrid. M. José María de Arellano, ancien ministre des affaires étrangères, dans le premier gouvernement de la monarchie, a été élu premier vice-président.

Quelques mille trois cents délégués ont participé à ce congrès au cours duquel ont été débattus les statuts et le programme du parti populaire, qui veut être l'épine dorsale du centre démocratique, coalition électorale qui réunit des libéraux, certains socialistes et quelques démocrates chrétiens.

Le parti populaire s'est défini à l'occasion de ce premier congrès comme « modéré dans la forme, progressiste dans le fond ». Il affirme : « Nous naissons avec la vocation de pouvoir gouverner. » Tenant compte du fait que ses membres ont, pour la plupart, collaboré avec la « dictature », il déclare habi-

lément : « Nous sommes le premier parti qui ait entravé la guerre civile. »

Au cours du congrès, les rapports des commissions, bien préparés, ont été discutés en profondeur par les congressistes, parmi lesquels on comptait environ 25 % de femmes. Le parti n'a pas d'idéologie propre, si ce n'est celle du « centrisme », son existence paraît plutôt être le fruit d'un calcul à froid destiné à présenter une option qui attire le plus grand nombre possible d'électeurs.

En réalité, outre les services rendus à l'ancien régime, un vague courant libéral est l'unique caractère commun de ses membres. Le parti est à la fois démocratique et conservateur. Mais, en raison de la diversité des origines de ceux qui le composent, il pourrait bien disparaître lors de la prochaine législature, quand les partis dont sont issus pour la plupart les membres du parti populaire auront précisé leurs positions.

JOSE-ANTONIO NOVAIS.

### Italie

#### Des terroristes projettent de faire sauter l'express Naples-Milan

De notre correspondant

Rome. — Les services de sécurité italiens ont réussi à éviter de justesse, dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 février, un attentat dont les conséquences humaines et politiques auraient été incalculables.

Ses auteurs — probablement des terroristes d'extrême droite, appartenant au mouvement d'Ordre nouveau — visaient à faire sauter l'express Naples-Milan, la seule ligne ferroviaire italienne de passage. Les sept wagons d'exploit étaient susceptibles de provoquer un massacre plus sanglant que celui du train italien (quatre morts, le 4 août 1974).

La police avait été alertée samedi à 20 h 55 par un coup de téléphone anonyme. Une première perquisition une heure plus tard en gare de Formia ne devait donner aucun résultat et le train — avec l'express — a poursuivi sa route jusqu'à Rome. C'est là seulement, à 1 h 30 du matin, que la charge fut découverte avec deux explosifs : les initiales des Brigades armées prolétaires (BAP), dont le caractère révolutionnaire est contesté, ainsi que des traces d'Ordre nouveau, revendiquant au nom de la « justice » ce massacre.

Le président du conseil, M. Andreotti, se trouvait au même moment dans un autre train venant en sens inverse. Il a quitté en pleine nuit pour continuer sa route en automobile. On affirme de source officielle qu'il ne s'agit que d'une simple coïncidence.

Ce nouvel épisode de la « stratégie de la tension » s'est accompagné au cours du week-end de plusieurs attentats à Rome.

De tous côtés on réclame des mesures adéquates pour affronter ce que le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur appelle une « situation d'urgence ».

Cet épisode intervient au moment où le climat de compromis social qui régnait en Italie depuis deux semaines s'est brusquement refroidi. En annonçant un relèvement de certains tarifs pétroliers, et surtout une hausse du taux de la T.V.A. pour alléger pendant deux mois les charges sociales des entreprises (le Monde daté 2-7 février), le gouvernement de M. Andreotti s'attire des critiques de toute part, de la présence de la gauche, qui lui reproche de réduire le pouvoir d'achat des salariés, mais aussi pour des raisons opposées.

du parti républicain et de la démocratie chrétienne elle-même. Seul, finalement, le patronat réagit, l'aspect positif de ces mesures, tout en les jugeant insuffisantes. De même, il avait jugé insuffisant l'accord qu'il avait lui-même conclu avec les syndicats le 26 janvier dernier, sur la réduction du coût du travail.

Le gouvernement cherche, simultanément, à contenir l'inflation et à rendre plus compétitive l'industrie italienne. Il existe pour cela un remède-déjà : la mise en question de l'échelle mobile des salaires qui est d'ailleurs réclamée par les leaders de l'Italie. Mais la gauche et les syndicats y sont fermement opposés. Et, sans eux, le gouvernement devrait démissionner dans les vingt-cinq heures. M. Andreotti a donc choisi de contourner l'obstacle. Dans le décret publié le 7 février au Journal officiel, il est spécifié que les augmentations de prix dues à la hausse de la T.V.A. n'entreront pas dans le calcul de l'échelle mobile. D'où la levée de bouillottes à gauche.

ROBERT SOLÉ.

### LA CRISE IRLANDAISE

#### L'Eglise anglicane fait son examen de conscience

De notre correspondant

Belfast. — Une commission de l'Eglise anglicane d'Irlande, formée il y a sept ans, et composée de l'archevêque de Dublin et de cinq évêques, a publié, le 5 février, un rapport sur les troubles en Irlande.

Le document affirme qu'il faut redonner un gouvernement provincial à l'Irlande du Nord, car la situation présente l'administration directe par Londres — favorisée la dérive vers l'anarchie et le chaos. Pour être valable, ce gouvernement provincial devrait être fondé sur le « partnership » des deux communautés.

La commission se prononce fermement contre « un Etat protestant pour les protestants, ou un Etat catholique pour les catholiques ». Elle se plaint de l'ex-

istence de dialogues entre les Eglises irlandaises, qui sont incapables de traiter des problèmes quotidiens de la population : la violence, la discrimination, le divorce. La commission reconnaît que, comme les autres, l'Eglise anglicane d'Irlande est en partie responsable des préjugés qui existent les deux communautés d'Irlande.

Cet examen de conscience est publié après une série d'entretiens officiels entre M. Roy Mason, secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, et le S.D.L.P. (le parti catholique modéré) et le parti unioniste officiel, M. Mason a répliqué aux délégués que l'entente d'entamer des négociations, et non à lui de les susciter.

RICHARD DEUTSCH.

## A TRAVERS LE MONDE

### Botswana

LES PARENTS DES QUATRE CENTES ECO-LOGIQUES DE MANAMA emmenés au Botswana par des forces militaires nationalistes le 30 janvier (le Monde du 2 février) sont rentrés dimanche 6 février en Rhodésie accompagnés de cinquante et un élèves seulement. Les autres jeunes gens ont choisi de rester au Botswana. Le renouveau entre les parents et leurs enfants a eu lieu en présence d'un représentant de la Croix-Rouge internationale et d'un diplomate britannique. Les autorités de Gaborone soutiennent que les enfants ont été volontairement la Rhodésie. D'autre part, trois membres d'une équipe de télévision rhodésienne ont été arrêtés samedi à un poste frontalière de Botswana et conduits à Francistown. Selon un porte-parole, il leur est reproché d'avoir tenté de franchir illégalement la frontière et d'avoir été

trouvés porteurs d'armes. — (Reuters, A.F.P.)

### Etats-Unis

L'ARCHEVEQUE ALERIAN TRIPA A ETE SUSPENDU par l'Eglise orthodoxe des Etats-Unis des fonctions qu'il exerçait au comité directeur du Conseil national des Eglises, organisme qui regroupe les grandes tendances de l'orthodoxie, à la fois de l'orthodoxie. Mgr Trifa émigra de Roumanie en 1950 et fut naturalisé américain en 1957. Il est accusé d'avoir été commandant de la garde de fer et d'être responsable à ce titre des massacres de nombreux juifs. Le ministre fédéral de la Justice a entamé la procédure qui lui retirerait la nationalité américaine. — (A.F.P.)

### Grèce

LES COMMUNISTES ONT REMPORTÉ UNE VICTOIRE TRENTAIRE aux élections des députés universitaires qui ont eu lieu le vendredi 4 février. Le parti communiste de l'extérieur a en effet remporté 147 sièges, suivi du parti communiste de l'intérieur (117 sièges). Le mouvement socialiste pan-hellénique, qui avait remporté la victoire aux élections de 1974, est le grand perdant. Il vient en troisième position avec 102 sièges. — (A.F.P.)

### Inde

MME GANDHI a réaffirmé, samedi 5 février, son intention de ne pas lever l'état d'urgence, comme le lui demandent tous

les mouvements d'opposition, ainsi que l'ancien président de la République, M. Giri. Cette décision a été donnée au cours de la première réunion du conseil. New-Delhi, du parti gouvernemental, qui a attiré deux fois moins de monde que celle de ses adversaires, s'est terminée dans le désordre. — (UPI.)

### Irlande du Nord

L'ULSTER DEFENSE ASSOCIATION (UDA), la plus importante organisation paramilitaire protestante légale, a proposé au Mouvement des femmes pour la paix de travailler avec les quelque cent vingt comités de quartier. Cette décision a été annoncée par M. McCormick, un porte-parole de l'UDA. Il estime que

## AMÉRIQUES

### Pérou

#### Des élections générales pourraient avoir lieu en 1980

Le gouvernement de Lima a publié, le dimanche 6 février, un plan de quatre ans qui évoque la nécessité d'institutionnaliser les réformes du régime, et prévoit des élections générales à une date qui n'est cependant pas précisée. On estime dans les milieux politiques que cette consultation pourrait avoir lieu en 1980. Les réformes envisagées par le plan quadriennal sont d'autre part plus techniques que structurelles, ce qui confirme l'influence grandissante des secteurs conservateurs des forces armées.

De son côté, le général Juan Velasco Alvarado, ancien président du Pérou, renversé le 29 août 1975, a déclaré le 3 février dans une interview à la revue « Caracas » que la révolution socialiste, anti-impérialiste et humaniste lancée dans son pays en 1968 par les forces

armées avait cessé d'exister. L'ancien chef de l'Etat, dans sa première déclaration publique depuis sa déposition, ajoute que, puisqu'il n'y a plus de révolution au Pérou, l'existence d'un gouvernement militaire ne se justifie plus et qu'il faut, en conséquence, organiser des élections et instaurer un gouvernement démocratique.

Expliquant le coup d'Etat d'août 1975, le général Velasco a indiqué qu'il avait été victime de la trahison de ministres actuellement au pouvoir, d'une oligarchie qu'il n'avait pas réussi à écraser, ainsi que de l'ambition des forces armées.

Gravement malade, le général Velasco, qui est à la retraite, n'a fait aucune allusion à la possibilité de créer un parti pour poursuivre la lutte révolutionnaire.

De notre correspondant

Lima. — Les militaires péruviens ont-ils l'intention de remettre le pouvoir aux civils ? Cette question fait aujourd'hui l'objet de conversations politiques à Lima. Les indices d'une évolution en ce sens existent. La presse évoque la perspective d'élections municipales cette année. Répondant à la fin de l'année dernière, lors d'une conférence de presse, à une question du correspondant du Monde à Lima, le président Francisco Morales Bermúdez déclarait que, dans un délai de trois à quatre ans, le gouvernement serait « participer progressivement les civils du pays » au pouvoir politique. L'annonce est également faite qu'une commission composée de militaires terminerait l'élaboration d'un « plan politique ».

L'idée d'un retour aux casernes a, récemment, gagné du terrain au sein même des forces armées. A l'époque du président Velasco Alvarado, le concept d'« élections traditionnelles » était l'objet de tous les débats. Pour les officiers radicaux, la « démocratie représentative » est fréquemment qualifiée d'« échec », d'ailleurs par des coups d'Etat — s'étant souvent limitée, au Pérou, à une série de pactes douteux entre appareils de parti totalement coupés des réalités du pays. Soumis à l'influence des « caciques » locaux, les élections n'étaient qu'apparences démocratiques : lors de la dernière consultation électorale, en 1963, il y avait à peine deux millions de votants sur une population estimée alors à 13 millions. Seules les forces armées, poursuivies-elles, étaient à même de réaliser les réformes dont le pays avait besoin.

Chaque se place donc en vue d'une éventuelle consultation électorale : mais aucune organisation n'a encore rendu public un programme susceptible de venir à bout de la crise économique — problème évidemment prioritaire. Dans les états-majors des formations de droite, on se contente d'affirmer que le retour des civils au pouvoir « restaurera la confiance » du secteur privé. Les militaires, comme dans d'autres pays de la région, ont une situation délicate. Mais de quelle façon transférer le pouvoir ? Le président Morales a exclu des « élections traditionnelles ». Il voudrait « commencer à essayer des formes nouvelles » au niveau local.

### Bailons d'essai

Les militaires ont-ils une idée sur cette question ? Rien n'est moins sûr, bien que la nécessité de trouver une solution soit reconnue de tous. Le président Morales Bermúdez, le général Arbulu, premier ministre, et plusieurs chefs de régions militaires devraient quitter le service actif à la fin de cette année.

Le général Morales abandonnera-t-il le pouvoir l'année prochaine ? Des bailons d'essai sont parfois lancés en faveur de l'élection d'une Assemblée constituante et de la nomination à la présidence d'un militaire à la retraite. L'ancien chef de l'Etat serait un candidat tout indiqué. Mais d'autres généraux retraités n'hésitent pas à affirmer, en privé, que, dans ce cas, on les trouverait sur le rang.

Sur quelles forces pourrait s'appuyer l'actuel président ? En autorisant le retour au Pérou de plusieurs personnalités conservatrices liées à l'ancien régime et qui étaient en exil, en permettant la déportation d'officiers radicaux « velsquistes », en remettant en cause plusieurs réformes de la « première phase de la révolution », le général Morales Bermúdez semble avoir délimité un espace politique. Mais de quelle couleur sera-t-il ? Il faut aux officiers « durs » qui contrôlent des postes importants au sein du gouvernement ou à la tête de régions militaires ?

On estime souvent à Lima que l'expulsion d'officiers généraux « velsquistes » a été décidée à la majorité au sein des forces armées, sans que le président ait pu empêcher les ministres d'être formellement approuvés. Bien que ces décisions soient prises par des officiers les plus conservateurs, le chef de l'Etat ne serait pas pour autant, à s'en tenir à eux, en acceptant le démantèlement de la « révolution » : est une « remise en ordre » à l'égard de l'armée, mais pas à l'égard du continent.

Les secteurs centristes de l'époque « velsquistes », quant à eux, n'ont pas de liens avec l'armée, mais avec l'APRA, la vieille Alliance pour la révolution américaine, qui apporterait, dans l'opération, son

GRASSET  
GRANDS  
DOCUMENTS

Dr Jean Paul  
Escande  
Les malades

Simplement, clairement, courageusement, le Professeur Escande propose à tous les moyens de se faire soigner avec humanité et efficacité.

Etre mieux soigné c'est aussi l'affaire des malades.



son organisation peut aider à combler le fossé qui sépare les deux communautés d'Ulster. Depuis deux ans l'ODA s'est lancée dans l'action sociale et a ouvert plusieurs centres d'entraide, pour les jeunes et pour les vieux, dans les quartiers les plus déshérités de la capitale. — (Correspondance.)

### Turquie

DES SOHAUFFOUREES ONT ÉCLATÉ samedi soir à Ankara d'une manifestation de gauche contre le gouvernement. Quarante-cinq personnes ont été appréhendées, et le gouverneur de la capitale a annoncé des poursuites contre les organisateurs de la manifestation, enseignants et membres de la fonction publique. Les incidents ont fait une quarantaine de blessés ; un instituteur et une passante blessée par balles, sont dans un état critique. — (A.F.P.)



# AFRIQUE

## Dix ans de « socialisme humain » en Tanzanie

(Suite de la première page.)

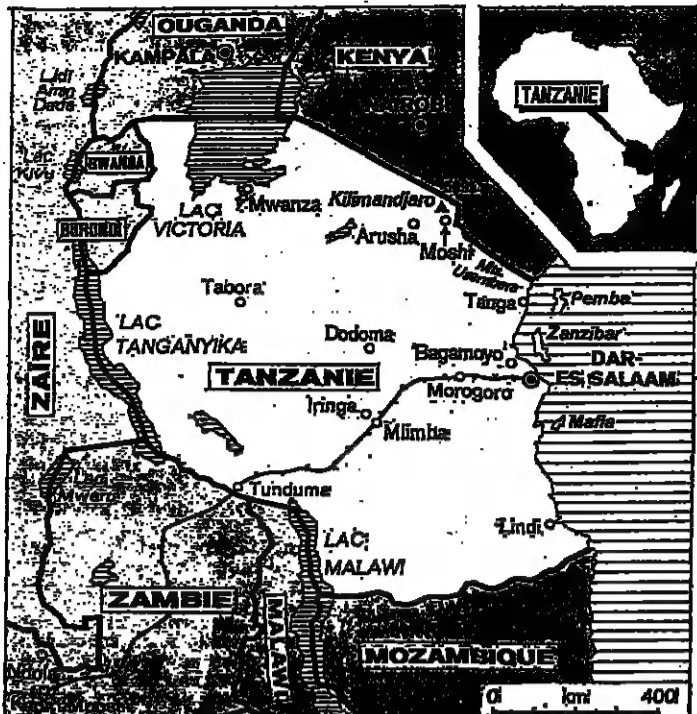
Ces villages sont, en théorie, constitués par des paysans qui mettent en commun leurs terres pour travailler ensemble. Cette expérience a reçu des encouragements venus d'horizons bien divers, puisque les Etats-Unis, l'Allemagne fédérale et la Chine populaire figurent sur la longue liste de pays et d'organisations internationales qui offrent une aide à la Tanzanie. Fournant, le bilan d'une décennie ne se soide au mieux que par un demi-succès.

« Par ici, ce n'est pas le genre Mercedès », nous dit un expert qui gère l'un des principaux programmes d'aide multilatérale. « Nous contribuons à la stabilisation d'une expérience sympathique. N'oubliez pas que Nyerere a toujours donné la priorité au politique et que, comme de Gaulle, il a tendance à croire que l'intendance s'ajoute. » Les succès du régime sont, en effet, loin d'être négligeables si l'on tient compte que le Tanganyika (la Tanzanie continentale), aux maigres ressources et à l'infrastructure peu développée pendant la période coloniale, fait partie du « quart monde » le plus dépourvu et qu'à la date de son indépendance, le 9 décembre 1961, l'immense majorité (90 %) d'une population très éparsée était illettrée.

La vaste campagne d'alphabétisation pour adultes, menée par des animateurs munis de récepteurs radio, a été un succès. Avec l'aide des Suédois, l'Institut d'éducation des adultes de Dar-Es-Salaam a réussi, à compter de 1972, à faire passer par l'école du soir la moitié de la population adulte illettrée. Parallèlement, avec l'introduction de la gratuité dans l'enseignement primaire en 1973, 40 % des enfants étaient scolarisés. Ce pourcentage a fait un nouveau bond en novembre 1974 — il était alors passé à 4,6 % — quand un congrès du parti unique, la TANU (Union nationale tanzanienne), a décidé de précipiter l'universalisation de l'enseignement primaire, objectif prévu pour 1977 mais qui a dû être repoussé.

En outre, l'enseignement en Tanzanie tente de sortir de l'imitation servile du modèle occidental. Selon le principe de l'« instruction pour l'autosuffisance » défini dans la déclaration d'Arusha, l'enseignement primaire ne prépare plus l'enfant à son entrée dans le secondaire mais doit faciliter son insertion dans un environnement le plus souvent rural. Toutes les écoles ont été invitées à cultiver les jardins qui nourrissent leurs élèves. L'accès à l'université n'est plus conçu comme le privilège de couches urbaines aisées mais comme celui des plus méritants selon des critères moraux, politiques et sociaux. Des résistances solides et, surtout, le manque de cadres et de moyens financiers n'ont pas empêché le régime à renouer à une expérience qui ne pourra porter des fruits qu'à long terme.

Il faut aussi mettre au crédit du président Nyerere d'avoir su limiter les ambitions d'une bourgeoisie autochtone qui, dans d'autres pays d'Afrique noire, a monopolisé à son seul profit l'indépendance. Le taux d'urbanisation du pays n'est pas supérieur à 7 %, et Dar-Es-Salaam semble moins une capitale qu'une ville provinciale un peu endormie sous les tropiques en dépit d'un port rattaché depuis l'an dernier par le Tazara (le chemin de fer construit avec l'aide chinoise) à la « ceinture de soie » sambienne. Chef d'Etat d'une rare intégrité, le président Nyerere a imposé son style de vie : pas de dépenses de prestige onéreuses et futilles, pas de Mercedes avec chauffeurs, pas d'éclatant scandale de fortunes accumulées depuis l'indépendance dans des conditions douteuses.



Un début de dégradation

Quand le président Nyerere se rend dans les monts Usambara, au-dessus du port de Tanga, pour y prendre quelques jours de repos, les fonctionnaires locaux de la TANU ordonnent aux commerçants et aux administrations de fermer leurs portes. « La foule est contrainte de s'aligner pendant des heures en attendant le passage du président », nous a raconté un témoin. Ceux qui connaissent bien le meulisme, le « maître d'école », surnom familier de M. Nyerere qui vit simplement dans une villa construite à crédit dans la banlieue de la capitale, imaginent mal que de telles exigences puissent venir du chef de l'Etat.

Quand la TANU a décidé, en novembre de trouver du travail aux chômeurs et mendiants qui traînent à Dar-Es-Salaam, l'affaire a failli mal tourner. Selon plusieurs témoignages, les militaires en armes ont fait monter dans leurs camions toute personne qui ne pouvait justifier d'une res-

source sur place, du provincial en visite chez des parents au baigneur malchanceux appréhendé sur la plage. « Le radio a même annoncé que la compagnie arabe d'autobus avait besoin de chauffeurs : tous ceux qui se sont présentés ont été embarqués », nous a affirmé un étranger. L'opération s'est déroulée pendant que le président Nyerere se trouvait en visite officielle au Nigeria. Un deuxième « ramassage de chômeurs », annoncé pour le mois suivant, après son retour, n'a jamais eu lieu.

A Dar-Es-Salaam, les rumeurs sur les profits réalisés par certains responsables de la TANU, notamment dans l'entourage d'un premier ministre qu'on dit qu'il le délin, M. Rashid Kawawa, n'ont fait que gonfler au fil des années. On entend même parler maintenant des « trois cents à quatre cents fortunes » et de comptes en banque discrets au

Kenya capitaliste voisin. L'émergence d'une bureaucratie, au sein du parti, forme un écran supplémentaire entre le pouvoir et une population qui a de plus en plus de mal à croire au caractère provisoire de la pénurie. L'huile, le graisse, le sucre et même le pain se trouvent difficilement. Le paysan se heurte souvent à un petit cadre arrogant du parti. Une presse et une radio de plus en plus ternes l'assomment de slogans quand il y a succès. L'information a tendance à se limiter dans un jargon révolutionnaire. « Les mots d'ordre du parti, nous dit un diplomate occidental, sont de moins en moins concrets. »

Mais le régime du président Nyerere n'est pas celui de la facilité. Il a encore prouvé, l'an dernier qu'il était prêt à prendre des mesures impopulaires en licenciant plus de cent mille « parasites » de la fonction publique, soit 15 % de ses effectifs. Quelques mois plus tôt, cent dix-sept officiers de police avaient été mis d'office à la retraite. Pour combler le déficit du commerce extérieur, toutes les importations de produits qui ne sont pas de première nécessité ont été interdites. Les pompes à essence ferment le vendredi soir pour ne rouvrir que le lundi matin. La circulation est strictement prohibée le dimanche après quatorze heures. Et surtout, tout en se lançant dans une vaste réorganisation de la structure politique du pays, le régime tente de remettre de l'ordre dans l'économie. Dix ans après la déclaration d'Arusha, le socialisme tanzanien cherche son second souffle.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Prochain article :

UN SECOND SOUFFLE

*Donneur pour fumeurs.*

*Silkcut the mild cigarette*

GALLER LONDRES - BELFIST

Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



# Changez.

Donnez à vos yeux un nouveau mystère. A vos lèvres, un nouvel éclat. A vos cheveux, une nouvelle douceur. Changez. Pour vous y aider, nous vous présentons un rayon parfumerie plus grand, embelli, différent. Avec des lignes complètes de cosmétiques, de parfums, de produits pour les soins du visage et du corps. Avec de nouvelles marques, de nouvelles exclusivités. Avec des maquilleurs qui vous aideront, gratuitement, à découvrir votre nouveau visage.

Nouveau rayon parfumerie. Prix spéciaux d'inauguration jusqu'au 19 février.

## Galerias Lafayette

Hausmann

## Le loup et l'agneau

Le loup est un animal vorace, mais il a aussi des qualités. Il est courageux, loyal, et aime sa famille. Dans certaines régions, il est considéré comme un animal sacré. Les éleveurs le respectent et le nourrissent. C'est un animal qui a beaucoup de valeur.

## Ethiopie

MOSCOU ET PEKIN  
MONTENT LEUR SOUTIEN  
AUX NOUVEAUX DIRIGEANTS

Le régime d'Emmanuel ABEBA, qui a pris le pouvoir en Ethiopie, a obtenu le soutien de Moscou et de Pékin. Ces deux pays ont reconnu le nouveau gouvernement et ont promis de lui fournir une aide militaire et économique. Cela marque un tournant important dans l'histoire du pays.

Le régime d'Emmanuel ABEBA, qui a pris le pouvoir en Ethiopie, a obtenu le soutien de Moscou et de Pékin. Cela marque un tournant important dans l'histoire du pays.

## Rhodesie

DES MISSIONNAIRES  
SONT ASSASSINES  
PAR DES GUERRILLEROS

Des missionnaires catholiques ont été assassinés par des guerilleros en Rhodesie. Les attaques ont eu lieu dans une zone frontalière avec le Zimbabwe. Les autorités ont promis de prendre des mesures pour protéger les missionnaires.

Des missionnaires catholiques ont été assassinés par des guerilleros en Rhodesie. Les attaques ont eu lieu dans une zone frontalière avec le Zimbabwe. Les autorités ont promis de prendre des mesures pour protéger les missionnaires.

مكتبة من الأصل



## AFRIQUE

## PROCHE-ORIENT

### Ouganda

## Le loup et l'agneau

La trente-troisième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU se réunit, ce lundi 7 février, à Genève. Cette respectable institution ne compte plus de représentant français, mais s'enrichit d'un nouveau membre. L'Ouganda du maréchal Idi Amin Dada va, en effet, avoir son mot à dire sur « les violations des libertés dans les territoires occupés au Proche-Orient, au Chili, en Afrique australe et à Chypre ». Notre correspondant, Isabelle Vichniac, nous signale que la commission s'intéressera tout particulièrement cette année à la « jouissance des droits économiques, sociaux et culturels » et au « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». L'ordre du jour comporte l'étude de plusieurs rapports sur les « menaces » que les progrès de la science et de la technique, dévoyés par certains régimes, font peser sur les droits de l'homme.

Il est peu probable que le représentant ougandais ait à redouter des critiques portant sur les abus de l'électronique dans son pays. Toutefois, à la veille de la réunion, un rapport opportun d'Amnesty International rappelle que, depuis l'arrivée au pouvoir en 1971 du chef de l'Etat, les exécutions sommaires ont fait en Ouganda des dizaines de milliers de victimes (« de 50 000 à 300 000 ») et qu'arrestations et disparitions se produisent dès qu'un incident menace le régime. Le respect des droits de l'homme n'avait pas particulièrement importé, après le raid sur Entebbe, les policiers qui étranglèrent sur son lit d'hôpital Mme Dora Bloch. Même si, dans les trente-deux pays de la Commission, figurent bon nombre d'Etats qui rendent à « l'élévation spirituelle, culturelle et morale de l'humanité », objet de leurs travaux, un hommage plutôt platonique, le rem-

placement de M. René Cassin par un délégué du pire sanguinaire de Kampala a valeur de symbole. De plus en plus, le dogme de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'Etats étrangers fait sombrer la communauté internationale dans la ridicule. M. Carter, champion d'une morale qui ose violer ce tabou en prenant la défense de Sakharov, vient de recevoir « pour ses claires prises de position sur les libertés et les droits de l'homme » les félicitations télégraphiques de M. Sekou Touré, dont le régime « progressiste » traite ses opposants d'une façon trop cruelle pour que M. Pompidou la laisse découvrir dans un livre au sensible lecteur français. Que l'homme soit un loup pour l'homme n'est pas une nouveauté, mais le peu d'agneau s'est rarement aussi bien porté.

P.-J. FRANCESCHINI.

## Les Syriens sont prêts à faciliter la mission de M. Waldheim

### De notre envoyé spécial

Poursuivant sa tournée au Proche-Orient, M. Waldheim était attendu, ce lundi 7 février, à Beyrouth, où il demeurera vingt-quatre heures. Samedi soir, le secrétaire général de l'ONU avait rencontré, à Damas, M. Arafat, avant de quitter la Syrie dans la matinée de dimanche pour Riyad, où il s'est entretenu avec le roi Khaléd.

Damas — A l'issue de la visite du secrétaire général des Nations unies en Syrie, on estime, à Damas, que ses chances de succès sont bien minces, à moins que le secrétaire d'Etat américain, M. Vance, n'exerce de sérieuses pressions sur Israël, où, souligne-t-on ici, « tout se joue, car le refus est irrévocable ».

« Dans les limites de nos positions de principe, nous faciliterons au maximum la mission de M. Waldheim », nous a déclaré cependant un officiel syrien. Selon les milieux bien informés de Damas, la Syrie insiste, au stade actuel, pour que l'O.L.P. soit invitée formellement à Genève. Pour le reste — la procédure qui suivra cette invitation — elle serait disposée à se montrer très souple.

Pour coordonner leur position à ce sujet, le président Assad et le roi Hussein ont, en dimanche à Damas, de longues entretiens. Les deux chefs d'Etat ont également discuté de l'avenir de la résistance palestinienne et de la création éventuelle d'un Etat palestinien. Le projet syrien prévoit que cet Etat, tout en étant indépendant, aura des liens politiques spéciaux — et si possible institutionnels — avec ses deux principaux voisins arabes : la Syrie et la Jordanie, et, éventuellement, avec le Liban.

Damas serait en quelque sorte le centre de gravité politique d'un ensemble régional de facto qui n'aurait pas d'existence de jure. Un article paru dans une petite revue, *Al Mounadil*, et qui a retenu l'attention, laisse trois options aux Palestiniens concernant leur identité nationale : soit le rattachement à la Jordanie, soit un « lien étroit » avec le royaume hachémite, soit ce même lien avec une confédération des pays arabes de la confrontation. L'option de l'Etat palestinien totalement autonome est passée sous silence.

La Syrie continue de pousser à

la réconciliation entre l'O.L.P. et le gouvernement d'Amman. L'arrivée du roi Hussein, dimanche matin, à Damas, alors que M. Arafat y avait passé la journée de samedi a donné naissance à des rumeurs au sujet d'une réconciliation spectaculaire des deux dirigeants arabes sous le patronage du président Assad. M. Arafat, cependant, a quitté Damas une heure avant l'arrivée du roi Hussein.

LUCIEN GEORGE.

« M. de Guiringaud, ministre français des affaires étrangères, rencontrera cette semaine son collègue israélien, M. Allon à Bruxelles, à l'occasion de la signature des accords conclus entre Israël et la C.E.E. en 1976. Cet entretien devrait permettre, selon un communiqué publié, dimanche 6 février, par le gouvernement de Jérusalem, une analyse exhaustive des relations entre les deux pays, qui ont été perturbées après la libération de M. Abou Daoud par la France. En prévision de cet entretien, M. de Guiringaud a reçu, lundi 7 février, M. Gazit, ambassadeur d'Israël à Paris.

### Ethiopie

## MOSCOU ET PÉKIN APPORTENT LEUR SOUTIEN AUX NOUVEAUX DIRIGEANTS

Addis-Abeba (A.P.P., Reuters). — La République populaire de Chine a apporté son soutien aux dirigeants militaires éthiopiens après l'échec de la tentative de coup d'Etat de jeudi. Selon l'agence officielle éthiopienne (EPA), le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, premier vice-président du conseil militaire administratif provisoire (Derg), a reçu samedi 5 février M. Yang Shou-chang, ambassadeur de Chine, qui a exprimé sa « joie », souligne l'agence, à la suite de l'écrasement du « coup d'Etat contre-révolutionnaire ».

Deux pays d'Europe de l'Est, la République démocratique allemande et la Hongrie, avaient exprimé auparavant leur « satisfaction » aux responsables éthiopiens.

En dépit du calme qui règne à Addis-Abeba, le couvre-feu nocturne instauré jeudi reste en vigueur. Le nouveau « numéro deux » du régime, le lieutenant-colonel Abate, a regagné la capitale dans la journée de vendredi après une tournée dans les provinces. Il n'a pas assisté au meeting de soutien organisé ce jour-là sur la place de la Révolution à Addis-Abeba, mais a reçu dans la soirée, aux côtés du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, les ambassadeurs d'Union soviétique et de Cuba, venus les assurer du soutien de leurs pays.

Les deux officiers s'étaient fréquemment opposés dans le passé, mais il semble qu'ils se soient entendus pour se partager les tâches. Le premier serait chargé de l'animation politique dans le pays, tandis que le second dirigerait l'Etat à partir d'Addis-Abeba.

### Rhodésie

## SEPT MISSIONNAIRES SONT ASSASSINÉS PAR DES GUÉRILLEROS

Sept missionnaires catholiques blancs, trois prêtres jésuites et quatre religieuses, de la mission de Musami, à 60 kilomètres de Salisbury, ont été assassinés par des guérilleros nationalistes dans la nuit du 6 au 7 février, a annoncé lundi 7 février un porte-parole de l'Eglise catholique à Salisbury. Les victimes sont les Pères Christopher Shepherd, Smith et Martin Thomas et les religieuses dominicaines Magdala, Epiphania, Josephine et Cesalia.

On ne possède, jusqu'à présent, aucune précision sur les circonstances de l'assassinat, dont on sait seulement qu'il a été précédé d'une attaque de grande envergure contre la mission, à laquelle un seul prisonnier a survécu. Mgr Chakaipa, archevêque noir de Salisbury, a déclaré lundi que « les responsables de tels crimes déshonorent les nobles idéaux qu'ils prétendent servir ».

Un évêque, une religieuse et un prêtre avaient été massacrés le 9 décembre dernier (Le Monde du 9 décembre) au nord de Bulawayo. — (A.P.P., Reuter, U.P.L.)

Les massacres du 5 décembre et du 6 février, comme celui des travailleurs d'une plantation, hommes, femmes et enfants, à la fin de 1976, montrent que certains guérilleros nationalistes entendent terroriser leurs adversaires en commettant des atrocités. Du même coup, ils renforcent, dans un échec lamentable trop connu, les thèses des colons les plus intrépidement.



# Coopération

Les liens commerciaux étroits qui existent entre la France et l'Allemagne assurent des avantages importants aux deux nations. Ils sont la clé de voûte d'un développement économique sain et continu.

La West LB, l'une des grandes banques allemandes à l'échelon mondial a été pour l'industrie et le commerce français un partenaire de choix. Ceci correspond à une orientation délibérée de la banque depuis la direction générale jusqu'au niveau d'exécution. L'engagement financier de la banque sur le marché français ainsi que les relations étroites qu'elle entretient avec les sociétés françaises exerçant une activité en Allemagne en sont la preuve et le témoignage.

La West LB a également introduit certains des groupes français parmi les plus importants à la Bourse allemande. Elle a financé de grands projets français dans le secteur public grâce à des opérations d'emprunt de capitaux sur l'EUROMARCHÉ. La large gamme des services bancaires qu'elle offre contribue puissamment à la promotion des échanges entre les deux pays.

● Avec un bilan dont le total atteint près de 64 milliards de DM,

● un siège dans le Centre financier et boursier qui représente Düsseldorf, métropole entourée par la région fortement exportatrice qu'est la Ruhr,

● ses relations directes avec le vaste réseau des Caisses d'Epargne allemandes qui constituent de vraies banques,

la West LB est pour vous le partenaire idéal capable de vous aider à réaliser vos

objectifs à l'exportation. Elle l'est aussi si vous étudiez un grand projet nécessitant un important financement dans quelque pays que ce soit.

La West LB est non seulement membre des principaux syndicats d'émission du monde mais dispose elle-même de très larges facilités de placement.

La West LB détient une participation majoritaire dans la Banque Franco-Allemande S.A., Paris (B.F.A.), spécialisée dans le domaine des échanges commerciaux et financiers entre les deux pays. La B.F.A. assure tous les financements à court, moyen et long termes aux entreprises ayant une activité sur le marché franco-allemand, ainsi que toutes les opérations de change, import-export, transferts, placements de fonds.

Au-delà de son activité purement bancaire, la B.F.A. apporte à sa clientèle française et étrangère un service d'assistance en matière de recherche de contacts commerciaux, de coopération inter-entreprises, de ventes ou de rapprochements d'entreprises, ainsi que de créations d'implantations industrielles ou commerciales nouvelles.

En vue d'assurer un service optimal à sa clientèle, la B.F.A. met à votre disposition des succursales dans les régions frontalières de l'Est de la France (Strasbourg, Sarreguemines et St. Avold) où les relations d'affaires avec l'Allemagne sont particulièrement actives.

## WestLB

Westdeutsche Landesbank Girozentrale  
Une force montante de la finance internationale

Düsseldorf P.O. Box 1128



# PROCHE-ORIENT

## Nos rapports sont toujours très tendus avec l'Union soviétique

declare le president Sadate

De notre correspondant

Le Caire. — « Les Américains sont d'une importance capitale pour le processus de paix dans cette région, et je pense qu'il est impératif que je discute avec eux », a déclaré M. Sadate à la revue américaine *Parade*. Le rais a ajouté : « Nos rapports sont toujours très tendus avec l'Union soviétique ». Il a fait valoir que Moscou « refuse toujours de renégocier notre dette », alors que les Etats-Unis ont accordé à l'Egypte, en 1976, une aide de 900 millions de dollars.

L'après des critiques formulées ces jours derniers par plusieurs dirigeants et journaux égyptiens à l'encontre du communisme et de l'Union soviétique amène à se demander si le Caire ne caresse pas le projet d'un règlement de la question proche-orientale sous la seule égide américaine. Selon certains cercles diplomatiques, c'est surtout la probabilité d'une levée de bouillie chez les Palestiniens qui, pour le moment, empêche l'Egypte de donner consistance à ce plan.

et anticommuniste, après avoir, les jours précédents, voté aux élections « les marxistes égyptiens et leurs soutiens extérieurs », écrit dans un éditorial remarqué du 5 février : « Les récentes mesures (aggravant les peines prévues en cas de manifestations) n'ont pas pour but d'éliminer les communistes en Egypte. (...) Tout Egyptien peut embrasser la doctrine qu'il veut. (...) Nous refusons de punir une conviction. (...) Chaque échafaud dressé pour une opinion est en fin de compte éléphant pour la personne même qui l'a dressé. » Le journal rappelle que c'est Nasser qui a « laissé les communistes égyptiens des années en prison, alors que le président Sadate a eu, jusqu'en 1975, des ministres marxistes ».

De son côté, le mensuel d'études marxistes *Al Taia* publie plusieurs articles condamnant vigoureusement la ligne gouvernementale égyptienne actuelle, qualifiée de « politique du pire » et d'illustration du principe : « Après nous le déluge ».

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

## Une « importante délégation » soviétique est attendue

Les attaques contre le système marxiste vont cependant décroissant au moment où les sources officielles égyptiennes confirment l'arrivée au Caire, prévue le mardi 8 février, d'une importante délégation conduite par M. Michel Sytenko, directeur du département d'Etat soviétique des affaires étrangères. Reçu à titre officiel, ce haut fonctionnaire « aura des consultations avec les responsables de la diplomatie égyptienne ». La dernière rencontre égypto-soviétique à un niveau élevé a eu lieu en novembre 1976, à Sofia, entre les ministres des affaires étrangères des deux pays, MM. Fakhri et Gromyko.

On relève aussi que le quotidien *Al Akhbar*, porte-parole habituel de la tendance gouvernementale la plus antisoviétique

## Egypte

## Un ancien membre du Conseil de la révolution critique les mesures de répression

Dans un message adressé au président Sadate et reproduit par la presse locale, M. Kamal el-Dine Hussein, député indépendant et ancien vice-président du conseil sous Nasser, a attaqué avec virulence samedi 5 février les mesures de sécurité décidées récemment par le chef de l'Etat. Il affirme que le décret du président prévoyant des peines de travaux forcés à perpétuité contre les fauteurs de troubles est « anticonstitutionnel », et représente une « codification étalée de l'oppression ». Il estime que M. Sadate « punit le peuple au lieu de chercher le gouvernement dont la politique tyrannique est la cause ». M. Hussein est l'un des membres du Conseil égyptien de la révolution, qui renversa la monarchie en juillet 1952. Il occupa par la suite d'importantes fonctions sous la présidence de Nasser, avant de se retirer de la vie politique, il y a plus de dix ans. Il fut cependant élu en octobre

dernier au Parlement égyptien sous l'étiquette d'indépendant.

« A Tripoli, l'agence d'information libyenne a publié vendredi le texte d'une télégramme adressé par le colonel Kadhaafi à M. Sadate dans lequel le chef de l'Etat libyen accuse le Haïs égyptien de « haute trahison ». Reprenant une récente déclaration de M. Sadate dans laquelle ce dernier affirmait qu'il était possible de mettre fin « en une demi-minute » au contentieux égypto-libyen, le colonel répond : « Notre conflit demande un demi-siècle d'efforts persévérants pour être réglé. Il faudra pour cela effacer les traces de votre agression contre la cause de la nation arabe et celles de la honte qui nous couvrent. Comment pourrions-nous effacer en une demi-minute la cause palestinienne, la honte et l'humiliation de l'accord israélo-égyptien dans le Sinaï, la honte du kilomètre 101 (où des officiers égyptiens et israéliens ont négocié), nos concentrations de troupes à la frontière libyenne et, enfin, la campagne que vous avez lancée pour effacer et massacrer le peuple égyptien afin de le réduire à la soumission. » — A.F.P., U.P.I.

## SELON L'UN DE SES DIRIGEANTS

## Le Conseil israélien pour la paix a le soutien des présidents Houphouët-Boigny et Senghor

M. Arieh Eliav, député socialiste indépendant, ancien secrétaire général du parti travailliste israélien, et l'un des dirigeants du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinien, qui a mené des ententes à Paris avec des représentants de l'O.L.P., a rencontré M. Houphouët-Boigny, à Marnes-la-Coquette, quelques jours avant l'entretien que le président de la Côte-d'Ivoire a eu, vendredi 4 février, à Genève, avec le chef du gouvernement israélien, M. Rabin.

M. Eliav nous a déclaré que M. Houphouët-Boigny — comme le président Senghor quelques jours plus tôt — a exprimé son soutien total au programme du Conseil israélien pour la paix. Le

chef de l'Etat ivoirien considère le problème palestinien comme le nœud du conflit du Proche-Orient, et estime que la création d'un Etat palestinien indépendant est l'une des conditions pour l'instauration de la paix au Proche-Orient. Il a manifesté, selon M. Eliav, le désir de rencontrer de nouveaux représentants du Conseil israélien pour la paix israélo-palestinien, après la visite qu'il doit faire dans plusieurs capitales arabes.

M. Eliav a aussi déclaré que M. Houphouët-Boigny — comme le président Senghor — a exprimé son soutien total au programme du Conseil israélien pour la paix. Le

calais lui ont déclaré qu'un changement de l'attitude d'Israël sur la question palestinienne lui ouvrirait de nouvelles portes de l'Afrique.

La rencontre entre M. Eliav et le président Senghor s'est déroulée en présence du délégué de M. Arafat, M. Issam Sartawi.

M. Eliav est persuadé que ses contacts sont appelés à se multiplier à un niveau plus élevé. « Je constate chaque jour, dit-il, qu'une attitude réaliste et honnête sur la question palestinienne nous ouvre des portes qui sont habituellement fermées aux Israéliens. »

AMNON KAPÉLIOUK.

# ASIE

## Chine

## Une nouvelle politique militaire est mise au point à Pékin

(Suite de la première page.)

A première vue, la nature des organisations représentées aux réunions qui viennent de se tenir à Pékin — comme les trois expériences nucléaires réalisées depuis la mort de Mao — laissent supposer que le nouveau président du P.C. et ceux qui l'entourent sont prêts à donner l'avantage à la mise au point et à la production d'armements modernes, et perfectionnés, plutôt qu'à l'entretien indéfini de troupes innombrables dotées d'un équipement démodé, sinon désuet. Tous les chefs de l'armée, y compris ceux à qui le commandement d'importantes garnisons donne une autorité politico-géographique rien moins que négligeable, s'accorderont-ils de ce choix ?

La publicité exceptionnelle donnée à cette rencontre entre les dirigeants politiques et les hauts responsables de la défense nationale est sans doute destinée à créer une impression d'harmonie dans les instances les plus élevées du régime, d'autant plus nécessaire que de graves questions d'« organisation » restent en suspens. Pour s'en tenir au domaine militaire, le poste de chef d'état-major général des forces armées — occupé par M. Teng Hsiao-ping jusqu'à sa destitution, en avril — reste sans titulaire.

Parallèlement, la campagne de condamnation de la « bande des quatre » donne des signes d'assouplissement. Dans son numéro de samedi, le *Quotidien du Peuple* a reproduit un article du dernier numéro du *Drapeau rouge* criti-

quant « certains camarades » qui « n'ont pas une compréhension suffisante de la gravité de cette lutte » et « sous-estiment l'influence néfaste exercée par les idées révisionnistes contre-révolutionnaires de la bande des quatre ». L'organe du P.C.C. revient à la charge sur le même thème, ce lundi 7 février, avec un éditorial — conjoint au *Drapeau rouge* et au journal de l'armée, *Libération* — qui prône le sens de ces mises en garde. Ce texte, curieusement, ne dit mot de la lutte de classes mais parle beaucoup de la lutte de lignes. S'appuyant sur une citation de Mao suivant laquelle « la compréhension progressive de la contradiction entre socialisme et capitalisme » constitue « le sujet principal » et « l'axe », ses auteurs affirment : « approfondir notre dénonciation de la bande des quatre, voilà à l'heure actuelle notre sujet principal et notre axe ».

Mais la dénonciation des « quatre » et de leurs méfaits n'est présentée que comme un moyen d'atteindre les objectifs « de stabilité et d'unité » fixés par le président Hua, et de réaliser les tâches de l'édification économique. Un appel très ferme est lancé à la discipline, et les cadres sont invités à « prendre leurs responsabilités », à « participer personnellement au travail » et à « renforcer le travail idéologique et politique de manière concrète ».

Sans doute ces consignes de discipline et d'unité — chaque citoyen chinois est littéralement prié de « se mettre au pas » — sont-elles en partie destinées à conjurer les tensions sous-jacentes au sein du régime. Elles paraissent surtout répondre à des manifestations de lassitude dans le développement de la campagne en cours. Ces manifestations sont d'autant plus préoccupantes qu'elles risquent de faire tourner court l'opération de mobilisation des énergies lancée à partir de la critique et de la dénonciation des dirigeants déchu. En bref, le danger pour M. Hua Kuo-feng est ni plus ni moins de voir l'appel qu'il a lancé à un effort exceptionnel pour la réalisation des tâches énumérées dans son discours à la conférence nationale sur l'agriculture, se heurter à la force d'inertie d'une société fondamentalement paysanne, peu encline au changement.

ALAIN JACOB.

## Philippines

LE PRÉSIDENT MARCOS a proclamé samedi 5 février une amnistie conditionnelle pour les rebelles musulmans du Sud, qui sera applicable dans treize provinces et onze villes de l'île de Mindanao, où un cesse-le-feu a été récemment décrété. Le décret d'amnistie, qui ne couvrira pas les actes de piraterie et les « crimes », s'applique aux personnes coupables de rébellion et de détention illégale d'armes. D'autre part, M. Marcos a promu dimanche 6 février un nouveau code juridique applicable aux musulmans des Philippines, qui porte sur le statut des personnes, le droit de la famille et l'héritage. — (A.F.P., U.P.I.)

## Corée du Sud

## LA GUERRE FROIDE CONTINUE

Dans la tradition des grands reportages que, malheureusement, la télévision française a cessé de produire elle-même, la télévision suisse romande a tourné récemment en Corée du Sud un film présenté dimanche soir 6 février sur TF1. Ses auteurs, André Gault et Claude Sautaj, ont remarquablement illustré la vigilance exacerbe et obsessionnelle dont le régime du président Park a su faire un alibi pour sa prise en main du pays. A six minutes de vol des Mts du Nord, Séoul organise, avec un total réalisme, des exercices d'évacuation sous bombardement simulé. Panmunjom reste le haut-lieu d'un psychodrame de haine et de peur où le chef du contingent américain explique, sans illusion, la vanité de son rôle « pacificateur ». Les infiltrations se poursuivent, et le Nord, qui avait cessé d'impressionner les tunnels, l'an dernier encore, n'a pas renoncé à ses visées.

Toutefois, le meilleur du reportage touchait à la militarisation de la société, encadrée et contrôlée dans les campagnes par le Mouvement pour les nouvelles communautés, tandis que la C.I.A. sud-coréenne terminait toute opposition et que la machine critique tombe en tant qu'elle atteinte à la sécurité de l'Etat, sous le coup du redoutable décret d'urgence numéro 9.

Ouvriers au garde-à-vous clamant des slogans en réponse aux questions du journaliste, commémorant les louanges du président... Les auteurs notent justement que la trop réelle menace du Nord a fait tomber sur le pays un « couvre » se plaçant en fin de compte, qu'une minorité, l'élévation incontestable du niveau de vie est un facteur de consolidation d'un régime dont le style amène le président Carter à se poser quelques questions sur le maintien, du moins en totalité, du contingent américain en Corée du Sud. — P.-J. F.



## le monde entier vous accueille

à la

## 2<sup>e</sup> semaine mondiale du tourisme et des voyages

au Centre International de Paris - Porte Maillot

11-20 FEVRIER 1977

Soleil, ciel pur, sable doré, paysages nouveaux, partir... Vous en rêvez toute l'année.

Il ne tient qu'à vous que ce rêve devienne réalité. Venez consulter les 300 spécialistes et les 70 Offices Nationaux et régionaux de Tourisme réunis pour vous au Centre International de Paris - Porte Maillot.

Ils ont mille et une suggestions à vous offrir concernant la France, bien sûr, mais aussi le monde entier. Toutes les formules de voyages, croisières, circuits, séjours : vous pouvez tout leur demander. C'est leur métier. Ils sont à votre service. Profitez-en !

Possibilité de réservation et d'inscription sur place.

Festival du Film de Tourisme : deux salles de projections permanentes

Toute une profession rassemblée à votre service.

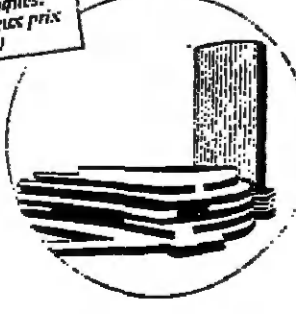
Centre International de Paris

Porte Maillot

Métro : Ligne n° 1 (Porte Maillot)

Autobus : 71 - 82 - 43 - PC

SNCF : Petite Ceinture (Porte Maillot)



Chants et danses folkloriques. Concours de nombreux prix (voyages et séjours).

Du 11 au 20 Février 1977

Tous les jours de 11 h à 20 h

Entrée : 10 F

Prix réduit sur présentation de la carte verte.

L'écologie en danger d'apolitisme ? René Dumont et Brice Lalonde répondent. C'est une des pièces du dossier de Politique Hebdo, avec la liste des candidatures écologiques aux municipales.

**politique hebdo**

en vente aujourd'hui.

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

**BMW** 25 rue Cardinet Paris 17 - 267-31-00

**GAP** WAGRAM

LOCATION 1 ou 2 ANS PRIX EXCEPTIONNEL

## en exclusivité dans paradoxes

Raymond Barre  
Zbigniew Brzezinski  
Helmut Schmidt  
Jean Fourastié  
Claude Offenstein  
Maurice Papon

Dans Paradoxes, les hommes qui font l'actualité politique, économique, culturelle et sociale, en France comme à l'étranger, analysent et commentent pour vous, en exclusivité, les faits, les événements, les découvertes qui changent l'avenir du monde.

Vous pourrez lire dans le dernier numéro :

- Raymond Barre : pour une politique sociale.
- Zbigniew Brzezinski : l'Amérique dans un monde hostile.
- Helmut Schmidt : s'entretient avec Bernard Volker des relations Franco-Allemandes.
- Maurice Papon : plan, croisière et inflation.
- Jacques Denis : le P.C. et l'Europe.
- Claude Offenstein : y a-t-il des dragueurs heureux ?
- Sondage I.F.O.P. : les Français et le plan Barre.
- Pour ou contre une pause en 1977 dans l'augmentation du pouvoir d'achat ?
- Pour ou contre des élections anticipées.

Parler de Georges Buis, Olivier Guichard, Jean Fourastié, Jean-Marie Lech, Henri Menudier, Georges Monville, tribunes, bloc-notes, derniers faits, chaque mois dans Paradoxes : Michèle Cotta, Gabriel Fauriol, Jacques Houbart, Jean-Pierre Jullin, Etienne Mongelot, Alain Frenay, Bernard Volker sélectionnent pour vous les faits, les événements, les découvertes qui changent l'avenir du monde.

Paradoxes : exclusivement sur abonnement.

bon à remplir et à retourner à PARADOXES, Service Abonnements, 11, rue de Valenciennes, 75013 Paris.

Envoyer : 150 F par trimestre (3 numéros) ou 500 F par an (12 numéros). Le premier numéro est offert.

Je désire recevoir : ☐ 3 numéros (1 trimestre) ☐ 12 numéros (1 an)

Mon adresse :

Mon téléphone :

Mon profession :

Signature :

Date :

مركزنا من الأصل







## POLITIQUE

### UN NOUVEAU « CODE DES COMMUNES » EST PUBLIÉ

Le « Journal officiel » a publié, jeudi 3 février, deux décrets du premier ministre, en date du 27 janvier, portant respectivement : révison du code de l'administration communale et codification des textes législatifs applicables aux communes - et - codification des textes réglementaires applicables aux communes. Il est précisé que le code d'administration communale prend le nom de Code des

communes. Un numéro complémentaire du « Journal officiel », portant la même date, contient les dispositions des livres I et II du nouveau recueil, qui décrivent successivement l'organisation et les finances communales. Les livres III et IV, indiquent-t-on au ministère de l'intérieur, doivent être publiés au plus tard courant mars.

Chaque numéro d'article, précédé de la lettre L, s'il est législatif et R, s'il est réglementaire, est composé d'un groupe de trois chiffres, dont le premier désigne le livre, le second le titre et le dernier le chapitre, puis de l'indication de l'ordre de cet article dans la catégorie ainsi désignée par cet indicatif. L'ancien article premier, consacré au nom des communes, étant d'ordre législatif, devient ainsi l'article L.111-1. De même, l'ancien article 83, énumérant différentes dispositions générales du régime des maires et adjoints (livre I, titre III, chapitre premier, en 1957), devient, sous une forme très raccourcie, l'article L.125-1 (législatif, livre II, titre II et chapitre II, premier de cette série). On le voit, la publication d'une table de concordance sera fort attendue par les utilisateurs du code - d'autant plus que l'économie générale de celui-ci est sensiblement modifiée.

#### Une législation complexe

Le premier des deux livres déjà publiés, consacré à l'organisation communale, analyse successivement les questions liées au nom, aux limites territoriales et à la population des communes, puis les organes de celles-ci (conseil municipal, maires et adjoints, indemnités et régimes de retraite des titulaires de certaines fonctions municipales, dispositions applicables en temps de guerre), les pouvoirs de police, le régime des stations classées, les intérêts propres à certaines catégories d'habitants et ceux qui sont partagés entre plusieurs communes (notamment du fait de l'existence de syndicats et de districts), le cas des communes nouvelles et, enfin, certaines dispositions particulières. C'est dans les deux derniers chapitres du livre VIII que l'on trouvera, en particulier, le statut de Paris, de la Seine, de la Seine-Saint-Denis, de la Seine-et-Marne et de Lyon - mais non de Toulouse et de Nice - ces deux villes, bien qu'elles soient également divisées en « secteurs » pour les élections municipales (ce qui modifie le code électoral mais non le code des communes) relèvent du droit municipal commun.

Quant au livre II, consacré aux finances communales, il s'ouvre sur une énumération des dispositions générales concernant le budget, et poursuit en décrivant classiquement les dépenses et les recettes. On trouve, aux chapitres III et IV de celui-ci, en particulier, un ensemble très précis de textes portant sur les différents taxes et redevances autres que celles prévues par le code général des impôts, ainsi que deux sections consacrées au V.R.T.S. (versement représentatif de la taxe sur les salaires) et aux autres recettes réparties par le fonds d'action locale. Sont également codifiés dans ce livre II la comptabilité municipale, le régime financier de certains établissements communaux et différentes dispositions particulières, dont celles qui s'attachent aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin (qui ont certains points en statut administratif particulier depuis leur libération en 1918) et aux départements d'outre-mer.

Bernard BRIGOULEUX.

## COMMUNISME

N° 25-26

Numéro spécial

### LE CAPITALISME EN U.R.S.S.

Le n° (112 p.) : 12 F. Abonnement (6 livraux) : 40 F. Parler. A l'ordre de CRES (CRES, B.P. 123, 75481 PARIS CEDEX 10). Diffusion N.M.F.P.



#### DIRECTION PIÈCES DE RECHANGE FRANCE

120.000 F



SCANIA FRANCE S.A., membre du très important groupe suédois SAAB SCANIA, a été récemment créée pour commercialiser la gamme de véhicules poids lourds SCANIA. L'implantation d'ateliers et de bureaux est prévue à Cergy-Pontoise en 1977. Cette société recherche le Responsable de son service pièces de rechange. Sous l'autorité du Directeur Général, il aura pour mission de constituer, d'animer et de gérer un service d'importation, de stockage, de distribution et de marketing des pièces de rechange. Il assurera la liaison avec l'usine suédoise et les relations avec les concessionnaires français. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, ayant acquis une bonne expérience des moyens modernes de gestion des approvisionnements, des stocks et de la distribution dans l'industrie du poids lourd ou dans un secteur similaire (automobile, matériel T.P., machinerie agricole...). Une bonne pratique de la langue anglaise est nécessaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée à l'expérience. Ecrire à J. MOUNIER à Paris. Réf. A/2490BM

#### RESPONSABLE SERVICE COMMERCIAL

Région Parisienne

**Télécommunications** - Une importante société - filiale d'un groupe international leader dans sa branche - située dans la région parisienne et spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de connecteurs et de composants passifs recherche le Responsable Commercial du marché des télécommunications. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il aura la responsabilité entière du marché industriel des télécommunications : suivi économique et technique de ces industries, fixation des objectifs de vente, détermination des stratégies de pénétration, adaptation et créativité de produits, assistance aux équipes commerciales de terrain, réalisation du chiffre d'affaires et recherche du profit. Il animerait une équipe de personnes (vendeurs spécialisés et administration-gestion), et entretiendrait des relations étroites avec les Chefs de Produits, l'ingénierie et le service des prix. Ce poste conviendrait à un cadre, âgé d'au moins 32 ans, de formation ingénieur, ayant plus de cinq ans d'expérience de vente de produits industriels, et justifiant d'une bonne connaissance du milieu des télécommunications où il est bien introduit. L'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera liée à l'expérience et aux compétences acquises. Ecrire à R. GARDEUX à Paris. Réf. A/2512M

#### RESPONSABLE RELATIONS MÉDICALES

120.000 F

CILAG-CHIMIE, société française de création récente, filiale du groupe JOHNSON et JOHNSON, pour faire face à un développement très rapide de ses activités, cherche à renforcer sa Direction Marketing, en recrutant son Responsable des Relations Médicales, basé à Paris. Rattaché au Directeur du Marketing, ce cadre sera chargé du courrier médical concernant les produits commercialisés par cette société, ainsi que de diverses synthèses médicales et études bibliographiques. Il participera également aux congrès médicaux et devra jouer un rôle de relations publiques important auprès du corps médical, en soutien de l'action exercée sur le terrain par le réseau de Délégués. Ce poste de confiance, qui exige une très solide expérience de praticien et une grande aisance dans les contacts avec le milieu médical, conviendrait à un médecin de formation (homme ou femme), âgé d'au moins 45 ans et qui souhaiterait donner un nouveau tournant à sa carrière. Une parfaite maîtrise de la lecture de l'anglais médical est exigée. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris. Réf. A/2483BM

#### ASSISTANT MARKETING

80.000 F

**Produits alimentaires** - Une société de dimension moyenne (chiffre d'affaires 150 millions de francs), filiale d'un puissant groupe français, leader dans sa branche (70 % du marché français), crée, dans le cadre de sa diversification, un poste d'Assistant Marketing. Rattaché au Directeur du Développement, il aura pour mission la gestion complète des produits destinés au grand public, depuis la définition des conditions de vente, jusqu'au lancement sur le marché. Il sera responsable de la recherche des sous-traitants (études, packaging, publicité...), et participera à la négociation des contrats. Son action l'amènera également à collaborer au développement des nouveaux produits. Ce poste conviendrait à un/une candidat(e) âgé(e) de 30 ans minimum, de formation supérieure et possédant plusieurs années d'expérience acquise au sein du service marketing, d'une entreprise alimentaire (biscuiterie, laiterie, conserverie...). La pratique de l'anglais constitue un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 80.000 francs, sera liée à l'expérience acquise. Les postes sont basés dans une ville agréable du Midi de la France. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon. Réf. A/316M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adressez C.V. en rappelant la référence à :

PA CONSEILLER DE DIRECTION S.A.

8, rue Ballini, 75782 Paris - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

9, rue Jacques-Meyron, 69006 Lyon Tél. (78) 52-90-63

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Francfort - Londres - Madrid - Milan - New York - Stockholm - Zurich

**Marché.  
Marché en  
profondeur.  
Marché en ampleur.  
Marché composite.  
(au niveau mondial)  
Aperçu du marché.**

Des informations  
que vous ne trouverez  
nulle part ailleurs.

### Programmez votre Foire de Hanovre 1977

Profitez des informations actuelles fournies à la Foire de Hanovre par 24 groupements spécialisés. Pour vous permettre de préparer votre visite de la Foire d'une façon judicieuse, nous vous offrons volontiers notre documentation « Messager » qui contient le programme des offres centrées par groupements spécialisés. Sur votre demande, nous y joindrons les prospectus spéciaux qui vous intéressent plus particulièrement, avec la liste provisoire des exposants.

- Centre de l'équipement de bureau et de l'infomatique (CeBIT)
- Manutention mécanique et stockage
- Technique de nettoyage et l'entretien d'immeubles
- Enlèvement, destruction et utilisation de déchets
- Outillage
- Mécanismes de transmission
- Moteurs incorporés et turbines à gaz, petit modèle
- Océanographiques et pneumatiques
- Montage et techniques de manipulation
- Techniques d'air comprimé
- Fer, acier, métaux non-ferreux, produits de fondation
- Transmissions électriques
- Distribution de l'énergie électrique
- Télécommunications
- Technique de mesure, de contrôle et d'automatisation
- Composants et ensembles électroniques
- Installations électriques
- Technique de l'éclairage électrique
- Recherche et technologie
- Fournitures
- Techniques de construction et matériaux de construction
- Moyens publicitaires
- Porcelaine, céramique, verre, articles de bijouterie et d'horlogerie, argentier, cadeaux

Veuillez bien adresser ce coupon à : Cie. Commerciale Continentale S.A., Rep. de l'Union Officielle de l'Exposition Messe- und Ausstellungs-AG, 16, Rue Vézalay 75008 Paris, tél. 387-35-39/38-75-72, telex 210311 public 577

Nom : \_\_\_\_\_  
Rue : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_

**Foire de Hanovre 77**  
Mercredi, 20 Avril -  
Jeudi, 28 Avril

## La prépa

(R.P.P.) : qu'on cesse de nous attaquer

### M. GUICHARD : le mal parti

ne sera pas corrigé.

M. Guichard, ministre de l'Éducation nationale, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

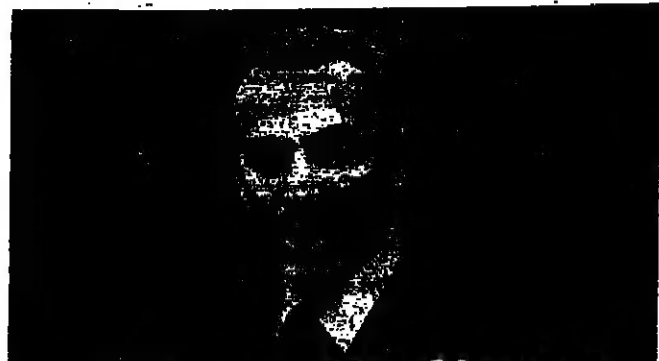
Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Guichard, a déclaré à l'Assemblée nationale, le 7 février, que le mal parti ne sera pas corrigé.









**Robert Badinter**  
répond cette semaine aux questions de **Politique Hebdo**.  
« L'abolition légale de la peine de mort, ce devrait être une victoire de la gauche... Le système judiciaire doit être repensé complètement. »

**politique hebdo**  
en vente aujourd'hui.

## POLITIQUE

### A PROPOS D'UN SONDAGE

## L'IMAGE DU FRANÇAIS

par ALAIN DUHAMEL

Il va falloir réviser des idées reçues et changer de mythologie. La France n'est plus une société bloquée. Le « mal français » n'est pas incurable. Notre pays ressemble de moins en moins à cette nation archaïque où les sociologues anglo-saxons discernaient un mélodrame politique permanent, une société pétrifiée, corsetée par une guerre idéologique inexplicable et surtout brisée en deux camps fratricides. Cette France d'avant-hier, elle est en train de disparaître. Le consensus n'est pas introuvable, il n'est que clandestin. Dans ses ressorts psychologiques profonds, la France est en voie de modernisation et même de social-démocratisation. Voilà ce que révèle un sondage de la SOFRES publié dans *L'Expansion* de février (1).

D'abord, l'idée de patrie évolue. La France passe, hors de nos frontières, pour un pays volontiers nationaliste, parfois cocardier, toujours susceptible. L'histoire de la V<sup>e</sup> République y a sans doute aidé. C'est pourtant une erreur : le sondage révèle un patriotisme sincère mais tranquille, profond mais ouvert ; 86 % des Français, s'ils avaient pu choisir leur nationalité de naissance, auraient opté pour l'étranger. Certes, 66 % (contre 8 %) considèrent qu'aujourd'hui l'idée de patrie a moins d'importance qu'autrefois et 50 % des jeunes avouent que ce jugement global correspond bien à leur cas particulier. Mais c'est tout simplement que ce patriotisme ne se sent plus menacé, qu'il se fait plus européen. Une immense majorité (87 % contre 9 %) ne voit aucune contradiction entre le patriotisme et le fait d'être favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Georges Marchais et Michel Debret seront peut-être dé-

çus : c'est aussi le cas de la plupart des électeurs communistes ou R.P.R. Mais l'ancien premier ministre aura une consolation, alors que le secrétaire général du P.C. va avoir un autre motif de désenchantement : 53 % des Français (contre 29 %) pensent également que l'existence de la force de dissuasion nucléaire est une bonne chose (et

cette fois la clientèle du P.C. est d'un autre avis).  
La conclusion est simple. Les Français savent bien que l'unité nationale est irrevocable, qu'elle est solidement garantie, que les mouvements autonomistes ou régionalistes ne la menacent pas profondément. Comme ils sont sans crainte, ils s'ouvrent vers l'extérieur.

#### Civisme et classes

Enfin, les Français ont le sentiment que les distances sociales tendraient plutôt à se réduire. Bien sûr, les Français interrogés par la SOFRES pour *L'Expansion* ont le sentiment — le plus souvent (83 % contre 26 %) — d'appartenir à une classe sociale. C'est le contraire qui serait étonnant. Outre la conscience de classe habituelle chez les ouvriers et les paysans, on peut d'ailleurs relever que deux artisans et petits commerçants sur trois se rangent dans les classes moyennes, mais le troisième dans la classe ouvrière ; et un employé sur deux à le sentiment d'appartenir au prolétariat et l'autre aux classes moyennes ; plus curieusement, que plus d'un cadre moyen sur quatre se range lui aussi dans la classe ouvrière ; qu'enfin moins d'un cadre supérieur, d'un membre de profession libérale ou d'un industriel sur trois se déclare bourgeois et que les autres se situent, eux aussi, dans la classe moyenne.

Mais le fait nouveau, c'est qu'une majorité estime que la possibilité de s'élever dans l'échelle sociale augmente (57 % contre 34 %), et c'est l'avis de presque un ouvrier sur deux, et que l'accès à l'université, notamment dans les milieux populaires, permet d'accéder au brassage social. Le sentiment général est que, chez les jeunes, les différences sociales tendent à se réduire. Optimisme inhabituel qui débouche sur l'idée bien acceptée, par trois sur quatre des Français, que peu à peu ouvriers et employés s'intégreront, avec d'autres, dans une classe moyenne élargie. La nature des sondages, c'est vrai, ne met pas en valeur les phénomènes d'exclusion. C'est le règne des majorités qui y triomphe. Mais il est bien clair que le gauchisme vieillit et que l'idée d'une démocratisation progressive de la société progresse.

Reste tout de même un sujet sur lequel le consensus, loin de s'imposer, reculerait plutôt : c'est l'image du président de la République. 69 % des personnes interrogées contre 26 % estiment que de Gaulle était plus le président de tous les Français que de son camp qui avait voté pour lui ; la balance demeure positive (51 % contre 41 %) pour Georges Pompidou. Elle s'inverse totalement (30 % contre 69 %) pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Il est vrai que le consensus rétrospectif est toujours ambigu, surtout pour une personne de la taille du général. Il est vrai que le sondage a été fait pendant la première semaine de décembre, quand la popularité du président actuel était au plus bas. Il n'empêche que le chef de l'Etat, qui, dès qu'il s'agit de politique étrangère, incarne la France aux yeux de ses citoyens (64 % contre 26 %), est manifestement perçu comme le chef de file d'un camp en politique intérieure.

De ce sondage, qui prend tant d'idées à rebrousse-poil, il ressort que les clichés politiques persistent et s'épanouissent sur ce socle social plus cohérent et plus solide qu'on ne se le figurait. Tout se passe comme si les batailles politiques de plus en plus acharnées et équilibrées cachaient un consensus social se renforçant discrètement. On peut considérer que les deux phénomènes sont

Février 1977 - N° 2  
**Regards sur...**  
**CHIRAC**  
par ses amis  
ses ennemis...  
et les autres

- J. FERNIOT
- J.-C. COLLIARD
- F. GAULT
- P. JOXE
- P. VIANSSON-PONTÉ
- P. GUIMARD
- A. BOULOU
- M. BENASSAYAG
- R. BOURGINE
- A. KRIVINE
- I. LEVAI
- J. LANZMANN
- R. DEFORGES
- J. D'ORMESSON
- L. HAMON
- B. STASI
- J. SEGUELA
- F. NOURISSIER
- R. REMOND
- J.-F. KAHN
- J.-E. HALLIER
- Y. GUÉNA
- J.-D. BREDIN
- J. MONOD
- C. ESTIER
- BONNAFFÉ
- J. CAU
- J. CHIRAC
- G. CARREYROU
- P. CHARPY
- J.-L. TIXIER
- VIGNANCOUR
- P. REINHARD
- W. ABITBOL
- A. BOUBLIL

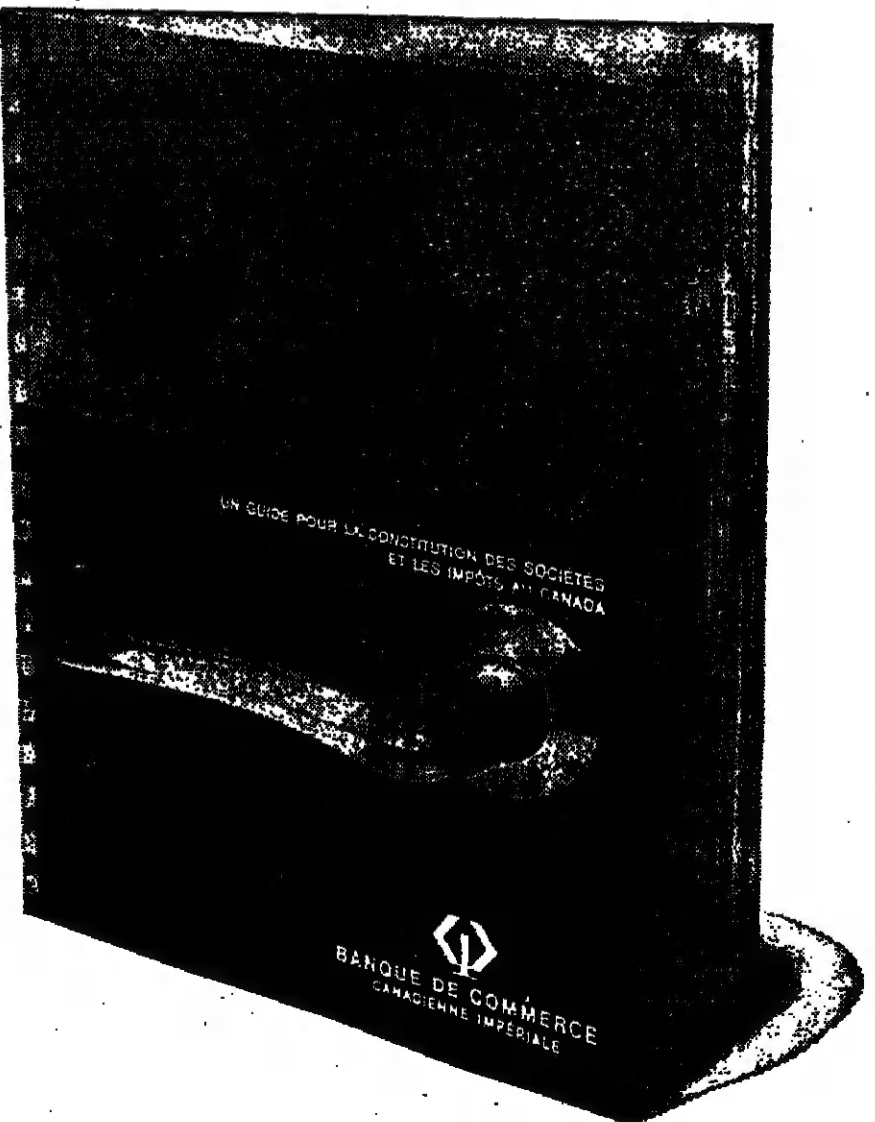
En vente dans tous les kiosques : 10 F.  
SMA France RSS Productions  
22, chemin des Petits-Mercats,  
92230 GENNEVILLIERS.

## Bienvenue au Canada.

Demandez, à titre gratuit, ce guide des affaires à la banque qui connaît le mieux le Canada.  
Si vous prévoyez une extension de vos affaires au Canada, vous vous posez probablement des questions... qui restent sans réponse. C'est pourquoi la Banque de Commerce Canadienne Impériale, avec plus de 1700 succursales réparties sur tout le territoire canadien, a publié cette brochure de 60 pages regroupant tous les points fondamentaux, allant de la constitution d'une société aux tarifs douaniers. D'autres sujets-clés y sont évoqués, tels que : impôts, lois du travail,

aide gouvernementale, en tout 17 sujets-clés.  
Notre brochure intitulée *Les Affaires au Canada* vous sera envoyée, sans aucune obligation de votre part en en faisant simplement la demande à : Dept. 1M74, Banque de Commerce Canadienne Impériale, 19 avenue Montaigne, 75008 PARIS.

La Banque des idées  
**BANQUE DE COMMERCE CANADIENNE IMPÉRIALE**



**ISRAËL FACE AU MYTHE DE LA PALESTINE**

A l'aide de documents trop souvent oubliés, une démythification du conflit israélo-arabe.

**Editions Albatros**  
14, rue de l'Armateur, 75005 Paris.  
Un volume 240 pages, 35 F.

les radicaux de gauche soutiennent les propositions... du programme...



مكتبة من الأصل



## Les radicaux de gauche souhaitent reconsidérer les propositions économiques du programme commun

Le Mouvement des radicaux de gauche a tenu, samedi 5 février, une convention nationale. Dans un compte rendu, paru dans le journal de la matinée, M. Robert Fabre, président du M.R.G., a précisé que le mouvement, qui compte vingt-cinq mille adhérents, a fixé l'objectif de cent mille membres, dont cinquante mille dans les prochains trois mois.

Evolution du plan Barre, M. Fabre a indiqué que les délégués de son mouvement ont adopté une résolution sur le plan de la hausse des prix et de l'équilibre de la balance des paiements. Cependant, le caractère conjoncturel de ce plan fait que, selon les radicaux de gauche, il est « à court terme ».

« Nous avons conclu à la nécessité d'une politique économique basée sur la rigueur qui n'est ni austérité ni inflation », ont déclaré les délégués.

Le président du M.R.G. a expliqué par ailleurs sur sa position de réunir un « conseil » de l'union de la gauche. Il a en effet une nouvelle fois réaffirmé que les radicaux de gauche ne veulent pas se limiter à un rôle de « petits frères » mais qu'ils souhaitent participer à la définition du programme commun et à la mise en œuvre de leurs intentions.

Dans un rapport présenté devant la convention nationale, M. Didier Schuller, secrétaire du M.R.G., a souligné que les radicaux de gauche doivent proposer à leurs partenaires un large accord sur les structures industrielles françaises et sur la capacité de la gauche à résoudre, dans le cadre de l'économie de marché internationale, les vrais problèmes de l'économie française.

« Refuser la démagogie, à-t-il noté, c'est reconnaître que la gauche doit proposer une politique économique qui ne soit pas une simple répétition des propositions, y compris celles de celles auxquelles elle a participé au cours des élections de 1973. La gauche économique exige de l'État la réalisation du programme économique qui lui a été proposé à l'époque des élections françaises ».

## Six élections cantonales

**VAL D'AISNE**, canton de Tilly-sur-Seulles (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 5 780 ; vot. 3 543 ; suffr. expr. 3 476. — M. Guy Imhof, R.I., 1 481 voix ; Marc Chabert, mod. sans affil., 650 ; Mme Raymond Lamy, P.S., 585 ; M. Roger Lerond, P.C., 382 ; Jean-Pol Le Guern, R.P.R., 371. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Gérard Triboulet, mod. maj., décédé accidentellement le samedi 18 décembre 1976. Gérard Triboulet avait été élu au premier tour avec 2 140 voix contre 1 400 à M. Imhof, R.I., 1 340 ; Mme Lamy, P.S., 711 ; M. Lerond, P.C., 555. Il y avait eu 4 162 votants et 3 982 suffrages exprimés sur 5 775 inscrits.

**DEUX-SEVRES**, canton de Cerizay (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 8 687 ; vot. 6 173 ; suffr. expr. 5 991. — M. Léonard Marchand, sans affil., 4 020 voix ; R.I. ; André Le Chevalier, P.S., 1 754 ; Mlle Sylvie Lemaire, P.C., 317.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Georges Galichon, qui avait été élu au premier tour de

**MARNE**, canton de Sainte-Menhoult (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 6 789 ; vot. 4 830 ; suffr. expr. 4 400. M. Robert Noël, R.P.R., 1 059 voix ; Jean-Louis Méry, C.D.S., 1 031 ; Robert Gaudier, P.S., 923 ; François Dubois, P.C., 787 ; Daniel Lefebvre, div. gauche, 394 ; Georges Dochy, mod. 126 ; Yves Desautel, div. g., 119 ; Jacky Rémy, cent. g., 81. Il y a ballottage.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de M. Robert Lancelot, mod. maj., qui a donné sa démission en tant que conseiller général et de maire de Sainte-Menhoult à la suite de la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise qu'il dirige. M. Lancelot avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1973 avec 2 023 voix contre 762 à M. Desautel, R.I., 619 ; M. Dubois, P.C., et 394 à M. Lévy, P.S. Il y avait eu 3 222 votants et 3 788 suffrages exprimés sur 6 240 inscrits.

Le total des voix recueillies par le candidat du P.C. et celui du P.S., qui représentent 100 % des suffrages exprimés, est de 4 400.

**YVELINES**, canton de Saint-Germain-en-Laye-Nord (2<sup>e</sup> t.).  
Inscr. 20 381 ; vot. 10 148 ; suffr. expr. 9 907. — M. Jean Chastang, R.I., maire de Saint-Germain-en-Laye, 5 788 voix ; ELU ; Pierre Boullet, P.C., 4 138 voix.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean-Paul Palomares, mod. sans affil., décédé le 14 décembre 1976. M. Jean-Paul Palomares, qui était président du conseil municipal et a été remplacé à ce poste le 16 janvier par M. Paul-Louis Vermeil, C.D.S., avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1973 avec 5 125 voix contre 4 015 à M. Boullet, P.C., et 455 à M. Jean Chastang, R.I. Il y avait eu 10 148 votants et 11 774 suffrages exprimés sur 20 483 inscrits.

Trages exprimés en 1973, attesté cette fois 34,34 %. Le représentant du P.C. avait plus d'un point de pourcentage que celui du P.S. plus le double.

**BOUCHES DU RHÔNE**, canton de Lyon-3 (2<sup>e</sup> tour).  
Inscr. 17 623 ; vot. 3 288 ; suffr. expr. 3 076. — M. Yves Bruyas, C.N.I.P., 1 278 voix ; ELU.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Louis Fréchal, maire de Lyon, sans affil., décédé dans la nuit du mercredi 14 au jeudi 15 décembre 1976. M. Louis Fréchal avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1973 avec 4 188 voix contre 3 098 à M. Bruyas, C.N.I.P., et 1 847 à M. Lamy, P.S.

M. Bruyas, qui remplace Louis Fréchal au conseil municipal, était seul candidat pour le second tour. Il était le seul à avoir obtenu un premier tour un nombre de voix au moins égal à 10 % du nombre des électeurs inscrits. M. Baudillon (C.D.S.) qui bien que n'ayant pas obtenu plus de 10 %, avait pu être élu au premier tour si le scrutin avait été à deux tours.

Le premier tour, M. Bruyas, avec 2 270 voix, devançait M. Dany Baudillon, C.D.S., qui avait obtenu 1 847 voix. M. Jean-Paul Palomares, P.S., avec 1 847 voix, était troisième. M. Jean-Paul Palomares, P.S., avec 1 847 voix, était troisième. M. Jean-Paul Palomares, P.S., avec 1 847 voix, était troisième.

Le premier tour de cette élection partielle a permis de constater un renouveau de la gauche. M. Chastang, R.I., a obtenu 5 788 voix, soit 28,34 % des suffrages exprimés, soit plus de 3 points de mieux que M. Jean-Paul Palomares, qui avait obtenu au premier tour un score égal à 100 % des suffrages exprimés.

**GUADELOUPE**, canton de Capsterre-de-Guadeloupe (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr. 10 378 ; vot. 5 038 ; suffr. expr. 4 928. — M. Alexis Delacroix, ind., 2 253 voix ; ELU ; Gérard Laurette, ind., 419 ; Armand Simonet, Front progressiste, 330 ; Christian Lemaire, P.C.G., 325 ; Michel Rouvies, Mouvement populaire pour le développement de Capsterre, 182 ; Pierre Salomon, Mouvement démocratique pour le renouveau de Capsterre, 178 ; Victor Francillette, R.I., 90 ; Daniel Bastide, Combat ouvrier, 82.

Il s'agit de pourvoir au remplacement de Paul Lemaire (parti communiste), décédé le 14 décembre 1976. M. Lemaire, qui avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1973 avec 5 038 voix, avait été remplacé par M. Alexis Delacroix, ind., qui a obtenu 2 253 voix au premier tour. M. Delacroix, ind., a obtenu 2 253 voix, soit 45,1 % des suffrages exprimés. M. Lemaire, P.C.G., a obtenu 325 voix, soit 6,6 % des suffrages exprimés. M. Rouvies, ind., a obtenu 182 voix, soit 3,7 % des suffrages exprimés. M. Simonet, ind., a obtenu 330 voix, soit 6,7 % des suffrages exprimés. M. Salomon, ind., a obtenu 178 voix, soit 3,6 % des suffrages exprimés. M. Francillette, ind., a obtenu 90 voix, soit 1,8 % des suffrages exprimés. M. Bastide, ind., a obtenu 82 voix, soit 1,7 % des suffrages exprimés.

Hausmann/Nation/Party 2  
Vélizy 2 /Italie-Galaxie

# Printemps



Robe jersey acrylique,  
maille piquée,  
manches garnies galon  
et broderies multicolores.

12.30€  
**97F**

QUINZAINE DU JERSEY JUSQU'AU 12 FÉVRIER.

**M. JACQUES CHIRAC EN AUTRICHE LE 17 FÉVRIER**

M. Jacques Chirac se rendra à Vienne (Autriche) le jeudi 17 février. Il aura à cette occasion des entretiens avec M. Kreisky, chancelier d'Autriche, président du parti social-démocrate (S.P.). Ce dernier participera au célèbre bal de l'Opéra de Vienne. Il repartira pour Paris le lendemain.

M. Chirac, qui avait été invité par M. Kreisky à la fin de la semaine dernière à Paris, en juin 1976, pour un voyage de 10 jours, a accepté ce voyage à titre privé, comme chef du cabinet.

« Cette collection s'est imposée comme l'une des premières réalisations de l'édition française. »

« LE MONDE »

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

## ARTHAUD

Art - Diffusion

vous présente en souscription dans une présentation de luxe en balacron noir

# LES GRANDES CIVILISATIONS

Collection dirigée par Raymond BLOCH  
Directeur d'Etudes à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes

Volumes déjà parus :

- La Civilisation grecque - La Civilisation de l'Égypte pharaonique - La Civilisation de l'Europe classique - La Civilisation de l'Europe médiévale - La Civilisation de la Renaissance - La Civilisation de la Révolution française - La Civilisation de l'Europe des Lumières - La Civilisation de l'Antiquité et le christianisme - La Civilisation japonaise - La Civilisation de l'Inde - La Civilisation de l'Afrique

Volumes à paraître :

- La Civilisation hellénistique - La Civilisation chinoise - La Civilisation industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle - La Révolution française - La Civilisation de l'Europe moderne - Les Civilisations précolombiennes

CHACUN VOLUME 700 à 800 PAGES - FORMAT 18 x 25 cm - RELIÉ

Illustrations : 100 à 200 par volume - 100 à 200 cartes et plans

Remarque : l'ensemble de la collection peut être acquise sans peine, par de nombreuses bibliothèques universitaires. Pour tous renseignements, écrire à :

ARTHAUD ART-DIFFUSION, 7, rue Pape-Carpentier - 75006 PARIS

M. ....

Rue ....

Commune ....

Desire être informé des conditions de souscription à l'ensemble de la collection « Les Grandes Civilisations ».

Editions Visages



Au-delà des **difficultés** et des équilibres, quelles leçons peut-on tirer actuellement de la politique des villes nouvelles ? Un **numéro spécial** de la Revue des ingénieurs des travaux publics de l'Etat **vous** le point sur la question **et** montre comment **ils** vivent les premiers habitants.

d'aucun parti... Mais les gens qui viennent, ce sont surtout les aspirants au pouvoir de l'Etat responsable d'une opération nationale, traversant une ligne rouge en faveur des S.S. à Pa-

(1) ~~REDACTED~~ rue Emeryau, 75015,

incomparable, **Paris** **transforme**  
**chaque jour** **qu'avec** **les** **nouveaux**

desun de ce qu'on chaque  
jour : « Les photographies  
qui sont ici opposées aux photogra-

tiges dans les fosses Dauphine et Mazarine, à la fin de la nuit, d'un réseau souterrain.

qu'on applaudit ? = *Usually* -  
(l'élite typiquement anglaise, qui  
dit : toujours).

« J'ai vu un musicien ; alors,  
j'ai sorti mon crin-crin. »  
— marin —  
dans l'oreille — à  
l'harmonica Jean-Pierre, gita-

n'est pas le **montepara** des **gentilshommes** ? En solo, di-ti, di-ti, di-ti !  
 L'absence terminale, je trouve.  
 Une époque, c'était le **judage**.  
 Les **bigoutiers** n'aimaient pas  
 les **musiciens**, mais leur présence  
 était **nécessaire** à ces **illicites**. Maintenant,  
 c'est plus simple : un type qui a  
 joué entre 1918 et 1930 a des **années**  
 de **jeunesse** et l'âge que **provoque** la  
 vie est **général** et **général** gaffe.  
 Ce n'est pas ce **soit** mélodieux,  
 harmonique. En fait, je  
 l'ai **trouvé** **laïdre** **révé**. »

Cette animation qui se développe  
 le **métro**, le **R.A.T.P.** pour le  
 développer. Puisque on  
 veut **améliorer** le confort  
 matériel du **passager**, pourquoi  
 ne pas **soucier** aussi de son  
**bien-être** psychologique ? Il n'est  
 pas **indéfini** le **rendre** **travaille**  
**terrible** ! Faut-il **travailler** **la**  
**métro** n'est **devenu**  
 une **préoccupation** de la  
 Régie.

Ceci est pour la culture.  
 La R.A.T.P. est une mé-  
 thode. Dans ce domaine, les  
 expériences doivent être pru-  
 dentes. L'absence de la  
 musique - la longueur de  
 wagon - a été constatée.

[illegible]

tes. « On fait toujours ■  
reproche, déclare un responsa-  
ble, d'installer nos expositions

■ ce temps perdu que ■  
avons tenté ■ retrouver. ■

**La capitale du royaume**

M. Jacques Bousard, directeur de l'Ecole pratique d'archéologie (4<sup>e</sup> section), vient, pour sa part, consacrer un bel ouvrage à l'évolution du siège de Paris : la mort de Philippe Auguste (1223) marque la Nouvelle Histoire de Paris, sous le patronage du Musée de France ; il voit comment en quelques siècles Paris va se transformer complètement pour devenir une des plus grandes capitales qui existent à l'époque de Philippe Auguste sur les deux rives de la Seine, des deux côtés.

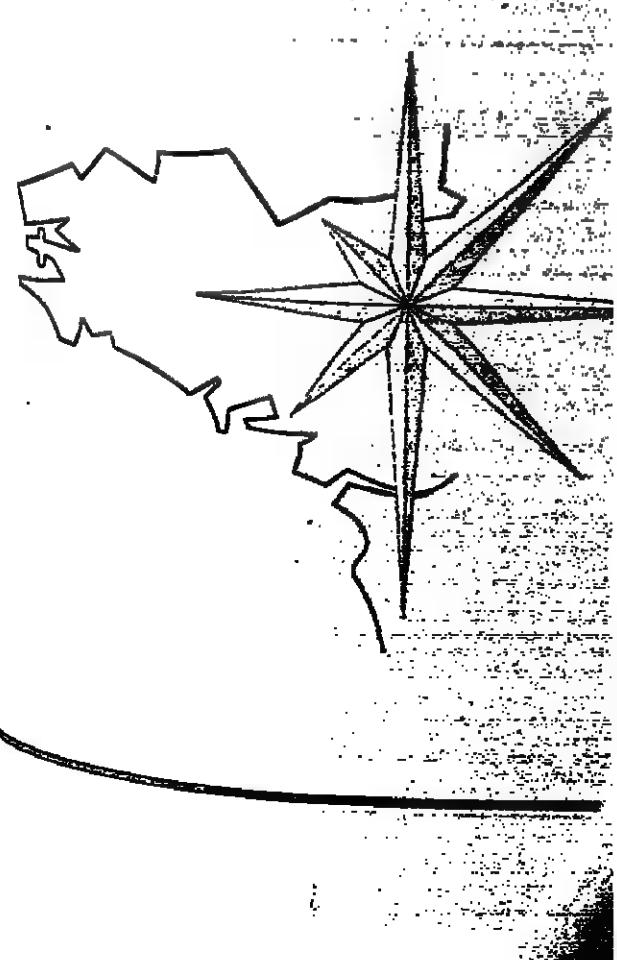
pories Saint-Marcel, qui nous défendue par une garnie de tours on vient d'ailleurs de découvrir les restes de tiges de la Dauphine de Mazarine, à la base de la montagne d'un réseau souterrain.

calendrier des stages, vous serez envoyé simple mande

**Écrivez nous vite**

1000

...the ...





















مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

Une Bretagne

moins fragile

LANNION

Au beau temps de l'Eldorado...

VIVRE

AU PAYS

DES bords de la rivière Leguer, aux eaux limonées, jusqu'à la grande place s'étend un vaste marché. Entre les étals de vêtements, quincaillerie, grains et sabots flotte une tenace odeur de galette et brulent des conversations dont l'étranger ne distingue pas le sens. Car tous ou presque, ici, parlent le breton.

Encadrées dans de solides façades de granit, les boutiques de Lannion ont un air de discrète mais sûre prospérité. A peine a-t-on ressenti un léger ralentissement des affaires, au cours des deux dernières années, lorsqu'un écho des secousses d'une crise qui sévit ailleurs.

La population de Lannion et celle des bourgs situés à 20 kilomètres à la ronde vivent encore aujourd'hui sur la lancée du « boom » économique qu'amena la décentralisation du Centre national d'études de télécommunications (C.N.E.T.) Heureuse d'une industrialisation centrée sur la recherche et le développement de matériel de télécommunications, Lannion a, semble-t-il, réussi. Six mille emplois créés dans les premières années, 80 % du personnel recruté localement, un programme d'équipement imposant, jusqu'en 1985, annoncé par les P.T.T., le principal client. Et pourtant, depuis deux ans, les entreprises lannionaises n'ont plus, quoi qu'il paraisse, de quoi se vanter.

La période de croissance a-t-elle été remplacée par une période de déclin ?

De l'ombre. Des firmes spécialisées dans la fabrication de matériel téléphonique — transmissions, composants, communications — s'installaient rapidement, attirées par la proximité du C.N.E.T. et la fois le pleinier en matière de recherche et leur principal client, mais aussi par le niveau relativement bas des salaires pratiqués et un climat social paisible.

« Les portes étaient grandes ouvertes. Les entreprises avaient quelques difficultés à recruter. A Lannion, on ne m'a demandé aucun diplôme, ni on m'a proposé un salaire supérieur à ma C.N.E.T. », se vante un ancien marin de Tregastel, 10 des marins et pêcheurs du canton ont ainsi abandonné la mer pour travailler dans un des sept établissements que compte la zone industrielle (1). De nombreuses jeunes filles quittent également la ferme pour l'usine. Un tiers des emplois de la zone sont assurés par le C.N.E.T. La plupart des entreprises sont fonctionnaires d'origine bretonne mutés « au pays », un autre tiers par la firme L.T.T., qui recrute sur place : enfin mille cinq cents sont répartis dans les diverses sociétés décentralisées. Non loin de là, à Guingamp, l'Association des ouvriers en instruments de précision (A.O.I.P.) installe des ateliers : mille deux cents emplois sont créés, soit un pour dix habitants, dans la tranquille sous-préfecture où les agriculteurs d'environs viennent faire

leurs achats de matériel agricole. L'industrie du bâtiment, le commerce local, prospèrent. Le canton redevient une terre d'immigration, les jeunes ne s'émigrent plus, comme on le dit, ici, en Tregor.

Les gens heureux n'ont pas d'histoire. Jusqu'en 1974, ils ont eu des difficultés. Mais quelques difficultés sous-jacentes. La zone industrielle, au départ que les entreprises principalement féminines, des adolescents du canton continuent de partir travailler au loin, avec les jeunes ouvrières qu'ils viennent épouser. Le « burn-over » devient ainsi important. Quant au personnel d'encadrement, il ne s'agit pas toujours bien de la région. L'installation de centrales téléphoniques électroniques en France ne devrait guère poser de problème : la plupart des firmes de Lannion sont prêtes à cette conversion, une partie de

leur activité de production étant déjà spécialisée dans ce genre de matériel. Mais les sociétés L.M.T. et A.O.I.P. auraient, semble-t-il, à convertir leur activité, jusqu'alors quasi-totalement axée sur le matériel électro-mécanique.

Le secteur des télécommunications est sans doute un des rares dont la croissance et les débouchés soient garantis pour les prochaines années. Du moins globalement. Pour les entreprises installées à Lannion, quelques faits s'inscrivent de transformations : ne risque-t-on pas de limiter la production à profit d'un autre du groupe ? La stagnation de l'emploi en serait-elle peut-être.

masculins s'est partiellement résorbé. Les diverses communautés du canton avec courtoisie. Sans plus. Mais une légère inquiétude sourd peu à peu : l'arrêt de l'embauche annoncée il y a quelques jours s'annonce pour Lannion, la place forte de l'électronique bretonne ?

Muages à Pherizon

un signe précurseur. Selon le responsable du C.N.E.T., il semble peu probable que les industries décentralisées à Lannion dépassent le niveau d'emploi qu'elles ont atteint aujourd'hui. Alors, certains commencent à murmurer contre une décentralisation non diversifiée, qui a incité les enfants du pays à rester, mais qui n'assurera pas d'emploi à leurs descendants. L'âge, les Dames de France, à Lannion, ferment leurs portes, la direction lannionaise vendue.

La vision des bords de la côte, vastes et splendides s'étendent aux vallées désertes et aux volutes féroces pendant les deux tiers de l'année, rappelle le temps, pas si lointain, où les femmes de ce coin des Côtes-du-Nord vivaient d'une seule issue au chômage : partir à la capitale pour faire des ma-

DANIEL ROUARD.

**La Grande-Bretagne c'est souvent plus court par la Bretagne.**

En 1977-8, carteries sous pavillon français.

**De Roscoff :**

**De Saint-Malo :**

GRATUITEMENT, vous recevrez sur simple demande la brochure de 24 pages couleur qui propose de découvrir en 140 les beautés, les plaisirs et les trésors de la Grande-Bretagne.

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Département \_\_\_\_\_

A retourner à Brittany Ferries - Gare maritime - 29211 ROSCOFF.

AU SALON DU TOURISME, STAND 1 P 1617 NIVEAU 1.

**SEMAEB**

Société d'économie mixte pour l'aménagement et l'équipement de la Bretagne

agissant pour le compte des collectivités locales, a entrepris sur l'ensemble du territoire breton la réalisation d'importants programmes d'habitation, d'aménagements industriels et commerciaux, de zones touristiques et d'équipements divers.

En particulier, elle peut mettre à votre disposition :

- pour toute opération de création industrielle, décentralisation, extension,
- pour toute implantation d'entreprise artisanale ou d'activité tertiaire, des terrains entièrement équipés bénéficiant des primes et aides attachées à la Zone A, et taux préférentiel dans certaines localités.

Dès aujourd'hui :

**RENNES - FOUGÈRES - VITRÉ - SAINT-BRIEUC - DINAN**

**LANNION - BREST**

**QUIMPER - CARHAIX - LANDERNEAU - SAINT-RENAUD**

ou total : 280 hectares

et prochainement :

**SAINT-MALO - PONTIVY - GUINGAMP**

Siège Social et Direction : 20, boulevard Albert-1<sup>er</sup> - B.P. 1438 - 35015 RENNES Cedex (Téléphone : 80-77-19)

Agence pour le Finistère : Place Napoléon-III - B.P. 57 - 29000 BREST Cedex (Téléphone : 83-38-30)

42, quai de l'Odéon - 22000 SAINT-BRIEUC (Téléphone : 85-83-88)

Agence pour les Côtes-du-Nord : rue Guy-Ropartz - 22000 SAINT-BRIEUC

**Chefs d'entreprises industrielles, commerciales de services**

Des projets ? Des renseignements...

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE RENNES, MONTFORT, REDON, VITRÉ**

1, place Honoré-Commeurec

35042 RENNES CEDEX

Télex : 730091 CHAMCI RENNE - Tél. : (99) 36-51-54

Documentation sur nos services sur simple demande.

**SAINT-BRIEUC**

80 000 habitants

Une zone industrielle de 130 hectares

vous offre de larges possibilités d'implantation

vous trouverez :

- un cadre de vie de qualité
- des facilités de logement
- un environnement industriel diversifié
- une main-d'œuvre abondante et qualifiée grâce à
- un enseignement technique développé

pour tous renseignements s'adresser : SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE SAINT-BRIEUC, PLOUFRAGAN - TRÉGUEUX (HOTEL DE VILLE DE SAINT-BRIEUC - Tél. (96) 61.29.33)











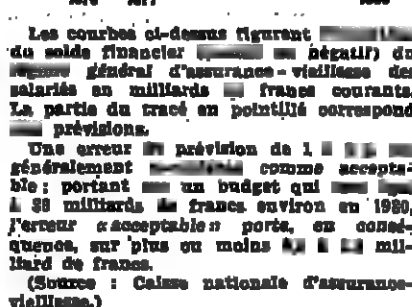




## L'assurance-vieillesse va connaître à son tour le déficit

les législatives intervenues depuis quelques années, le régime général des pensions est inférieur à celui de certains régimes spéciaux, et pourtant pour la première fois cette année, l'assurance-vieillesse est en déficit, un déficit qui, selon les prévisions, s'aggrave pour atteindre plus de 1 milliard de francs en 1980.

**LE RÉGIME VIEILLESSE DES SALARIÉS  
SE S'ENFONCE DANS LE DÉFICIT  
À PARTIR DE 1977**



encore. Le directeur de la caisse des  
malades M. Pavard, a d'ailleurs souligné  
les grands écarts qui existent entre  
certains et autres pour le personnel.  
Le graphique ci-contre illustre ces iné-  
galités.

**JEAN-PIERRE DEVAULT**

(Lire la suite page 23.)

## par JEAN-PIERRE CARLIER (\*)

**A**griculteurs, agriculteurs, n'oubliez pas pour leur collègue Jimmy Carter. La plupart des grandes régions agricoles, en particulier la Wallonie, la plus dense et une des plus riches, ont donné leur voix à M. Charles Foccart. Jimmy Carter, l'agriculteur, annonçait-il

★★★★ **SUI**

**NANTES**  
☎ : (40) 47 61 03.  
tél : 710990

**ORLÉANS**  
tél : (38) 62 17 39  
tél : 780073

★★★★★ **SUR LA LOIRE**

**NANTES**  
☎ : (40) 47 61 03.  
tél. : 710990

**ORLÉANS**  
tél. : (38) 6217 39  
tél. : 780073



**36 HOTELS**

**RESERVATION CENTRALE MADR 457 11 43 TEL 200 412**

Publicis - Paris

... changements, ... boules-  
... rapport à la politique agric-  
... de la Ford ? Non, à première vue.  
Pourtant, ...  
... les mêmes ... la question, ... peut-  
... avec l'Etat au pouvoir  
... à changements  
... la politique agricole menée jusque-là.  
... conséquences du ... pourraient  
... le mouvement, ... ne sont  
... en pour qu'on puisse ... précision  
... Le système libéral prône ... républi-  
... que les productions plus  
... rentables ... à développer.  
... qu'à partir ... certaines  
... que les « farmers » peuvent  
... du ... grâce à « flexi-  
... de leur ... de production.  
... Farm ... Washington, à  
... dans l'Iowa, ou ailleurs, ...  
... même : « Nous ... aux  
... prix garantis élevés  
... qui sur le ... prix  
... la bu-  
... embargo.  
... U.S.A. ... régler l'Etat  
... plupart ... produits agricoles sur  
... mondial ...  
... système ...  
... marché », affirment ... défenseurs. En  
... ces ... agriculteurs  
... prix agricoles, en  
... moyennes élevées, l'Etat n'a prati-  
... quement ... ou ...  
... Les démocrates sont plus intervention-  
... nistes, ils demandent que le gouvernement  
... l'Etat doive, quand il le faut, agir  
... Pour  
... arrêter ... agriculteurs  
... une flambée ... prix à la consommation,  
... estiment qu'il faut ... des prix garan-  
... le plus ... possible des prix de  
... des produits ... mettre en  
... une politique ... stockage. Le cas échéant,  
... il même limiter la production, notam-  
... ment ... les plus grandes.

(Lire la suite page 22.)







# les démocrates ation des tem

Le Congrès sur le développement de l'industrie et de l'agriculture a été l'occasion pour les démocrates de faire valoir leurs idées. Ils ont insisté sur la nécessité de développer l'industrie et l'agriculture, et de réduire les dépenses militaires. Ils ont également souligné l'importance de la protection de l'environnement et de la santé publique.

## Nous

Nous sommes tous concernés par les décisions prises par le Congrès. Il est important que nous soyons informés des positions des différents groupes politiques, afin de pouvoir voter en connaissance de cause.

Le Congrès est une occasion unique pour les démocrates de faire valoir leurs idées. Ils ont insisté sur la nécessité de développer l'industrie et l'agriculture, et de réduire les dépenses militaires.

Le Congrès est une occasion unique pour les démocrates de faire valoir leurs idées. Ils ont insisté sur la nécessité de développer l'industrie et l'agriculture, et de réduire les dépenses militaires.

## production ?

La production industrielle a connu une forte croissance ces dernières années. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont la baisse des coûts de production et l'augmentation de la demande.

## ERÉT RE :

La production industrielle a connu une forte croissance ces dernières années. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont la baisse des coûts de production et l'augmentation de la demande.

## ERÉT RE :

La production industrielle a connu une forte croissance ces dernières années. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont la baisse des coûts de production et l'augmentation de la demande.

## ERÉT RE :

La production industrielle a connu une forte croissance ces dernières années. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont la baisse des coûts de production et l'augmentation de la demande.

## ERÉT RE :

La production industrielle a connu une forte croissance ces dernières années. Cela est dû à de nombreux facteurs, dont la baisse des coûts de production et l'augmentation de la demande.

## Les difficultés de la Sécurité sociale

(Suite de la page 21.)

Entre les différences importantes sur l'âge de la retraite, on constate qu'un agent de l'E.G.P. reçoit une pension trois fois plus élevée que celle que perçoit un salarié de l'industrie du régime général (1). Sans doute dans ce dernier cas faut-il ajouter à la retraite de base celle que versent les institutions de retraites complémentaires, mais, comme l'affirme M. Pavard et le montre le graphique, ce complément est loin de combler les écarts. Dès lors tout le monde, du moins dans les milieux syndicaux et politiques, admet des efforts pour revaloriser les pensions. Des efforts qui mettront en œuvre la loi de 1960 et si l'on tient compte encore faut-il avoir conscience du coût d'une telle mesure : selon le directeur de la C.N.A.V.T.S., cette initiative accroîtrait de 11 milliards de francs les dépenses du régime général à son tour.

de 16 milliards si l'on tient compte des répercussions de la réforme sur les autres régimes. Cela nécessiterait une augmentation de 25 points de la T.V.A. de 10 % ou encore un accroissement de l'impôt sur le revenu de 25 % estime M. Pavard qui ajoute : « Ce n'est pas une perspective réaliste. »

En revanche, il serait préférable d'accroître les cotisations, c'est-à-dire au moins égal à 10 % de la masse salariale. Mais cet objectif est déjà prévu par la loi, affirme-t-on. En principe oui, en fait non. « Si l'on voulait assurer à tout retraité un tel revenu dans les années 1980 et si l'on tient compte du vieillissement de la population, il faudrait, remarque M. Pavard, ajouter des points de cotisation au taux actuel. »

Si la France veut vraiment accorder la priorité au troisième âge, il faudra

bien convaincre l'opinion que cela suppose une participation financière accrue. La priorité des priorités consistera à combler le trou financier par une majoration d'un point de la cotisation d'ici à 1980 (2). Et la priorité devrait porter sur le relèvement — au mieux le doublement — des pensions de la retraite pluriannuelle avant de songer à la retraite à la semaine.

Le relèvement brutal de dix points de la cotisation est impossible tant pour des raisons économiques que politiques. En revanche, une majoration plus faible et progressive, sous forme de cotisation ou d'impôt, pourrait être prévue dans un plan quinquennal. Encore cela suppose-

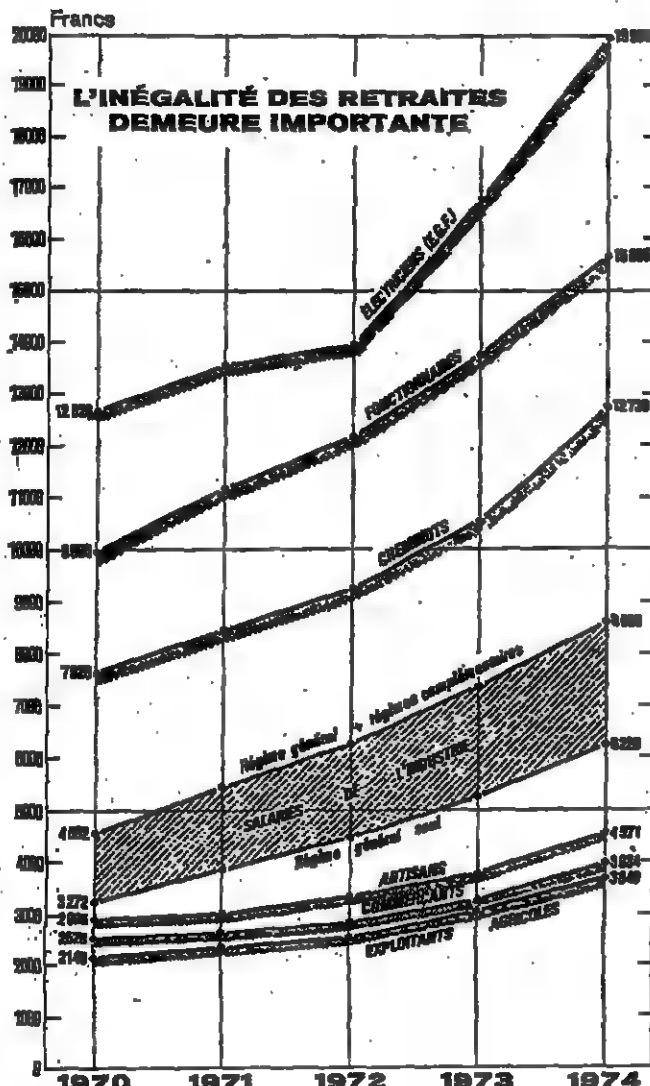
### N'ATTENDEZ PAS LE DERNIER MOMENT !

NOMBREUX sont ceux qui pensent encore que la première pension. Ce sont les combiens de temps il faut pour leur droit ? En décembre dernier, un sondage C.N.A.V.T.S. a interrogé 57 % des personnes interrogées déposant leur demande de pension trois mois seulement leur départ de la vie active ! Or, il faut au moins trois mois en moyenne pour obtenir la pension. Et lorsqu'un travailleur indépendant, il faut compter plus de trois mois dans la mesure où il faut rassembler des documents éparpillés dans des archives très éloignées. Alors, attendez-vous à ce dernier moment pour faire valoir vos droits !

Il y a une série d'autres réformes : la simplification et l'harmonisation des régimes d'assurance vieillesse ainsi que la répartition du déficit de l'assurance maladie. Outre les économies, il faut aussi trouver dans le secteur des soins de santé et un effort accru des salariés et travailleurs indépendants à revenu élevé (par un dédoublement de cotisation ou un impôt sur le revenu), le déséquilibre de l'assurance-maladie pourrait être partiellement réduit par la création d'une cotisation maladie chez les retraités qui reçoivent une pension supérieure à 3 600 F par mois. Cette formule insuffisante mais juste est d'ailleurs en partie appliquée dans certains régimes. Pourquoi pas dans le régime général, la solidarité entre actifs et personnes âgées devant aussi exister entre pensionnés ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

- (1) Ce rapport s'est réduit ces dernières années : il était de 3 à 3,22 en 1974 au lieu de 1 à 3,25 en 1970 entre le montant moyen de la pension du régime général et celle du régime de l'E.G.P.
- (2) Un point supplémentaire de cotisation en 1980 apporterait 6 milliards de recettes nouvelles, soit une somme à peu près égale au déficit prévu.

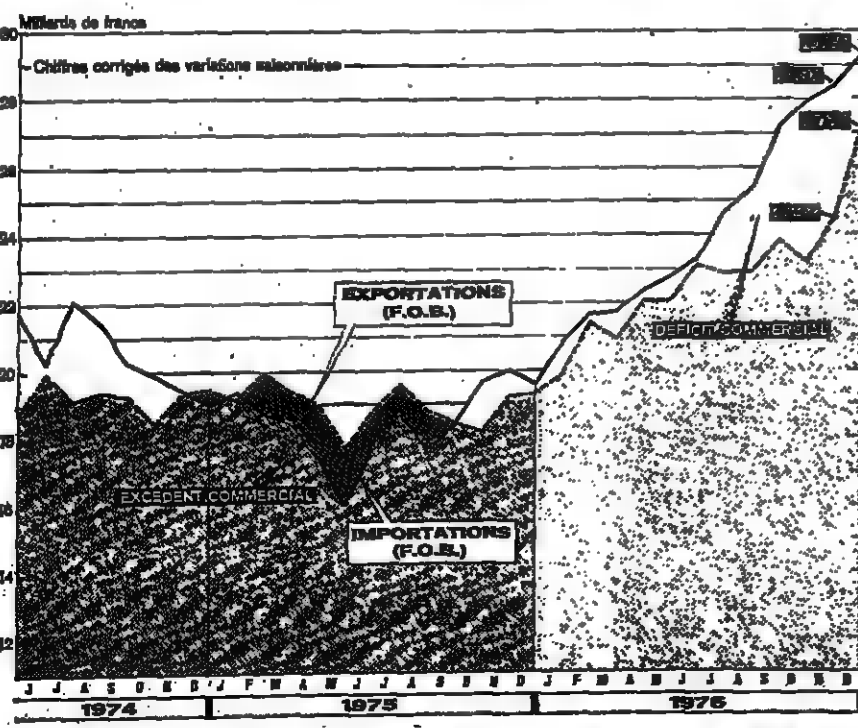


Le graphique ci-dessus retrace l'évolution des pensions annuelles moyennes (dépenses totales divisées par le nombre de retraités). La retraite complémentaire (égale à environ un cinquième de la pension totale) que touchent les salariés de l'industrie porte la pension totale qui leur est allouée à environ 30 % au-dessus de celle versée par le régime général.

(Source : Caisse nationale de l'assurance-vieillesse.)

## COMMERCE EXTÉRIEUR

### Baisse des importations



Les échanges extérieurs de la France ont été fortement perturbés ces dernières années. En 1973, le déficit commercial s'est élevé à 17 milliards de francs. La récession de 1975 a provoqué la réduction d'un surplus de 7 milliards de francs. En revanche, le dernier trimestre a permis de rétablir un surplus de 2,5 milliards de francs.

La réduction du déficit en décembre (1,2 milliard) contre 3,5 en novembre et 4,7 en octobre préfigure-t-elle la fin d'une période de déséquilibre ? Les importations ont baissé de 8 % en un mois.

**CLOTURE DES JEUX  
DEMAIN  
APRÈS-MIDI**

Notices à votre disposition  
chez les dépositaires

**LEOTO**

### VIENT DE PARAITRE

Pour comprendre

### L'INDICE DES PRIX

- Qu'est-ce qu'un indice de prix ?
- Quelles sont les catégories de produits, et de services dont il est tenu compte dans l'indice ?
- Pour quelles catégories de consommateurs l'indice est-il calculé ?
- Comment sont faites les observations de prix ?
- Pourquoi le secret est-il gardé sur la notation précise des produits observés ?
- Comment est établie la pondération ?
- Comment sont résolus les problèmes posés par les produits saisonniers et par les changements de produits ?
- La fiabilité de l'indice peut-elle être testée ?

Les réponses à ces questions dans :

### Pour comprendre L'INDICE DES PRIX

Un ouvrage broché  
Format 12 x 24  
104 pages - Prix : 2 F

EN VENTE : Pour Paris, à l'Observatoire Economique de Paris, Tour Gazette, A. 12, rue de Berzy, 75008 PARIS CEDEX 12. Pour la province, dans les Observatoires Economiques régionaux de l'INSEE ou chez les libraires spécialisés.

## L'endettement des pays socialistes

(Suite de la page 21.)

L'absence de données statistiques (notamment de l'Est, les obligent à utiliser des paramètres dont la valeur est, tout au plus, relative : tel le rapport des emprunts contractés par les pays socialistes à ceux des pays occidentaux, ou le rapport des exportations vers les pays socialistes à celles des pays occidentaux.

Ce rapport varie considérablement. L'endettement de la Pologne, par exemple, est représentatif de l'endettement des pays socialistes, mais cette n'indique pas autre mesure de l'endettement financier qui avertit que l'endettement des pays socialistes est en fait plus élevé que celui des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

Pour la Pologne, le rapport des emprunts à la dette totale est de 0,8. Les autres pays socialistes ont un stade intermédiaire : la Pologne, 1,9 pour l'Allemagne, 1,7 pour la Hongrie et 1,3 pour l'URSS.

Jusqu'à ce jour, les pays socialistes ont emprunté pour financer leur développement. Les emprunts ont été utilisés pour la plupart pour la signature de plans quinquennaux. La garantie non écrite de l'U.R.S.S. a permis d'obtenir des emprunts à des conditions très avantageuses. Les emprunts ont été utilisés pour financer le développement des pays socialistes.

Les difficultés auxquelles les pays socialistes font face la Pologne résumant les choses en question. Le prix des produits agricoles y est bloqué depuis longtemps, et l'on sait que l'augmentation ne va pas sans l'augmentation des prix des produits agricoles. Les emprunts ont été utilisés pour financer le développement des pays socialistes.

Les emprunts ont été utilisés pour financer le développement des pays socialistes. Les emprunts ont été utilisés pour financer le développement des pays socialistes.

entreprise du bloc communiste. L'endettement des pays socialistes est en fait plus élevé que celui des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

La dette soviétique est en fait plus élevée que celle des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

La dette soviétique est en fait plus élevée que celle des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

La dette soviétique est en fait plus élevée que celle des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

La dette soviétique est en fait plus élevée que celle des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

La dette soviétique est en fait plus élevée que celle des pays occidentaux. Les emprunts des pays socialistes sont en fait plus élevés que ceux des pays occidentaux, mais ils sont plus difficiles à convertir, ce qui explique qu'ils n'accroissent pas le déficit des pays socialistes.

FRANCIS GUILLE.

## LE DÉFICIT COMMERCIAL DES PAYS DU COMECON NE REPRÉSENTE QU'UNE PETITE PARTIE DES EMPRUNTS

1976 (en milliards de dollars)	Déficit visible 1976	Déficit total 1976
BULGARIE	200	1 000
TCHÉCOSLOVAQUIE	200	1 000
R.D.A. (*)	200	1 000
HONGRIE	200	1 000
POLOGNE	2 000	2 000
ROUMANIE	200	1 000
UNION SOVIÉTIQUE	3 000	3 000
TOTAL	6 400	7 900

Source : statistiques de l'O.C.D.E.

(\*) Les données de la R.D.A. sont les données de la R.D.A. vis-à-vis de l'O.C.D.E. Elles sont probablement 1 milliard de dollars.

En vue probable de restituer leurs crédits qui commencent à peser quelque peu sur leurs prêteurs occidentaux, les pays du Comecon ont pu réduire, l'année dernière, leur déficit commercial. Mais ce déficit sera diminué en 1977, en rapport à l'année précédente. Mais la première fois aussi en 1971, les échanges entre l'Est et l'Ouest ont atteint leur dernier pic, augmenté de 13 %.

En 1976, les importations des pays du Comecon en provenance de ceux de l'O.C.D.E. se sont accrues de seulement 3 %, alors que la provenance d'augmentation avait été de 33 % en 1975, année au cours de laquelle le déficit global des pays du Comecon avait atteint son niveau le plus élevé. Au contraire, les exportations ont progressé de 13 %, soit à un rythme deux fois plus rapide que l'année précédente. Ce changement de tendance, l'O.C.D.E. a apporté la contribution la plus importante pour ses membres des pays de l'O.C.D.E. ont augmenté en 1976 de 11 %, dépassant pour la première fois le chiffre de 10 milliards de dollars que les importations des pays socialistes avaient atteint en 1975 à quelque 13,5 milliards de dollars.

Un pays à virtuellement rétabli l'équilibre de ses échanges, c'est la Roumanie. Deux seulement, à savoir la Tchécoslovaquie et la République démocratique allemande, ont vu leur déficit s'accroître encore en 1976. Il est possible qu'en ce qui concerne la Tchécoslovaquie, dont la dette accumulée est du reste faible, il s'agisse d'un phénomène temporaire d'augmentation des achats d'équipement et de technologie pour rattraper le retard pris par le plan quinquennal.

## LES EURO-ÉMISSIONS, EN RAPIDE AUGMENTATION NE FORMENT QU'UNE PETITE PARTIE DES EMPRUNTS

PAYS	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976*
DE L'EMPRUNTEUR							
Bulgarie	—	—	25	115	100	125	240
Tchécoslovaquie	—	—	35	15	12	220	230
R.D.A.	30	50	50	50	150	250	300
Hongrie	—	—	—	430	500	475	1.152
Pologne	—	—	—	—	—	—	—
Roumanie	—	—	—	—	100	750	282
U.R.S.S.	—	—	—	—	—	—	—
Union internationale pour la coopération économique (U.I.C.E.)	—	—	100	—	100	60	220
Banque internationale d'investissement	—	—	—	50	—	420	600
TOTAL	25	55	250	700	1.031	2.420	3.224

Source : Morgan Guaranty World Bank et estimations Eurocom.

(\*) Les chiffres pour 1976 ne sont pas strictement comparables à ceux des années précédentes, car ils intègrent certains crédits non publiés, ce qui n'est pas le cas des chiffres de 1971 à 1975 inclus.







## Le maire de Caen demande le renforcement de la lutte contre le trafic de la drogue

Il a ajouté qu'il avait rencontré à ce sujet le général M. Michel Giraudeau, ministre de l'intérieur, qui allait personnellement entendre au président de la République. Pour sa part, Mme Giraudeau a déclaré : « Depuis quelques mois, j'essayais de faire cesser ce trafic d'opium grâce aux quelques renseignements que je connaissais, mais sans résultat. On en vend toujours et on a vraiment l'impression que rien n'est tenté pour mettre un terme à cette situation. »

La veille de l'inculpation de son fils, M. Girault, dans une déclaration à la presse, avait reconnu que son fils se droguait depuis plusieurs mois et qu'il s'était entretenu à plusieurs repri-

## La toxicomanie : thérapie et prévention

mais il reste à les développer dans plusieurs directions :

■ **Redonner la parole** aux parents de toxicomanes ou à leurs proches. Ils ont les mêmes places, après coup, pour parler de leur expérience douloureuse et nous aider à comprendre ce qui pousse un jeune à s'adonner à la drogue. Ils sont les mieux placés. ■ **Se soutenir mutuellement.**

● **Préparer le public à son rôle de « vieillesse »**, car on ne peut remettre les pleins pouvoirs aux institutions, aussi valables soient-elles, sans exposer à de graves atteintes les libertés individuelles. On peut le

## ● CENTRES DE SOINS.

biles de réanimation) pour   
Tél. 667-50-50.

(\*) Animateur au centre DIDBO, à Paris (éducation et prévention en matière de drogue).

Selon le docteur Ollivierstein, le marché de la drogue, pour l'héroïne, a été « repris en main » par la police. On a vu à Paris, et le milieu traditionnel de la Côte d'Azur, tandis que continue le « petit trafic de rue », que la police a « réorganisé » que dans des lieux traditionnels de marché du haschisch, les vendeurs sont passés de 15 à 100, et les acheteurs de 10 à 200. On a vu à Paris, et à Antibes, que dans le milieu traditionnel de la drogue, pour l'héroïne, le premier cas, on a tendance à écarter l'ampleur du phénomène ; dans le second, à oublier jusqu'à son existence. On a vu à Paris, et à Antibes, que dans le milieu traditionnel de la drogue, pour l'héroïne, le premier cas, on a tendance à écarter l'ampleur du phénomène ; dans le second, à oublier jusqu'à son existence. On a vu à Paris, et à Antibes, que dans le milieu traditionnel de la drogue, pour l'héroïne, le premier cas, on a tendance à écarter l'ampleur du phénomène ; dans le second, à oublier jusqu'à son existence.

■ Pendant les opérations de décontamination du pistonnage, les agents de la Gendarmerie ont protégé les lieux par des sacs et des bâches. Les mesures de protection sont la port, toutefois, n'est rendu obligatoire qu'en atmosphère contaminée.

(En vente partout)







## Soviétiques et Américains développeraient une nouvelle arme capable de détruire en vol des missiles nucléaires

D'après le *New-York Times*, d'accord sur l'importance de l'arme nouvelle, entre experts civils et militaires, serait à l'origine de la levée du secret dans ce domaine.

Selon certains experts militaires, l'Union soviétique aurait commencer, dès la fin de cette année, à tester cette nouvelle arme, qui serait opérationnelle.

Pour éliminer un missile ennemi, l'US avait mis au point un système de particules qui avait une portée dépassant la centaine de kilomètres. Il doit donc traverser toute l'atmosphère. Celle-ci freine les particules, et leur fait perdre l'énergie qui dépasse 2 Gev (2 milliards d'électrons-Volts) pour un tir à la verticale et qui est encore plus importante pour un tir oblique. Les particules s'arrêtent

# TROIS ULTIMES NÉGOCIATIONS DANS LE CONFLIT DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

M. Jean Motin, rédacteur du gouvernement, a été le confidant de Parisien, et doit, mercredi, mardi 8 février, la direction du Syndicat de la presse parisienne, avant de partir pour la province, la désignation d'un autre C.G.T.

Parisien a été nommé par le secrétaire général du Comité international du Livre parisien C.G.T. M. Motin propose d'ajouter un septième point au rapport qu'il doit soumettre au conseil d'administration le 15 février, par lequel il soulève la nécessité pour Parisien de se réinstaller ses imprimeries à Saint-Ouen, de se situer effectivement dans les mêmes conditions que les autres journaux parisiens.

La Correspondance de la presse, pour sa part, alloue 500 francs mensuels, c'est-à-dire cinq cent soixante-cinq ouvriers du Parisien libéré, au nombre desquels Parisien sera admis à la préférence.

Parisien a été admis à la préférence des déportés coloniaux seraient envisagés, un nombre non encore déterminé mais assez important de postes seraient réservés à Parisien dans des entreprises de presse à Paris et en province, enfin la plus grande partie de ceux qui ne bénéficieraient pas des mesures précédentes pourraient être admis à des stages de perfectionnement dans des professions.

**LE CONFLIT SE DURCIT  
ENTRE LES TYPOGRAPHES  
ET LE GROUPE  
BERLINGSKE HUS**  
(voir page 10 correspondants.)

Le conflit qui affecte depuis le 31 janvier le groupe de presse conservateur Berlingske Hus, qui édite les deux quotidiens à gros tirage Berlingske Tidende et B.T., ainsi qu'une série de périodiques, se durcit. Le Monde du 23 février).

La direction du groupe songeait à faire appel à des typographes non organisés ou à des centres d'imprimerie en province, en Allemagne (Allemagne ou Pays-Bas). On a vu le nom de Springer, de Hammebourg. Mais les syndicats du Livre des cinq pays nordiques, qui sont groupés dans une confédération (plus de mille adhérents), ont fait qu'ils soutiendraient les mille typographes de Hambourg. Les typographes d'un certain nombre de journaux ont pu observer, au début de la semaine, des défilés de solidarité de leurs camarades de Copenhague.

Le tribunal des prud'hommes examine aussi d'autres conflits concernant une d'autres. journaux que les typographes ont imprimés avec des espaces blancs. ■■■■ refusent à mettre en page les annonces préparées directement par les agences de publicité. — C. O.

## « Vole-moi un petit milliard », d'Arrabal

Un savant, grand mais pas trop  
 sceptique... (Michel Berto) s'auto-  
 saboteventrisme en pratiquant le  
 hold-up... le... la séque-  
 stration. Plus précisément, il  
 s'agit d'un... (Albert Delpy) à qui j'ai  
 rendu service. Ce professeur  
 a la sève, torero-vedette mais de  
 la révolution prolétaire.  
 joint deux novies en rupture  
 (Agnes Chateau et  
 ...), dans le  
 contrôle contre le  
 consommation.

Exercant ses talents le joueur  
 de son codé pour le vain-  
 cre. Arrabé qui prend  
 le transisme, le nom de  
 Salmes-Gilles, met à p...  
 de l'écrit du jeu le vandouille :  
 effets de réputation, le grand  
 transformation, calemhours.

« peu-près, quipropos, ...  
 ... 500 kilomètres, heure il utilise  
 à complètement avec le public et, en  
 ... de fond, compose un  
 ... à d'altérations multiples sur  
 ...

Mais, coquetteur ou négligence,  
 ... prive de l'aparté, élément  
 indispensable pour mettre le public  
 directement — le corps, provi-  
 ... le prince, le personnage

[illegible]

**COLETTE GODARD.**  
1-Borano, 21 heures.

## Cinéma

● « LES RÉVOLTES DE L'AN 2000 », de Narciso Ibanez Serrador : UGC Danton, UGC Maibeuf (v.o.), Rio Opéra, Lord Byron, Liberté, Galaxie, Mistral, Conventlon, Murat, Secrétan (v.f.).

De la folie des hommes, de leurs affrontements, les enfants sont souvent les premières victimes. Qu'arriverait-il si ces enfants se rebellent, un jour, en bourgeois ? Si les gosses se mettaient pour de vrai à jouer à la guerre ? S'ils devenaient les ennemis des adultes ?

[illegible]

**Nouveaux formats pour le CINÉMA 77, la REVUE de l'ÉCRAN 77.**

Les magazines du Programme ont repris les deux plus importantes revues françaises de cinéma (par le passé, elles étaient toutes les deux des revues rivales, et par conséquent, axées sur les deux plus puissantes fédérations ciné-clubistes, CFCF et la FNCM). Le **cinéma**, à adopter depuis le début 1977 un format proche de celui des revues **cinéma**, 23,5 cm (la revue de la FNCM a, elle, le format de la revue du CFCF), a adopté le format de la revue de la FNCM, 23,5 cm (la revue de la FNCM a, elle, le format de la revue du CFCF), a adopté le format de la revue de la FNCM, 23,5 cm (la revue de la FNCM a, elle, le format de la revue du CFCF).

Le 77, qui a marqué dans le passé tout le monde aux cinématographies du monde entier, crée son numéro de janvier à 1977. Le 77, le cinéma français aujourd'hui (une « 77 » des 77 « 77 »).

## L'entraînement des jeunes artistes du Conservatoire

**La** phérix de musique organise régulièrement des concerts qui permettent à ses meilleurs éléments, notamment le **trio classique** de se familiariser avec les feux de la rampe et le public. Dans une atmosphère chaleureuse, voire festive, c'est un premier pas excellent avant peut-être d'affronter les **concerts internationaux**.

Ces **solistes et quatre chefs** ont été invités au 25<sup>e</sup> anniversaire concert, avec l'Orchestre du Conservatoire, ensemble de jeunes virtuoses pleins de talent et de talent. Le programme était ambitieux, tendu, la patine et l'homogénéité de l'orchestre chevronné, l'harmonie en paroles, bien sûr, mais aussi la maîtrise technique verticale a été prise en compte. Le chef de Gagnon a été adopté par la petite scène de Gagnon à laquelle les chefs prétendaient pas assez d'expérience.

On admirait d'abord la belle sonorité langoureuse et veloutée du saxophoniste ~~Victor~~ ~~Victor~~ et l'intonation très pure (malgré de ~~faibles~~ ~~faibles~~) du trompettiste Antoine ~~Cher~~ dans le concert plaisant, volubile et parfois clonésque, avec un adagio

[illegible]

**Enfin,** c'est un chanteur un peu gauche mais attentif de Dominique... une élite comme éti-quée par la timidité, Michel Gal, charmant par sa bella sonarité charnue et franche, sa technique très délicate et pensée, dans le Concerto en la mineur de Chopin, où l'on eût souhaité pourtant plus de recherches d'atmosphères, et de sentiments. Mais il faut quel-ques temps pour savoir dire à quel point les jeunes filles...

## L'X'Tet et le Workshop

Entre le concert de Paul Bley-Gary Peacock (deux grands artistes d'aujourd'hui, qui ont agrippés beaucoup de monde) et celui de Clifford Thornton (lequel retrouverait droit de cité à Paris) s'est intercalée, à l'Espace Cardin, la marionnette de l'IXTe: d'Ansey et du Workshop de Lyon, qui ont, l'un et l'autre, joué leur très belle musique.

Le ~~triangle~~ de l'X-Ter, dont l'int-  
- algébrique ~~est~~ la possibilité  
d'extension et de contraction ( du  
duo au Big Bang), s'inspire autour  
du triangle : basse-plano-saxophone,  
avec, pour principe, la notion des  
rôles, chaque soliste devenant  
saccompanyeur ou rythmicien, cha-  
que intervenant déclenchant une  
permutation des fonctions.

Il est né en 1969. Ses  
brés se ■■■■ enlèvent par goût au  
plaisir ■■■■ en un vif ché-  
teux. ■■■■ ils voyagent volontiers,  
de temps en temps, à l'étranger. Le  
Workshop accepte, lui, de vivre en  
ville. Il ■■■■ souvent ■■■■ au ■■■■ de  
l'Arbre-Sec, dans le bar-club de  
Raoul Bruckert, que fréquentent  
dix-huit orchestres, du mercredi au  
samedi.

Ce Workshop, qui est passé à Paris, et qui naîtra en sa province, depuis ses ans, des spectacles musicaux dans les écoles élémentaires, les C.E.S., les C.E.T., les lycées, les M.J.C., s'inculcra Free Jazz Workshop, à ses débuts. Si l'on en — le collectif, l'expression « free jazz », qui fut jadis exclusivement, idéologiquement, mobilisatrice, s'est vidée de son sens, figée, momifiée. Il faut biffer le terme et, sinon oublier l'épisode critique qu'il désigne, du moins aller qu'elle.

L'X-Tet d'Annecy pense **■**  
**■** Workshop, lui qui revient à Ravel; Debussy, Satie, comme il revient à Colonne, pour prendre un nouveau départ, en « musique ouverte », porté par la vie intense, l'impérieuse pulsion qui **■** exprime le Bêchet à Archie Shepp, et qui n'a aucune raison de finir.

**LUCIEN MALSON.**

■ Deux postes de professeurs de musique sont vacants au Conservatoire ~~national~~ de la région de Versailles : ~~un~~ (seize heures hebdomadaires) et orgue (six heures hebdomadaires).

Les candidatures sont à adresser à M. le Maire de Versailles - Service du secrétariat - R.P. n° 1344 78011 Versailles - Cedex.

■ Le nouveau bureau du Syndicat de la critique dramatique et musicale élu : Paul-Louis Mignon, président non rééligible, devient président d'honneur; André Camp a été élu président, Jean Vigneron et Florence Mothé, vice-présidents. Lucien Attonz est secrétaire général et Roland Mehl, trésorier.

# le festival NOUREEV

au

## PS

du 1<sup>er</sup> au 20 février 1977

de 20h30 à 22h30

sauf samedi et dimanche

Relâche dimanche soir



## UN SPECTACLE EXCEPTIONNEL

APRÈS LE 2<sup>e</sup> SPECTACLE  
Avec Rudolf NOUREEV  
et Lynn SEYMOUR  
du SCOTTISH BALLET

Pour lequel il reste encore  
quelques places disponibles  
au Palais des Sports

Les principales  
Agences  
de Spectacle  
Vous pouvez  
encore retenir  
ces places  
pour la 3<sup>e</sup> semaine



### 3<sup>e</sup> PROGRAMME du 15 au 20 février

avec Rudolf NOUREEV et Vivi FLINDT  
Johnny ELIASEN, Anne-Maria VESSEL  
de la Compagnie Royale de COPENHAGUE

dans  
"PIERROT LUNAIRE"  
"LE CHANT DU COMPAGNON ERRANT"  
"LA LUNE"

#### LOCALISATION PAR CORRESPONDANCE

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

3 <sup>e</sup> PROGRAMME	
Date	
Heure	
Nbre places	
Prix	
TOTAL	

Si vos billets ne vous parviennent pas 4 jours avant la 1<sup>re</sup> représentation, veuillez, répondez téléphoniquement au Palais des Sports (250.75.80). Le paiement sera admis après la séance.

#### PRIX DES PLACES

Orchestra 1 <sup>re</sup> série	90,00 F
Orchestra 2 <sup>e</sup> série	70,00 F
Fête	60,00 F
Balcon 1 <sup>re</sup> série	40,00 F
Balcon 2 <sup>e</sup> série	28,00 F

Location Palais des Sports  
de 12 h 30 à 19 h 15  
et toutes agences

#### LOCALISATION PAR CORRESPONDANCE

Vous avez la possibilité de retenir vos places pour 1, 2, ou les 3 programmes à votre choix. Faites très attention aux dates choisies, aucun changement de date n'est possible après réception de votre commande.

Retournez ce bon au PALAIS DES SPORTS  
10000 Versailles, 75015 PARIS

Réglement-correspondant au règlement des places désirées, soit par chèque bancaire, ou chèque postal 3 virements ou mandat-lettre à l'ordre du Palais des Sports, et JOINDRE une enveloppe timbrée à votre nom et adresse.

CANAL P



## مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ











# ANNONCES CLASSEES

EMPLOI	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés" 2 et + (la ligne colonne)	28,00	32,00
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	38,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	40,00	45,00
	28,00	32,00

IMMOBILIER	La ligne 1	La ligne 2
"Placards encadrés" 2 et + (la ligne colonne)	28,00	32,00
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	38,00
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	40,00	45,00
	28,00	32,00

## emplois régionaux

**responsable de la comptabilité générale**  
90.000 F

Pour un établissement bancaire, nous recherchons un homme d'environ 30 ans de formation D.E.C.S. minimum, capable de prendre la Direction du Service de Comptabilité Générale. Il devra participer activement à l'élaboration du budget, à la gestion des circuits, à l'analyse des procédures des contrôles et à l'application des méthodes budgétaires appliquées.

Des connaissances en audit, fiscalité, droit des sociétés et informatique, ainsi qu'une expérience d'encadrement humain sont nécessaires.

Les connaissances en anglais sont un atout.

Avantages sociaux : Importants.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 70197/M à mentionner sur l'enveloppe.

Le secret absolu est garanti par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
1, rue d'Alsace-Lorraine 92000 NANTERRE

Société de Biens d'Équipement Grand Public

recherche

**JEUNES ESSEC, ESCP, SUP. DE CO**  
ou équivalent

pour un premier poste une expérience de vente en Normandie.

Après formation, ils pourront démontrer leurs capacités à évoluer vers des responsabilités.

Envoyer curriculum vitae, photos et présentations à :

J.D/230, 114700 (Boite Postale 907), 76002 ROUEN CEDEX.

La division : Transformation des Matières Plastiques de l'un des premiers Groupes industriels français, propose un poste à un

**jeune ingénieur**

De préférence mécanicien, ayant 2/5 ans d'expérience de la vie industrielle (fabrication grande série) et désireux d'accéder, à moyen terme, à une fonction de

**directeur d'usine**

Cet ingénieur recevra une formation pratique complémentaire de 2 à 3 ans dans une unité performante du Groupe (250 pers.) située dans la région de LYON.

La mobilité géographique complète est expressément requise.

Pour recevoir informations complètes, s'adresser à :

**ego** 5, rue Mayeul, 75005 Paris

**GROUPE INDUSTRIEL DE L'OUEST**

recherche

**INGÉNIEUR OU TECHNICIEN**

Ayant expérience en maintenance, Machines spéciales, assemblages mécaniques.

Compétences nécessaires en mécanique, chaudronnerie, soudure, électricité, hydraulique, pneumatique.

POSTES OFFERTS : Chef du service technique-commercial d'une filiale de groupe.

Porte basé à LORIENT

Envoyer première lettre à :

Monsieur COUGRAS  
Société IMBERTOISE  
B.P. 621 - 44025 NANTES CEDEX

**IMPORTANT GROUPE DE RETRAITES ET PRÉVOYANCE**

recherche sa

**DÉLÉGUÉE SOCIALE RÉGIONALE**

pour le SUD-OUEST basée à

**BORDEAUX**

Expérience professionnelle : 15 ans minimum, par problèmes.

Qualités administratives indispensables de gestion.

**ASSISTANTE SOCIALE D.E.**

fonction indispensable

Position CADRE

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à :

M. J. CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

**ACIÉRIES MANOIR POMPEY**  
(région Ouest)

recherche

**ATTACHÉ COMMERCIAL**

30 ans environ - Formation supérieure (soit commerciale : E.C.N., ESSEC, Sup. de Co Paris, soit technique : Centrale, ou autre).

Expérience commerciale dans le secteur de la métallurgie appréciée.

Anglais exigé, allemand souhaité.

On offrira de très bonnes perspectives d'évolution.

Adresser C.V. et présent. sous réf. 57 à :

PROFILS  
à la rue Kerpelin, 75116 PARIS.

**IMPORTANT GROUPE FINANCIER**

recherche

pour le développement de ses agences de : QUIMPER, LYON, TOULON, BORDEAUX, LILLE, ANNECY, CLERMONT-FERRAND, NANCY/METZ, REIMS

**CADRES FINANCIERS**

Les candidats (es) devront posséder :

- une bonne formation bancaire
- terme - crédit long terme
- de bonnes connaissances comptables, fiscales, juridiques
- la pratique et le goût des contacts.

Adresser C.V., photo et présentations sous réf. 57 à :

F. LICHAU S.A., 10, rue de la Harpe, 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

**IMPORTANT FABRIQUE DE PAPIER**

cherche pour usine située à 200 km de Paris

**STYLISTE MAQUETTISTE**

Il imaginera, étudiera, des formes, analysera les tendances de la mode, proposera des modèles adaptés à l'usage.

Formation ARTS DÉCO ou BEAUX ARTS souhaitée.

Logement assuré. Envoyer avec C.V., photo, âge, situation de famille, et présentations à :

M. B. PUBLICITÉ R.O. 17, rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

**GROUPE IMMOBILIER D'IMPORTANCE NATIONALE**

recherche

un homme expérimenté Sud-Est (région Marseille)

**CHEF DE COMPTABILITÉ**

(D.E.C.S. exigé, formation Sup. de Co souhaitée).

Le candidat, âgé au minimum de 30 ans, dirigera un service de 10 personnes chargé de la comptabilité (y compris travaux de comptes et établissement des bilans) d'une vingtaine de sociétés de construction.

Expérience dans l'immobilier serait nécessaire.

Envoyer C.V., manuscrit détaillé, photo, présentations avant le 11 février

à Monsieur M. BOURG-PIERRE, 10, rue de la Harpe, 75003 PARIS.

**Société Centre VAL-DE-LOIRE**

Fabrication Matériel de Froid

1.500 personnes - C.A. 200 millions

recherche

**UN DIRECTEUR FINANCIER ET INFORMATIQUE**

Formation de haut niveau :

- Ingénieur Central ou équivalent ;
- grande expérience financière et informatique ;
- bonne connaissance de la langue anglaise.

Après 35 ans d'expérience.

Fonction rattachée au Président-Directeur Général.

Adresser candidature, n° 97.522, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

La Fédération des Océanographes de France

pour renforcer son

**DÉLÉGUÉS NATIONAUX ADJOINTS**

- Secteur océan, financement.
- Secteur formation.

Le candidat doit être : membre de la Fédération, ou sociétaire, ou sociétaire adjoint.

Env. candidature avec C.V., diplôme, et photo à :

4, bd de la Chapelle, 75010 PARIS

**DOCUMENTALISTE SCIENTIFIQUE**

Diplômé, ayant eu entre :

- soit un diplôme d'ingénieur ;
- soit une maîtrise de sciences physiques ;
- une bonne connaissance de l'anglais technique et d'une autre langue étrangère.

Envoyer avec C.V. et présentations à :

Centre National d'Études de Télécommunications, division E.D.S., B.P. 4, 2201 LANNION CEDEX.

## offres d'emploi

Nous sommes une importante Société de Mécanique Automobile (2.200 personnes - 450 Millions de Francs C.A.) située à POUILLEY (Yvelines) filiale d'un important groupe industriel de 12.000 personnes (C.A. supérieur à 10 Milliards de Francs), à la fois stable dans son organisation et dans ses résultats et en expansion continue.

Notre Directeur de Marketing recherche

**un ingénieur chef de service commercial**

(Position initiale III A)

Cette position initiale évoluera rapidement vers un poste de Directeur de Département.

**FORMATION REQUISE :**

- Grande Ecole d'Ingénieur mécanique + formation complémentaire, par exemple E.C.P. + Université Américaine, ou ISA, INSEAD, etc.
- Expérience de plusieurs années en tant que chef de service commercial d'une Société Industrielle.
- Anglais parlé obligatoire, Allemand souhaitable.

Le candidat sera chargé de coordonner l'activité des sociétés de ventes filiales du groupe, en liaison avec les sociétés homologues des autres pays.

Adresser lettre manuscrite, avec curriculum vitae détaillé, photo et présentations à M. 98.792 - CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, Avenue de l'Opéra 75001 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

**BANQUE INTERNATIONALE**

recherche

**CAMBISTE**

ANGLAIS - ALLEMAND

Env. C.V. et photo à :

CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui transmettra.

**UN COMPTABLE**

très qualifié, expérimenté et disponible immédiatement. Avoir une période de probation, sera assurée à l'issue de la direction du service comptable et financier.

**2 SECRÉTAIRES COMPTABLES**

formées, possédant C.A.P. de comptabilité de commerce et ayant de bonnes notions d'anglais.

Adresser candidature accompagnée de C.V. au journal, n° 97.522, Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

**PERSONNALITÉ COMMERCIALE DE PREMIER PLAN**

Notre Société est leader dans sa branche, bénéficie d'une grande notoriété, fait partie d'un groupe très important, et mise sur les compétences individuelles pour maintenir un haut niveau performances.

Si vous avez 30 ans minimum, une formation niveau d'études supérieures, une expérience confirmée dans les biens de consommation durables, l'état d'esprit d'un meneur d'hommes, le goût de la négociation commerciale à haut niveau, le goût du déplacement, l'ambition de faire carrière dans notre Groupe, vous pouvez être l'un

**3 DIRECTEURS REGIONAUX**

nous recherchons.

Résidence Région Parisienne.

Grande disponibilité nécessaire.

Rémunération de l'ordre de 100.000 F + frais.

Adresser votre CV et une photo à notre Conseil, à l'attention du service N.

Psychologie appliquée Justat 2, rue des Carabellies 75017 Paris

**DIRECTEUR DE DIVISION**  
120.000-150.000 F/an

Equipements Techniques PARIS

Une société française, leader internationale dans son secteur d'activités, employant plus de 1.000 personnes et réalisant un C.A. supérieur à 150 millions de francs, recherche un Directeur pour sa division qui propose des équipements techniques aux administrations locales et aux industriels. Rattaché au P.D.G. il définira la politique commerciale de sa division, les objectifs à atteindre et la stratégie à mettre en œuvre pour les réaliser. Il organisera, dirigera et coordonnera l'action des agences régionales pour accroître la pénétration des produits de sa division sur le marché français et à l'étranger. Il prendra lui-même les contacts avec divers clients pour assurer la prospection de la clientèle, la négociation et la signature des contrats. Il définira et gèrera son budget de publicité et il sera responsable de son compte d'exploitation. Avec les services techniques et en fonction des desiderata de la clientèle, il participera à la définition de la gamme de produits. Le candidat devra, âgé d'au moins 35 ans, posséder une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieur) et 5 à 10 ans d'expérience de la vente de produits industriels ou à usage industriel, ou encore celle de la vente de services. Grande disponibilité. Nombreux déplacements. Notre société référence 100 M à :

GEZ Conseil, 11, rue de l'Amiral-Bourcier, 75013 Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Regroupements Cliniques, etc.

**DIRECTRICE ADMINISTRATIVE**

Responsable de l'organisation et du personnel.

Env. avec C.V., réf. et présent. à :

M. J. CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>.

**SOCIÉTÉ BOURJOIS**

recherche pour son Laboratoire cosmétique

**UN CHIMISTE**

Niveau D.U.T. ou E.T.A. pour formulation, analyse et contrôle.

Env. C.V., photo et présentations à BOURJOIS, 40, rue Dufour, 93000 PANTIN.

**IMPORTANT LABORATOIRE**

recherche pour centres pharmaceutiques

**AIDE-BACTERIOLOGISTE**

BACTÉRIOLOGISTE

Envoyer C.V. et photo à :

CONTESSÉ PUBLICITÉ, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

**IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE**

Grande industrie NORD PARIS recherche pour 4 mois

**PROGRAMMEUR ANALYSTE SCIENTIFIQUE**

D.U.T. INFORMATIQUE ou équivalent

Anglais nécessaire.

Env. C.V., photo et présentations à :

77.202, Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, q. 1<sup>er</sup>.

**COMPAGNIE ASSURANCES**

recherche

pour SECTEUR SINISTRES

**REDACTEUR SINISTRES**

TRES AU COURANT DES PROCÉDURES

Env. avec C.V. et photo à :

31, bd de la Chapelle, 75010 PARIS CEDEX 02.

**GRANDE SOCIÉTÉ DE SERVICE**

recherche

**INGÉNIEUR-ECONOMISTE**

Formation : Ecole d'Ingénieur + 3ème cycle Economie ou équivalent.

- 25 ans minimum
- Nationalité française.

AVANT

a) - bonne connaissance problèmes de développement industriel en général

ET/OU

b) - bonne connaissance problèmes de développement d'un secteur industriel ou agricole, etc...

POUR

- animer équipe pluridisciplinaire chargée d'un grand projet de développement industriel international.

Boone anglais parlé obligatoire, anglais écrit souhaité.

Adresser C.V. sous référence 14.715

**s.n.p.m.**

100, avenue Charles de Gaulle 92322 NEUILLY







# ANNONCES CLASSEES

la ligne	la ligne TC
28,00	32,03
34,00	38,89
40,00	45,76
46,00	52,63

la ligne	la ligne TC
28,00	32,03
34,00	38,89
40,00	45,76
46,00	52,63

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**Important constructeur de biens d'équipement,** Europe sur marché, recherche pour sa Commercial à PARIS

**diplômé d'études supérieures commerciales**

ESSEC, Sup. de Co., actuellement débutant, qui assistera, après formation, le Responsable du SERVICE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL : études de marché, éditions techniques, promotion des ventes.

En tant qu'il s'en montre capable, il pourra être amené à prendre la responsabilité du Service.

Le candidat retenu sera convoqué en entretien, ouvert aux questions techniques.

Ecrire avec CV (à l'adresse) à Madame Vanden Bergh, 28, rue Saint-George, 75008 Paris.

Les candidats retenus seront reçus le 21 ou le 22 à PARIS.

**FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO PARIS** recherche

**Adjoint au chef de section**

Caisse - Compensation

Portefeuille - Crédit Documentaire

- Connaissant parfaitement la réglementation change.
- Ayant 5 ans d'expérience bancaire.
- Très bonne maîtrise de l'anglais indispensable (lu, écrit, parlé).

Envoyer CV et références à : Chef du Personnel, 12, av. Hoche, Paris 17.

**STEIN SURFACE**

Société d'ingénierie thermique construisant matériel pour séchage et métallurgie rattachée à groupe international recherche pour stabilisation, propositions techniques et commerciales, négociations importantes contrats à l'étranger.

**INGENIEURS D'AFFAIRES**

- Age 30 ans minimum.
- Déplacements fréquents.
- Anglais indispensable.

Ecrire indiquant C.V., réf. et prétentions à : SERV. DU PERSONNEL, 2-11, rue de l'Épée, 75002 Paris.

**IMPORTANT GROUPE SECTEUR TERTIAIRE** d'un 370/145 - K - sous OS/VST TP en cours de développement sous IMS

recherche

**2 TECHNICIENS SYSTEME**

- Formation supérieure (mathématiques ou informatique).
- Capacité de de jeunes professionnels, mais par la programmation système, la gestion de base de données, la gestion réseau et télé.
- possibilités d'évolution.

**3 PROGRAMMEURS D'APPLICATIONS**

- IUP ou équivalent.
- Expérience professionnelle non négligeable.
- Intérêt pour l'évolution.

C.V. avec références et prétentions en pré-avis à : CHARTRES

**ORDIS 15**, rue Auber 75008 PARIS

**SOCIÉTÉ D'ENQUÊTES, SONDAGES et ETUDES de MARCHÉ, UN DES LEADERS DE LA PROFESSION FRANÇAISE**

**1) CHEF DE PROJETS-INFORMATIQUE**

Minimum 30 ans minimum, 4 à 5 ans d'expérience, formation grande école.

Fonctions :

- Responsable de la saisie et du dépouillement des questionnaires et études.
- Animation d'une équipe de 4 analystes-programmeurs et 20 opérateurs.
- Travaux avec chargés d'études.
- Conception et mise en route de nouveaux matériels informatiques.

Ecrire avec C.V. + photo (retournée) + prétentions à : T.W.A.E., 45, Chausée d'Antin, 75008 PARIS, sous la référence J.C. 222.

**CIPEL MAZDA** recherche pour son

**Etablissement de LEVALLOIS**

**UN RESPONSABLE Gestion instructions et procédures**

Il aura la responsabilité de :

- la gestion de la D.D.T. (Délivrance ou similitude).
- la gestion de la D.D.T. (Délivrance ou similitude).

Adresser curriculum vitae et prétentions à : CIPEL MAZDA, 12, rue de la République, 93000 Levallois.

**CIE D'ASSURANCES DYNAMIQUE**

QUARTIER BOURSE

Importante configuration 370 (768 K) C.I.C.S., D.L.I., Protés recherche

**1 ANALYSTE FONCTIONNEL**

Pour participer à l'étude et à la conception d'un nouveau projet.

MINIMUM : - 2 ans d'expérience dans la fonction

- I.U.T. ou équivalent

Connaissances souhaitées :

- Matériel logiciel I.B.M.
- Assurances

**1 PROGRAMMEUR CONFIRME**

MINIMUM : - 3 ans d'expérience

- Assembleur I.B.M.
- COBOL et connaissances assurances appréciées.

Envoyer C.V. avec photo, salaire actuel et prétentions à : M. JACOB - EUROPE FACILITIES, 6, rue Ploetz 75116 PARIS.

**INDUSTRIEL**

le poste d'ingénieur de 3 ans

**INGENIEUR-ACHETEUR**

**ELECTRICIEN DE HAUT NIVEAU**

ayant une expérience confirmée, sur les plans national et international d'achat de biens d'équipement.

CONNAISSANCES NECESSAIRES :

- en anglais commercial et technique ;
- de la législation en matière d'import-export.

Poste basé à Paris, fréquents déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : M. JACOB - EUROPE FACILITIES, 6, rue Ploetz 75116 PARIS.

**CHEF DU SERVICE JURIDIQUE**

Le premier groupe français de produits destinés à l'horticulture, recherche un CADRE de 30 ans minimum, diplômé de Sciences Po, Droit ou Sciences Eco. ayant de très bonnes connaissances en droit du travail et de l'entreprise. Il sera chargé d'études et de la gestion juridique de la Société mère et des filiales.

Lieu de travail : Benilue Sud.

Ecrire avec C.V. + photo (retournée) + prétentions à : 26 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 123.

**Proche Banlieue Nord**

**Très Important Groupe Français** recherche

**ADJOINT DIRECTEUR JURIDIQUE**

chargé de la conception des contrats internationaux, d'impôts, du suivi d'affaires contentieuses et des litiges avec les services financiers et fiscaux de la Société.

Notamment demandons :

- 35 ans minimum
- D.E.S. Droit Privé
- Expérience de 5 ans minimum après le stage dans un Cabinet d'avocat d'affaires ou dans les services juridiques d'une importante société.
- Anglais et formation complémentaire financière et fiscale appréciées.

Adresser CV détaillé manuscrit, photo et prétentions sous référence 54323 à : 31, rue de la République, 93000 Levallois.

**ATTACHÉS COMMERCIAUX**

PARIS - LYON - LILLE - TOULOUSE

- Nous sommes la filiale française d'un groupe international important et sommes désireux de recruter des personnes capables de réussir sur le marché.
- Nous proposons, très intéressantes, une haute qualification et des possibilités de carrière.
- Nous recherchons des attachés commerciaux de niveau universitaire ou équivalent, ayant déjà une expérience réussie de la vente et ayant travaillé sur le terrain de leur entreprise en plein développement.
- Les larges responsabilités qu'ils auront en tant que notre Compagnie nous obligeront à une sélection rigoureuse, mais nous recherchons que vous soyez parmi ceux qui grandiront avec nous.
- Les candidats doivent être libérés de toute obligation militaire.
- La connaissance de la langue anglaise serait une atout.

Envoyer votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite et photo récente à : Jacques BENTONAC, 11, allée Blaise-Pascal, 75008 PARIS.

**POUR LANCER** une importante collection de vulgarisation scientifique et technique

**MAISON D'EDITION** de réputation internationale recherche

**SPECIALISTE DE VENTE**

expérimenté dans ce domaine et disposant d'une équipe de prospection.

Situation importante et stable.

Gains élevés.

Ecrire avec curriculum vitae et photo à : HAVAS CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 PARIS sous réf. 33328 qui transmettra.

**SOCIÉTÉ ÉLECTROMÉCANIQUE**

300 personnes - 60 km Nord de Paris

**CHEF SERVICE METHODES ET INDUSTRIALISATION**

MINIMUM 10 ANS

Le poste requiert de son titulaire :

- une expérience effective en découpe-outillage et machines automatiques ;
- un esprit créatif dynamique et concret ;
- des connaissances en pneumatique électromécanique, O.S.T., etc.

Ce cadre dépendra du Directeur Technique et aura la responsabilité des services outillage (12 personnes).

Les conditions d'emploi et les perspectives promotionnelles sont attractives.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à : n° 088.149 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris.

**MKB** leader de l'industrie de l'automobile

**2 CADRES TECHNIQUE-COMMERCE**

- Pour sa division INDUSTRIELLE. Expérience de 5 ans minimum.
- Pour sa division SECURITE. Expérience du domaine Alarme - Protection - Anglaise.

Les candidats à la MKB ont toutes les possibilités de carrière et de développement. Ils sont payés en fonction de leurs compétences et de leurs résultats.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : M.K.B., 41, quai du Douard-Dervaux, 75002 PARIS.

**PARFUMS ROCHAS** recherchent

**UN INGENIEUR**

Responsable de l'Assistance Technique et des agents fabricants à l'étranger.

Ce poste implique de fréquents déplacements (surtout Europe et Continent Américain).

Il peut convenir à l'INGENIEUR des METIERS ou FORMATION POLYVALENTE EQUIVALENTE capable d'assurer soutien technique et conseil sur les points :

- Contrôle matières premières et choix fournisseurs ;
- Organisation de fabrication ;
- Emballages, conditionnement, etc.

Cette fonction nécessite quelques années d'expérience de l'industrie dans des domaines tels que produits pharmaceutiques, conditionnement, cartonnages, impression ou similaires, ainsi qu'un bon niveau de l'efficacité.

POSTE A L'ÉTRANGER

Maîtrise de l'anglais et notions d'espagnol exigées.

Envoyer C.V., photo et prétentions. PARFUMS ROCHAS, Service du Personnel, 33, rue François 1er 75008 PARIS.

**Burroughs** recherche pour son centre de développement de l'application

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS**

possédant une expérience d'au moins 3 ans en informatique et plus spécialement dans le domaine d'applications commerciales.

Les candidats doivent être capables d'intégrer dans une équipe d'analyse-programmation chargée du développement de logiciels d'applications.

Envoyer C.V. avec références et rémunération souhaitée à : BURROUGHS CDS, 15, rue de la République, 93000 Levallois.

**SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION MOBILE, MODULAIRE** recherche

**POUR CREATION SERVICE COMMERCIAL VENTE DIRECTE**

**DIRECTEUR COMMERCIAL**

Formation Ingénieur

spécialité

**TECHNIQUE-COMMERCE**

EXPERIMENTES

Disponibles rapidement.

Adresser curriculum vitae et prétentions à : n° 088.149 M. REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumour, Paris.

**3M** (filiale de 3M Co. Inc. - USA)

**ingénieur mécanicien**

A.M.E., E.N.I., I.N.S.A.

- expérience possible 2-3 ans
- connaissances courantes indispensables, principales :
- connaissance technique à la fabrication, réalisation de produits finis ;
- suivi des matières premières en coût et qualité ;
- projets techniques pour la mise en œuvre de produits.

Envoyer C.V. + photo et prétentions à : Service Recrutement, 3M FRANCE, Avenue Boule - 92250 BEAUCOURT.

**Vous avez 4 à 5 ans d'expérience de vente en milieu industriel, vous êtes intéressés par les produits et services.**

**Vous désirez exploiter vos talents commerciaux.**

**La société de services vous offre :**

- une formation commerciale ;
- un poste de vente ;
- un salaire fixe et variable ;
- une retraite ;
- une sécurité ;
- une satisfaction.

Envoyer C.V. photo et prét. sous réf. 2342/P MINET Facilités, 40, rue Olivier - de - 75002 PARIS qui transmettra.

**directeur d'études**

Société d'Etudes de Marché et de Conseil en Marketing

**DIRECTEUR D'ETUDES**

Il faut un directeur d'études expérimenté, capable de mener à bien des études de marché, de réaliser des enquêtes, de gérer une équipe de chercheurs, de négocier pour contribuer à la croissance, au développement de la clientèle.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 33154 à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classical Advertising, 10, rue d'Orléans - 75002 PARIS

**SINTRA** recherche

**PROGRAMMEURS**

niveau BAC, D.U.T.

Pratique langage ASSEMBLEUR exigée.

Envoyer curriculum vitae, prétentions à la Direction du Personnel, 92500 ANNIERS.

**IMPORTANT CABINET DE COMMISSAIRES** recherche

**1) ASSISTANTS RÉVISEURS**

du D.E.C.S. - préférence débutants

**2) RÉVISEURS**

expérience bancaire appréciée

Déplacements fréquents en province

Env. C.V. prêt sous n° 2371 à « Le Monde » Publ. à rue des Italiens - PARIS (9°).

**SOCIÉTÉ D'ENGINEERING** près PORTE CLICHY

**CHEF BUREAU**

**GESTION PERSONNEL**

étendue expérience professionnelle

Envoyer C.V. et prétentions à : le n° 33.379 à : I.F.P., 12, rue de l'Épée - 75002 PARIS.

**SOCIÉTÉ HOLDING, PARIS (17°)** recrute

**JURISTE HOMME**

35 ans minimum

Formation supérieure Sciences PO - HEC, doctorat, droit ou équivalent.

Parfaites connaissances droit des affaires pour études diverses de finances et d'immobilier.

Envoyer C.V. + photo (réf.) et prétentions à : T.W.A.E., 45, Chausée d'Antin, PARIS (9°) sous la référence G.F. 534.



























MM. CHIRAC ET BARRE DEVANT LES ÉLEVEURS DU MASSIF CENTRAL

En intervenant, M. [REDACTED] 5 février, M. [REDACTED] élève du lycée [REDACTED] Central, M. [REDACTED] a-t-il marqué de son [REDACTED] la politique agricole ? La question est d'autant plus intéressante que le premier [REDACTED] a prononcé quelques heures après M. Chirac, qui avait été, depuis 1974, le maître d'hôtel de la politique, d'abord à l'hôtel de Ville, puis à l'hôtel Matignon. Sur les bords de la Seine, la réponse est non.

nd. Le discours est donc *première* *ment* *partiel* *à* *la* *ré* *alité* *en* *trois* *parties*, *en* *le* *notant* *concre* *tement*. *Premier* *point* *«* *le* *m* *int* *é* *r* *e* *s* *s* *e* *à* *vous*, *«* *la* *pr* *é* *s* *e* *n* *c* *e* *à* *vous* *(...)* *veut* *marquer* *l'importance* *que*, *plus* *que* *jamais*, *l'att* *a* *c* *h* *e* *à* *ux* *pr* *o* *b* *l* *é* *m* *s* *des* *agriculteurs* *et* *du* *d* *é* *v* *e* *l* *o* *p* *p* *e* *m* *e* *n* *t* *de* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *à* *notre* *p* *r* *é* *s* *e* *n* *t* *»,* *«* *le* *d* *e* *m* *a* *n* *d* *e* *la* *C* *h* *i* *r* *a* *c*. *«* *Apr* *è* *s* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *longue* *du* *milieu* *agric* *o* *l* *e* *et* *des* *pr* *o* *b* *l* *é* *m* *s* *de* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *(...)*, *P* *r* *e* *m* *i* *e* *r* *min* *i* *s* *t* *r* *e*, *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c* *u* *l* *t* *u* *r* *e* *la* *je* *me* *re* *tour* *n* *e* *chaque* *j* *o* *u* *r* *l'importance* *de* *ce* *disc* *o* *u* *r* *s* *l'* *a* *g* *r* *i* *c*

**Deuxième point :** « J'agie pour moi. » L'un ou l'autre ont fait une erreur en choisissant des méthodes adoptées, mais particulière-

... en faveur de Messli Cirral, qui préconise en faveur des pays méditerranéens agricoles et des régions de montagne ; ils ont, en outre, souligné l'importance de la coopération de l'exploitation familiale à responsabilité limitée, ainsi que les points sur lesquels la G.E.E. doit : les monnaies compensatoires monétaires, les prochains prix agricoles, l'élargissement du Marché commun aux pays méditerranéens.

**Thème point :** « *Le paysan* » en *un* - *M. Chirac* a *annoncé* : « L'agriculture, pour la France, ce n'est pas seulement les hommes et les femmes qui, héritiers de traditions millénaires, nous aujourd'hui mieux armés que d'habitude, peuvent nous montrer les routes de l'avenir (...) [Les paysans ont] une responsabilité à remplir dans la France de demain. » *M. Chirac* a *signé* : « Soyez fiers que l'agriculture française soit une source de la prospérité

« Super-syndicaliste »

de plusieurs sujets : « Les engagements que j'ai pris ne sont pas tenus » ; « La France doit tout mettre en œuvre pour... » Le président R.P.R. a démis l'opération de M. Raymond Barre, qui a déclaré de son côté : « Je ne suis pas pour ma part l'ami de complaisance ni prodigier des encouragements que je ne pourrai tenir. »

... M. Chenu a parlé sur ces deux aspects : « Comme vous, je ressens aujourd'hui l'aspiration profonde des hommes d'entreprise vers l'effort individuel, à l'initiative, à la responsabilité. (...) » M. Barre a dit également à leur sujet : « Pour l'agriculture comme pour l'industrie, le secteur d'activité, le secteur de la politique ne lutte contre l'inflation qu'en ce que le gouvernement conditionne l'avenir.

... prononcées à Courmayeur. Il y a quelques années, les habitants de Courmayeur — habitants assez nombreux et aisés — s'il n'y avait prochainement des élections municipales ? Les syndicats nationaux, mais inconnus, ont posé la question huit ou dix jours avant les deux jours.

A. G.

## Pour obtenir une libéralisation de leur statut les stagiaires du centre Valentin-Haüy à Paris occupent leurs locaux

Après le centre d'aide par le travail de Besançon, toujours occupé par ses pension-  
naires depuis le dépôt de bilan (- le Monde -  
du 11 janvier), d'autres établissements sont touchés par  
la crise. Le plus spectaculaire se situe sans doute à Paris,

[illegible]

Or ces stagiaires qui, momentanément à beaucoup d'autres handicaps, ont souffert durant une vie normale de leur adolescence, ont coté coté de leur enfance et de leurs jeunes travailleurs, critiquent très souvent les « aveugles » de leur jeunesse et les établissements

où les stagiaires du centre de formation et de rééducation professionnelle de l'association Valentin-Haüy ont occupé eux aussi leurs locaux. ■■■ protester notamment ■■■■ un règlement intérieur qu'ils tiennent pour archaïque.

spécialisé. Plus en cause du système d'accueil. Déjà, lors d'une vente à la pièce, la présence d'un vendeur portant un badge à faire la preuve de sa compétence de la province — n'y ayant d'attaches, ils réclamaient surtout la possibilité de rencontrer leurs parents, des amis ou des armées, pour échanger une lettre ou « les nouvelles », ceux qui l'ont été, toujours des handicapés. Il leur fut répondu qu'il n'y avait pas de différence entre les différents types de foyers d'immigrés ou de jeunes travailleurs de la région.

la grave décalat  
semble-t-il à  
s'écarter de la  
«libre circula  
l'état de l'éta  
le ghetto de  
l'adolescence,  
l'environne-  
ment de la  
personne. En  
confession  
personnel  
information ex-  
térieure. Les  
pratiques  
est défectue  
est défectue  
est défectue

Le mouvement lance. D'au-  
tre part, le Comité de liaison  
handicapés de la région Valen-  
tin-Haüy a réalisé une collec-  
tion de livres braille en fran-  
çais et en Europe.

enregistrés catalogues magnétothèque, il critique *« censure »* présence d'un *« comité de lecture »* de cinq personnes *« la moyenne d'âge serait de soixante-dix ans »* d'une

ment intérieur, à l'heure d'une transpiration, les stigmates se rappelaient qu'aujourd'hui encore toute la culture de l'aveugle est faite de braille et de enregistrements radiophoniques. Mais l'acquisition du langage écrit, qui est le point de départ de l'écriture, est quelque chose qui perdu pour l'âge adulte, et les aveugles ne peuvent donc pas facilement bénéficier de la facilité de l'achat, par les aveugles, d'un matériel d'enregistrement adéquat.

de 21 heures.  
sont dispensés  
à 30.  
age de la route  
elle, les itinéraires  
à permission de  
des Paris  
t originales de

Protes excessives, apparemment que suscitées par multiples incidents durant les stagiaires. L'article 13 du règlement intérieur en vigueur jusqu'à ces dernières semaines prévoyait, entre autres, la suspension des stagiaires jusqu'au renvoi temporaire, en cas de récidive, pour les faits suivants :  
- porter les insignes, tenues ou drapeaux des religions;  
- introduire les personnes étrangères à l'établissement.  
Sur ces internes, il faut en outre défendre de sortir au-delà de 21 heures, ainsi que de fumer, sont dispensés ainsi que de 15 à 18 heures.

Après le boycottage de la vente de charité annuelle, les internes ont obtenu la permission de fumer à leur tour, les internes ont presque tous sont originaires de

**L'IRAN EST ACCUSÉ  
PAR LA PRESSE KOWEITIENNE  
D'ABAISSE LE PRIX  
DE SON PÉTROLE**

... que le président  
... l'OFEP. Abdelaziz  
... Khatla, ministre  
... Khatla, ministre  
... croire à un prochain  
... accord des pays membres sur  
... le pétrole qui « pourrait  
... éternité d'une conférence  
... extraordinaire qui « tén  
... Al Otaiba, le cheikh  
... l'Arabie Saoudite  
... uns, doutent qu'un  
... tel accord soit possible. Après  
... la visite à Pétrie, Ryad du  
... ministre du Pétrole, Emirat  
... Al Otaiba, le cheikh  
... rejeter la  
... sition du Qatar « parce qu'elle  
... incompatible avec « intérêts  
... économiques « politiques de l'Arabie

D'autre part, la mévente du pétrole le plus cher sur le marché provoque des dissensions parmi les pays les plus touchés. La **Libye** et l'**Iran** « dumping » la revue *Al Majdides* d'**Algérie** contre le 8 février : « L'Iran a arrêté sa production pétrolière et **l'Algérie** ne peut pas se passer de cordes d'importantes ristournes à ses clients afin d'écouler ses réserves de pétrole ». Le **Liban** du tort aux autres pays producteurs du Golfe. « Et le journal ajoute : « L'Iran ne respecte qu'en apparence les décisions de l'OPEP... » (A.F.P., U.P.I.).

**LA BANQUE D'ANGLETERRE  
RAMÈNE SON TAUX A 12 %**

La Banque d'Angleterre a de nouveau abaissé le taux de l'escompte. Le nouveau montant s'élève à 12 1/2 %. Simultanément, elle a annoncé qu'elle suspendait provisoirement la vente de la livre, laquelle elle avait depuis quelques années son taux de prêt minimum (à minimum 10 %). Quant au franc, qui est appelé par tradition « taux d'escompte », cette mesure consistait à ajuster chaque semaine le franc au taux d'adjudication des titres du Trésor. On peut défendre la livre, l'insolent, mais, d'autre part, le franc sera, rompu car il est en portant brusquement son taux de 13 % à 15 %.

europcar

europcar

europcar

europcar

Nous avons à cœur de montrer que les Européens sont aussi capables que n'importe qui. Des preuves ? La compétence et l'amabilité de nos hôtes - l'efficacité de nos méthodes (la carte Super Service Europcar est la plus simple et la plus rapide) - la présentation et le nombre de nos stations, partout en Europe, mais aussi en Afrique, au Moyen-Orient et aux Antilles - la qualité de nos voitures. Enfin, notre progression elle-même, spectaculaire, qui est sans doute le meilleur témoignage de la satisfaction de nos clients.

*Aux U.S.A., en Amérique Latine ■ dans le Pacifique, c'est National Car Rental.*

**europcar** 

**1079**

**M. MARTIN JEAN-MARIE**

**■ RUE [REDACTED]**

**63000 CLERMONT-FERRAND**

**180640 FR RION**

**8375402\*150341\*FR CLERMONT**

© 2015 Europcar Mobility System

هكذا من الأصل

**LE PHOTO  
FAIT BE**

**IL PHOTOCOPIE  
RECTO.**

Le photocopieur **SCM 10 B** est  
le nouveau photocopieur de la gamme  
Scm 10. Comme Marchant. Sa nouveauté  
est qu'il est aussi un vrai photocopieur.  
Comme vous pouvez le voir dans  
cette photo, il fait bien d'autres choses.

IL PHOTO COPIE  
PETIT  
COMME CA.

Le Service des documents n'est pas  
proprement un service de repro-  
duction. Avant tout, il s'agit de  
faire passer les documents de l'ancien  
à l' nouveau format, de les regis-  
trer, de les classer, de les archiver.

Si vous voulez le format miniature,  
vous pouvez aussi le format de poche  
miniature. Et c'est un avantage financier:  
pour photo, des clichés, documents  
administratifs, formes, etc., à faire  
format réel. Avant de photocopier,  
avant d'imprimer.

• Mar contre-  
 vous réglez le c  
 maximum : 425  
 pharmacopie  
 feuilles d'ortie  
 Le curateur  
 d'obtenir tous le  
 425 cm de long

# ET VOUS,

simple. Deux  
sur la longi-  
le SGM 110  
dérivées o-  
le photocor-  
juste au mo-  
a besoin.

28.812 F.T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de renseigner. D'autant plus qu'il fait partie d'une gamme de photocopieurs disponibles en location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Memorex qui vous conviendra.

Pour en savoir plus sur le  
SCM 110 B, envoyez votre carte de vis  
Smith-Corona Marchant S.A. - 86, a  
94701 Maisons-Alfort - B.P. 35 (Tel 3)

# COPIEUR 1



**Photocopie  
Smith-Corona**

# Photocopie Smith-Corona

**63 points de vente dans tout le pays**



مَكْزَا مِنْ الْأَصْلِ

# LE PHOTOCOPIEUR SCM 110 B. IL FAIT BEAUCOUP DE CHOSES.

## IL PHOTOCOPIE RECTO.

Le photocopieur SCM 110 B est un nouveau photocopieur de la gamme Smith-Corona Marchant. Sa polyvalence n'est évidemment pas qu'il photocopie recto. Comme vous pouvez le voir dans cette page, il fait bien d'autres choses.

## IL PHOTOCOPIE VERSO.

Le SCM 110 B peut photocopier sur le recto et le verso de la même feuille, ce qui représente une appréciable économie de papier.

## IL PHOTOCOPIE SUR PAPIER COULEUR.

Le SCM 110 B peut photocopier sur n'importe quel papier. Il peut donc photocopier sur du papier de couleur. Utilisation : tableaux, notes de service, publicité directe...

## IL PHOTOCOPIE SUR PLAQUES OFFSET.

Si vous avez une machine offset, vous pouvez utiliser le 110 B pour photocopier sur plaques offset les documents à tirer en plusieurs centaines d'exemplaires.

## IL PHOTOCOPIE SUR ETIQUETTES ADHESIVES.

Il suffit de taper les adresses sur un original. Le SCM 110 B les photocopie sur une feuille ou un rouleau auto-adhésif et pré-découpé. Vous obtenez ainsi 24 étiquettes par feuille A 4 (21x29,7 cm).

## IL PHOTOCOPIE PETIT COMME ÇA.

Le SCM 110 B est alimenté non pas par cassette, mais par rouleau. Avantage pratique : pour changer de format, pas besoin de changer de cassette. Un curseur vous permet de régler la longueur de coupe désirée. Si vous voulez le format minimum, vous réglez sur la longueur de coupe minimum (178 mm). Avantage financier : vous photocopiez chèques, documents administratifs, fichiers, etc., à leurs formats réels. Autant de photocopies, autant d'économies.

## IL PHOTOCOPIE GRAND COMME ÇA.

Par contre, si vous voulez le format maximum, vous réglez le curseur sur la longueur de coupe maximum (425 mm), indispensable pour photocopier états comptables, maquettes, plans, feuilles d'ordinateurs... Le curseur vous permet, bien entendu, d'obtenir tous les formats entre 178 mm et 425 mm de long.

## IL PHOTOCOPIE SUR VOTRE PAPIER A EN-TÊTE.

Avec le SCM 110 B, vous pouvez vous servir de votre propre papier à lettre, pour y photocopier des circulaires en feuille à feuille ou en continu. (Il suffit d'utiliser un rouleau de papier pré-imprimé à l'en-tête de votre Société).

## IL PHOTOCOPIE SUR D'AUTRES CHOSES.

Le SCM 110 B peut photocopier sur papiers calques pour tirages de plans en diapositive. Avec le SCM 110 B, vous pouvez obtenir des copies sur transparents pour votre rétro-projecteur.

# ET VOUS, PAS GRAND CHOSE.



Autant les performances du SCM 110 B sont nombreuses, autant son fonctionnement est simple. Deux boutons : un pour le nombre de photocopies, un pour la mise en route. Vous réglez le curseur sur la longueur de coupe désirée et c'est parti pour 700 copies sans problème. Sans problème, puisque le SCM 110 B est alimenté par rouleau. Il ne risque donc pas d'y avoir de bouchage dû à des feuilles mal déramées ou humides, qui viennent stopper la machine, exigent la venue d'un dépanneur, et rendent le photocopieur indisponible juste au moment où l'on en a besoin.

Le photocopieur SCM 110 B fait ce que font plusieurs photocopieurs réunis, mais rassurez-vous, il vaudrait plutôt moins cher que ses concurrents :

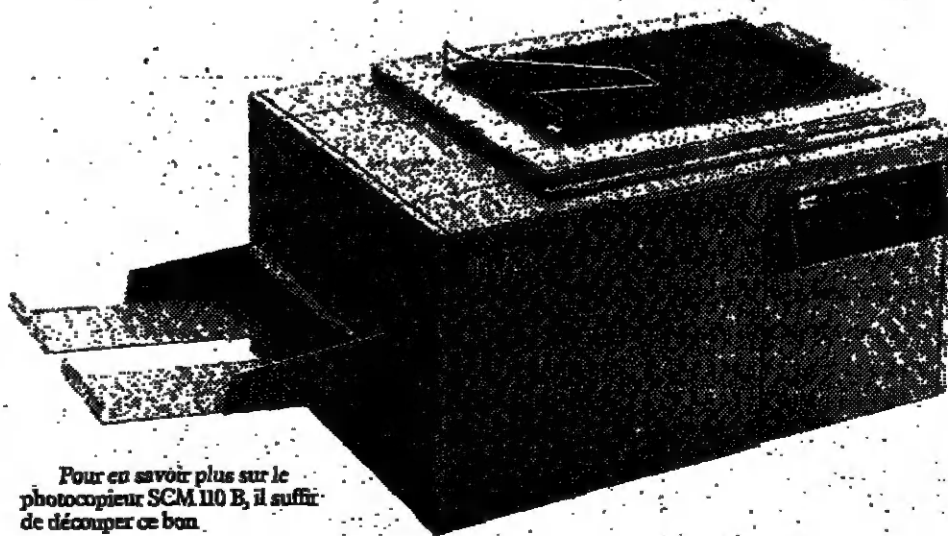
28.812 F T.T.C. A ce prix, cela vaut la peine de se renseigner. D'autant plus qu'il fait partie de toute une gamme de photocopieurs disponibles en vente ou location. Il y a donc sûrement un photocopieur Smith-Corona Marchant qui correspond à vos besoins.

Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, envoyez votre carte de visite à Smith-Corona Marchant S.A. - 86, av. de la République. 94701 Maisons-Alfort - B.P. 35 (Tél. 368.49.03).

**COPIEUR 110 B.**

**Photocopieurs  
Smith-Corona Marchant.**

63 points de vente dans toute la France.



Pour en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B, il suffit de découper ce bon.

Monsieur \_\_\_\_\_  
Société \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_

Désirerait en savoir plus sur le photocopieur SCM 110 B.

Envoyer à : Smith-Corona Marchant S.A.  
86, avenue de la République 94701 Maisons-Alfort  
Boîte Postale 35 (Tél. 368.49.03).

Se la  
fumer  
douce



Silk cut  
the mild cigarette



## LA VIE ÉCONOMIQUE

## CONJONCTURE

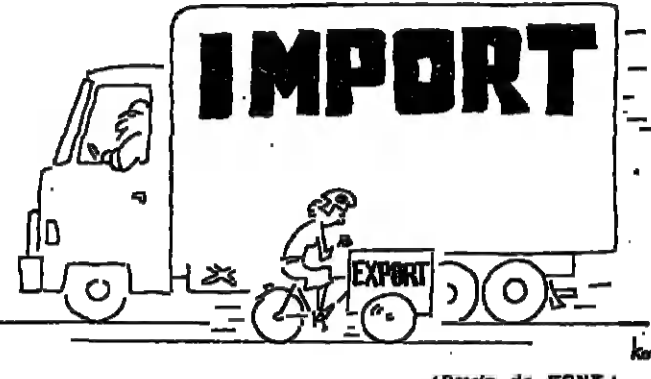
## L'achat d'un produit importé est un choix contre l'emploi

déclare M. Giscard d'Estaing

« Lorsque les Français font le choix d'un produit importé par rapport à un produit national, ils font un choix contre l'emploi », a déclaré M. Giscard d'Estaing dans une interview à Ouest-France parue le 6 février. Le même jour, le président du C.N.P.F., M. Cayrac lançait un véritable appel dans une interview à la Dépêche du Midi : « Il faut que la France devienne notre premier marché d'exportation. Ce n'est pas un paradoxe, puisque l'effort n'est ni moins de développer notre

échange sont libres ». Mais, selon le président de la République, « l'opinion publique peut être sensibilisée à ce problème » et « il est important que l'on sache que le développement des achats par les Français de produits étrangers est un phénomène qui pèse sur l'activité de l'emploi ».

Pour être de bon sens, ces propos n'en sont pas moins choquants. Les pouvoirs publics semblent découvrir aujourd'hui qu'une baisse de la consommation comporte deux facettes : les



(Dessin de KONE)

propre marché intérieur à une concurrence étrangère de plus en plus active. Il faut donc faire la chasse aux pratiques qui incitent indûment les acheteurs français à acheter des produits étrangers. Mais il faut aussi que les acheteurs français aient un réflexe de « patriotisme commercial », c'est-à-dire d'intérêt bien compris.

Amorcée il y a quelques semaines par le ministre du Commerce extérieur, M. Rosati, la campagne « Achetez français » reçoit aujourd'hui la caution des plus hautes instances de l'Etat et du patronat. Certes, le président de la République se montre plus prudent que le C.N.P.F. « Les pouvoirs publics ne peuvent pas être à l'origine d'une campagne sur le thème « Achetez français », la France laisse partie d'une communauté économique où les

exportations mais aussi les importations. Pendant des années, on ne s'est préoccupé que des premières. Négliger les autres, c'est à la fois imprudent et contraire à l'intérêt de l'industrie française dans une course effrénée à l'exportation, en oubliant que la conquête des marchés extérieurs ne va de pair qu'avec un solide marché intérieur. Les responsables gouvernementaux, comme ceux du patronat, sont contraints aujourd'hui de changer brusquement leur ton d'époque, face à l'invasion du marché français par les produits étrangers.

S'en tiennent-ils à l'appel aux consommateurs pour qu'ils privilégient les produits français ? De proche en proche, la tentation du protectionnisme peut être vue d'autant plus grande que la concurrence étrangère élargit ses revanches. J.-M. O.

## LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS ATTEIGNENT UNE « MINCEUR CRITIQUE »

L'activité des entreprises de travaux publics ne cesse de se dégrader, selon la dernière enquête réalisée par la Fédération nationale des travaux publics. En novembre 1976, la valeur des travaux réalisés stagnait en France courante par rapport à octobre, tandis que pour les mois de septembre, octobre, novembre, par rapport à la même période de 1975, l'activité, pour une hausse en valeur de 11,9 %, était en baisse en volume de 2,3 %. Ce qui a montré bien l'atténuation continue du volume des travaux réalisés, ramené ainsi non loin des niveaux les plus bas de la crise de 1975, écrit la F.N.T.P.

En ce qui concerne les marchés conclus, leur niveau se stabilise.

pour les trois derniers mois connus, autour de 3 milliards 300 millions de francs, la valeur des commandes, « la situation apparaît bien plus dégradée » : en effet, sur une base 100 en janvier 1976, l'indice de novembre 1976 s'établissait à 79, contre 101 en novembre 1975 (effets du plan de relance). En fait, « les carnets de commandes atteignent une minceur critique ».

Selon les professionnels, « la dépression actuelle est la conséquence directe de l'épuisement des crédits de paiement et des autorisations de programme inscrites au budget de l'Etat pour 1976. Elle résulte également d'un attentisme des collectivités locales, qui ne devraient reprendre leurs travaux qu'au printemps ».

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE  
DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES DE L'A.N.P.  
DÉLÉGATION INDUSTRIELLE  
E.N.I.B.

## AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

N° P.M.I. 76-001

La DNC/ANP - DÉLÉGATION INDUSTRIELLE - DIVISION APPROVISIONNEMENT ROUTE DE DAR-EL-BEIDA - SIDI-BOUSSA, porte à la connaissance des intéressés que le délai de remise des offres concernant la réalisation d'une Menuiserie Industrielle complète en lot unique clés en main, initialement prévu pour le 12 février 1977, est prorogé au 12 mars 1977, à 16 heures, délai de rigueur.

Le reste demeure sans changement.

## A L'ÉTRANGER

## L'Afrique du Sud fait appel aux investissements français

« La France devrait s'engager en Afrique du Sud, spécialement pour fournir de la technologie, des capitaux et des machines, qui pourraient contribuer au développement économique des nations noires » de cette partie du monde, a déclaré M. Louis Pienaar, ambassadeur d'Afrique du Sud en France, au cours d'un dîner-débat organisé, le 3 février, par la Société d'économie politique, « Le Sud sera largement récompensé de ses investissements, non seulement par l'ouverture de marchés nouveaux et lucratifs, mais par la contribution à un effort économique concerté pour repousser l'avance de l'impérialisme marxiste en Afrique ».

Actuellement, la France est le cinquième partenaire de l'Afrique du Sud, ayant dépassé de la présidence de la République pour la quatrième place. Les échanges entre les deux pays ont atteint en

1976, selon les statistiques sud-africaines, environ 2 milliards de francs contre 800 millions en 1971. Les investissements français en Afrique du Sud dépassent 4,5 milliards de francs, le double du chiffre de 1970, quatre fois plus qu'en 1965.

M. Pienaar a souligné, dans son exposé, l'importance stratégique des minerais sud-africains, posant la question de savoir « s'ils restent ou non disponibles pour les pays libres ». Le résultat de la diplomatie française et persistante menée par l'impérialisme marxiste et des pressions exercées sur l'Occident par le tiers-monde, c'est que l'Afrique du Sud se sent mise à l'écart. L'ambassadeur a ajouté : « Il me semble sentir dans l'air une impression nouvelle : l'Afrique du Sud va suivre dans l'avenir une voie plus neutre et pourra s'accommoder de la présence de la Russie soviétique, de l'Afrique australe, notamment en Angola et au Mozambique ».

## LES SYNDICATS ALLEMANDS RÉAGISSENT AVEC MODÉRATION A L'AGGRAVATION DU CHÔMAGE

(De notre correspondant.)  
Bonn. Au siège de la centrale syndicale D.G.B. on se montre « préoccupé et déçu que la relance incontestable de l'activité économique n'ait pas entraîné l'extension du chômage ». Ce langage plutôt modéré ne semble pas annoncer une épreuve de force avec le gouvernement, pas plus que le nouvel appel des syndicats à doubler le volume du programme d'investissements publics. Le chancelier Schmidt a d'ailleurs cessé d'expliquer le chômage exclusivement par la récession internationale. Il lui reconnaît aujourd'hui un caractère structurel et participe à la discussion sur les solutions à moyen terme pour le combattre. La thèse la plus souvent évoquée concerne une meilleure répartition du travail disponible entre les salariés et les chômeurs. (Interim.)

## LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE REPROCHE AUX ENTREPRISES LEUR MANQUE DE DYNAMISME

(De notre correspondant.)  
Bruxelles. — La Banque nationale de Belgique accuse, si la situation économique s'aggrave, c'est surtout parce que les entreprises privées s'endorment. Les industries disparaissent souvent à la suite d'insuffisances de gestion dues à des incompétences, à des défauts d'organisation, à des habitudes passées.

Le rapport annuel de l'Institut d'émission, attendu avec intérêt par les milieux d'affaires et les syndicats, est plus sévère que d'habitude : trop peu d'activités nouvelles importantes et vigoureuses sont développées pour faire naître des nouveaux emplois, écrit-il, ajoutant : « Il importe de susciter et de favoriser un renouveau du dynamisme créateur des entreprises, aussi bien publiques que privées ».

La Banque se montre prudente quant à la réduction du temps de travail qui doit être discutée dans les prochains jours par le gouvernement, le patronat et les syndicats.

M. Debuigne, le secrétaire général de la Fédération générale de travailleurs belges (socialiste), qui est administrateur de la Banque nationale, a refusé de signer le rapport. Il estime qu'il « culpabilise le travailleur ».

PIERRE DE VOS.

## LES SYNDICATS SOCIALISTES ET CHRÉTIENS NÉERLANDAIS LANÇENT UNE SÉRIE DE GRÈVES

(De notre correspondant.)  
Amsterdam. — Pour la première fois depuis 1945, les Pays-Bas doivent connaître cette semaine de grandes grèves. Les syndicats sociaux et chrétiens ont décidé de lancer des mouvements dans presque tous les secteurs de l'industrie, à partir de ce 7 février. Quelques quatre-vingt entreprises seront touchées, ainsi que les ports d'Amsterdam et de Rotterdam, la construction, l'industrie alimentaire, quatre quotidiens nationaux et un journal.

La durée du mouvement est, en principe, illimitée, les causes de grèves sont multiples. Chaque syndicat syndiqué (40 % des salariés) revendique une indemnité équivalente à 100 francs français par jour. Pour le moment, une seule grève, dans le secteur laitier a été interdite par le président du tribunal d'Arnhem. Il a demandé un délai de réflexion de trois semaines.

Un tel développement était encore inconnu en 1975. Les syndicats ont pu s'opposer à un R.F.A. le syndicalisme est plutôt modéré. Patronat et syndicats sont en conflit à propos de la compensation de la hausse des prix. Les syndicats considèrent cette compensation comme un droit, mais le patronat estime qu'il n'a plus les moyens de faire face à ces obligations. Les syndicats jugent, d'autre part, avoir déjà fait des concessions considérables l'année dernière, quand ils ont accepté une limitation des salaires.

Il est certain que beaucoup d'entreprises néerlandaises se trouvent dans une situation difficile et que la compensation automatique des prix augmente l'inflation, mais le refus du patronat de discuter des conséquences de cette situation a tendu le climat social. La droite libérale reproche au gouvernement de ne pas intervenir dans le conflit, et le patronat demande une réunion tripartite. Mais, à l'approche des élections législatives du 20 mai, le gouvernement ne peut pas prendre le risque de s'aliéner les syndicats.

MARTIN VAN TRAA.

● AUX ETATS-UNIS, le chômage a fortement diminué en janvier, revenant de 7,8 % de la population active, en décembre, à 7,3 %. Cette baisse ne tient pas compte des effets de la vague de froid. (A.F.P.)

## LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Fr. suisses	Fr. français
48 heures	4 1/8	5 1/8	3 1/4	4 1/4
1 mois	4 1/8	5 1/8	4 1/4	4 1/4
3 mois	4 1/8	5 1/8	4 1/4	4 1/4
6 mois	5 1/8	5 7/8	4 3/8	4 7/8
			1 1/2	2 1/2
			1 1/2	2 1/2
			1 1/2	2 1/2
			1 1/2	2 1/2

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Situation trimestrielle au 31 déc. 1976	Espagne-Unie	Uni-Fonder
Capital social (en millions de francs)	473,5	106,7
Actif net (en millions de francs)	645,2	146,5
Nombre d'actions en circulation	2 267 440	533 400
Répartition de l'actif net (en %)		
- Liquidités et placements à court terme	7,82	4,12
- Créances hypothécaires	3,87	10,38
- Obligations françaises classiques	26,18	27,31
- Obligations françaises convertibles	2,19	3,75
- Actions françaises	54,72	47,07
- Valeurs étrangères	25,42	14,34
	100	100
Valeur liquidative	272,53	274,63
Dividende exercice 1975 (mis en paiement le 10 avril 1976)	12 mois	12 mois
Dividende net	1,30	1,30
Impôt déjà payé au 31 déc.	2,20	1,08
Revenu global par action	13,20	20,60

## JAEGER

L'année 1976, qui vient de s'écouler, aura, après deux années difficiles, marqué un très important tournant dans la vie du redressement de la société. Dans la même temps, se sera matérialisée une orientation résolue vers le renforcement du groupe.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ressort à 785 millions de francs, en progression de 10 % sur celui de l'année précédente, progression qui est affectée de manière sensiblement égale dans la société et dans l'ensemble de ses filiales.

La société a réalisé un chiffre d'affaires de 625 millions de francs, (de l'ordre de 50 % de plus qu'en 1975). Ce résultat a été obtenu grâce à la demande du marché automobile, à un important redressement et une bonne activité de la division aéronautique et grès, également, à l'amélioration de la division horlogerie, pour laquelle le plan retenu a été porté ses fruits à fin 1976 (chiffre d'affaires du quatrième trimestre 1976 supérieur de 42 % à celui du quatrième trimestre 1975).

L'ensemble des filiales a, de son côté, réalisé un chiffre d'affaires de 225 millions de francs, ce qui constitue 25 % du chiffre d'affaires consolidé.

Les résultats de la société sont positifs. Sans rendre les résultats des inventaires, on peut, sans risque, dire que la situation est satisfaisante et se situe dans la ligne définie par le plan.

Le conseil d'administration, réuni le 25 janvier 1977 sous la présidence de M. Philippe Aymard, a approuvé les comptes de l'exercice 1976.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Au cours de l'année, le montant de l'actif net est passé de 625,40 millions de francs à 645,2 millions de francs, et la valeur liquidative de 272,53 F à 274,63 F, soit une plus-value de 2,10 F (+ 0,74 %) en tenant compte de la réintégration du dividende détaché en 1976.

Les perspectives pour 1977 ont été tracées pour tenir compte à la fois d'une incertitude conjoncturelle et aussi, de la poursuite des efforts d'organisation et d'efficacité largement amorcés dans le groupe. Ceci devrait permettre d'obtenir, avec une certaine aisance, des résultats dans l'ensemble des filiales, ainsi, également, un résultat positif au titre de l'année écoulée.

## EUROPE 1 - IMAGES ET SON

Le conseil d'administration, réuni le 25 janvier 1977, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

Le conseil d'administration a également approuvé la proposition de distribution d'un dividende net de 5,80 F assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de 0,90 F soit un dividende global de 6,70 F contre 6,43 F au titre de l'exercice 1975.

## LES MARCHÉS

## LONDRES

Le marché des obligations a été marqué par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.

Les marchés à terme ont été marqués par une certaine stabilité, les rendements restant élevés. Les actions ont été plus volatiles, avec une tendance à la baisse pour les valeurs étrangères.

Les indices de bourse ont connu une journée sans grand mouvement, les gains étant limités. Les investisseurs restent prudents face à l'incertitude économique.



## LES MARCHÉS FINANCIERS

## EURO-OBLIGATIONS

## LES INVESTISSEMENTS DEVIENNENT SELECTIFS

[illegible]

Les liquidités demeurent abondantes. Mais les opérateurs limitent le tout simplement réservent le choix. A cet égard, la position des grands fonds belges est caractéristique. Ceux-ci regorgent de liquidités qui refusent pourtant de s'engager. L'élection des taux d'intérêt assez clairs, les perspectives à leurs premières amorces sont les placements en obligations et notes émises par des sociétés industrielles privées, de préférence allemandes, et les Belges de même d'écarter les sur le marché international, ce sont les trois quarts de l'activité. Le marché, qui ne s'ouvre plus qu'au moins après le 15 septembre, et à quelques rares exceptions ne se sont jamais intéressés.

placements internationaux, s'orientent plus que jamais à l'écartement déjà bien assez et se débattent avec leur propre marché domestique toujours déprimé.

L'ambiance actuelle laisse présager que 1977 va marquer le retour de la scène financière internationale des établissements à fort pouvoir de placement. (Agafi).

BOURSE DE PA

## LONDRES

Peu d'affaires lundi matin à l'ouverture sur le marché de Londres, les cours ont généralement tendance à s'effriter à la suite du sondage effectué par le *Financial Times* sur les nouvelles craintes inflationnistes. Baisse des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Légers progrès des mines d'or.

(ouverture) (dollars) : 133 30 contre 122

VALEURS	CLOTURE 4/2	COURS 7/2
Am Lan 3 1/2 %	39	28 13/16
Am Lan	416	412
Am Lan Petroleum	936	930
Am Lan Petroleum	524	522 1/2
Am Lan	166	162
Am Lan Chemical	107	348 1/2
Am Lan	107	106 1/2
Am Lan	202	204
Am Lan Holdings	18 1/4	18 3/4
Am Lan Zinc Corp.	185	185
Am Lan Oriental	14	13 3/4

## INDICES QUOTIDIENS

valeurs françaises ..	97,3	96,4
valeurs étrangères ..	98,4	98

**C- DES AGENTS DE CHANGE**  
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

ce général .....	63,3
------------------	------

	4'2	7'2
Dollar (per yen) ...	288 1/2	288 1/2

### aux du marché monétaire

**NOUVELLES DES SOCIÉTÉS**

procède à l'émission d'obligations convertibles (voir « BAFO »).

consolidé hors taxes de 6 300 millions de francs contre 5 300 millions. En dépit de la moins-value enregistrée sur les actions de Téléphones Ericsson (participation de 16 % des revenus Thomson-Brandt), les résultats pourraient être en hausse de 20 % par rapport à ceux de 1975 (60,4 millions de francs de bénéfice net en 1975).

**LOCAFRANCE.** — Les résultats d'exercice 1976 devraient être en sensible progression et permettre une majoration du dividende (7,50 F global, en 1975).

**FELIX POTIN.** — Le dividende global de l'exercice clos le 30 juin 1978 s'élève à 13,50 F contre 12 F.

**ECONOMATS DU CENTRE.** — Le dividende global de l'exercice au 30 septembre 1978 s'établit à 25,50 F par titre (inchangé).

- 4 FÉVRIE

## B. A. L. O.

**de BALO du jeudi 7 février public**  
 et notamment les insertions suivantes :  
**Thomson-G.S.F.** — Emission au  
 titre d'un emprunt de 330 285 310 F.  
 présentée par 1 788 326 obligations  
 de 185 F. convertibles en actions,  
 au titre d'une action pour une obli-  
 gation (jouissance du 1<sup>er</sup> février  
 1977), à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1978.  
 La souscription de ces obligations  
 est réservée par priorité, pendant les

Unze premiers jours de l'émission, du 10 février au 24 février 1978 (inclus), aux propriétaires de 5 355 978 actions représentant le capital social actuel de la société, qui auront le droit de souscrire à raison d'une obligation pour trois actions de 70 F émises.

interet sera de 8,90 %, soit 47 F par titre, pour la période du 1<sup>er</sup> février 1977 au 31 décembre 1978 inclus. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1979 au 31 décembre 1979, il sera mis en paiement, le 1<sup>er</sup> janvier 1980, un coupon de 15,07 F par obligation ; à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1980, l'interet sera de 9,50 %, soit 17,58 F par titre, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1980 au 31 décembre 1980 inclus.

31 décembre 1982 inclus;  
— 10 %, soit 18.50 F par titre, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1983 au 31 décembre 1985 inclus.  
L'amortissement des titres non convertis s'effectuera par tirage au sort le 1<sup>er</sup> janvier des années 1983 à 1987.

**Creusot-Loire.** — Emission au pair  
d'un emprunt de 250 millions de F  
représentés par 250 000 obligations de  
1 000 F portant jouissance du 18 mars  
1977. Ces obligations rapporteront un  
intérêt de 11,30 %. Elles seront  
amortissables en treize ans.

Emisión au pair d'un emprunt obligataire de 200 millions de dollars représenté par 200 000 obligations de 1 000 \$ F portant intérêt de 11,30 % annuels sur une durée de douze ans.

— Emission d'un capital  
de 112 millions de F représenté  
par 112.000 obligations de 1.000 F  
(maturité 27 février 1977). Taux  
d'intérêt : 11,30 %.

Société toulousaine financière et  
industrielle du Sud-Ouest « TOFIN-  
S. — Emission d'un capital de vingt  
millions de F représenté par 200  
actions nouvelles de 250 F.

— Inscription au hors-cote du fait de souscription des 22 365 700

actions nouvelles de 0.20 rand nominal, qui seront offertes en souscription aux actionnaires de la société au prix de 2.20 rand chacune à raison de 125 actions nouvelles pour une ancienne.

## - COMPTANT

**BOURSE DE PARIS - 4 FÉVRIER - COMPTANT**

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cotes. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

## MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS					COMPT. PREMIER COURS					PRÉCÉD. CLÔTURE					VALEURS																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																
112	112	4.50 % 1973	815	815	1814	475	475	Cie Et. d'Al.	475	475	475	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	132	13

COTE DES CHANGES			COURS DES VALEURS de change		MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4.2	de gré à gré enfr. banques		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4.2
Etats-Unis (51)	4 981	4 973	4	95			
Canada (50 cts.)	4 873	4 877	4	91	Or fin (500 en barre).....	21780	21400 ..
Allemagne (100 DM)	285 525	286 906	284	50	Or fin (500 en lingots).....	21800	21400 ..
Autriche (100 sch.)	378	378	378	50	Or fin (500 en lingots).....	21800	21400 ..
Belgique (100 fr.)	13 618	13 427	13	38	Pièces françaises (10 fr.)...	267 50	264 ..
Danemark (100 kr.)	34 880	34 180	33	58	Pièces suédoises (200 fr.)...	203 20	204 ..
Espagne (100 pes.)	7 328	7 221	7	25	Union latine (200 fr.).....	185 10	186 30
France-Devise (12 fr.)	8 218	8 218	8	25	Suissards.....	204	204 ..
Italie (100 lire),	6 562	5 554	6	025	Pièces de 20 dollars.....	1000	998 50
Norvège (100 kr.)	34 820	33 780	33	50	Pièces de 10 dollars.....	525	527 ..
Pays-Bas (100 fl.)	195 640	197 035	195	50	Pièces de 5 dollars.....	267 50	268 ..
Portugal (100 esc.)	15 525	15 635	15	52	Pièces de 50 piastres.....	932	932 ..
Suède (100 kr.)	116 956	116 763	116	50	Pièces de 10 florins.....	284	283 ..
Suisse (100 fr.)	157 825	158 100	157	80			



## UN JOUR DANS LE MONDE

### 2-3. EUROPE

- La contestation dans les pays de l'Est.
- ITALIE : des terroristes projetés de faire sauter l'express Naples-Milan.
- ESPAGNE : M. Pio Cabanilles est élu président du parti populaire.

### 3. AMÉRIQUES

- RHODÉSIE : sept missionnaires ont été assassinés par des guérilleros.

### 5-6. PROCHE-ORIENT

- Les Syriens sont prêts à faciliter la mission de M. Waldheim.

### 6. ASIE

- CORÉE : la guerre froide continue.

### 7-11. POLITIQUE

- Un livre de M. Gaston Deferre : Si demain la gauche...
- Un nouveau Code des communes est publié.
- La préparation des élections municipales.
- A propos d'un sondage : « L'image du Français », par Alain Dubamel.
- 12. LA RÉGION PARISIENNE : Les constructeurs des villes nouvelles ont eu à subir quelques revers.
- 19. D'UNE RÉGION À L'AUTRE : Le voyage du président de la République en Bretagne.
- 19. ÉQUIPEMENT : A PROPOS DE... L'amélioration du service des réclamations téléphoniques.

### LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

- Pages 21 à 24
- L'endettement des pays socialistes.
- L'assurance-vieillesse va connaître à son tour le déficit.
- Nouvelles orientations de la politique agricole en Chine et aux États-Unis.

### 25. SOCIÉTÉ

- LA TOXICOMANIE : « Thérapie et prévention », un point de vue de Colette Tournier.

### 25. SCIENCES

- Une fuite d'oxyde de plutonium à La Hague.

### 26. SPORTS

- RUGBY : la victoire de la France sur le Pays de Galles.

### 27-29. ARTS ET SPECTACLES

- THEÂTRE : Vale-moi un petit milliard, d'Arcebal.
- MUSIQUE : Fœxtroissement des jeunes artistes du Conservatoire.

### 36. BROUITS DE L'HOMME

- LIBRES OPINIONS : « Pour une initiative française », par Gérard Israël.

### 37. JUSTICE

- La réforme du langage judiciaire.
- M. Olivier Guichard annonce des modifications au régime fiscal des avocats.

### 38. ÉDUCATION

- Des chefs d'établissement réclament le report d'un an de la réforme Haby.

### 39-42. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- BILLET : MM. Chirac et Barre devant les élèves du Moulin Central.
- HANDICAPÉS : pour obtenir une libération de leur statut, les stagiaires du centre Valentin-Hay, à Paris, occupent leurs locaux.
- CONJONCTURE : « L'achat d'un produit importé est un choix entre l'emploi », déclare M. Giscard d'Estaing.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (25) : Annoncez (130 à 135) ; Aujourd'hui (130) ; Carnet (135) ; « Journal officiel » (20) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (20) ; Bourse (43).

Le numéro du Monde, daté 6-7 février 1977 a été tiré à 533 510 exemplaires.

A B C D E F G

### Au Portugal

## Le gouvernement décrète une remise en ordre de la presse nationalisée

De notre correspondant

Lisbonne. — Suspension pour quatre-vingt-dix jours du quotidien *O Seculo* ainsi que de trois hebdomadaires appartenant au même groupe de presse : *O Seculo Ilustrado*, *Vida Mundial* et *Modas e Bordados*. Fin de la participation de l'Etat dans le quotidien *Comercio do Porto* et retour au secteur privé du quotidien *Diario de Lisboa*, dont la gestion sera assurée par une société constituée, d'une part, par les particuliers qui détenaient encore une partie du capital de l'entreprise et, d'autre part, par les travailleurs organisés en coopérative. Telles sont les principales mesures concernant la presse nationalisée, décrétées dimanche 6 février par M. Alegre, secrétaire d'Etat à l'Information.

« La fête est finie : l'heure de la vérité est arrivée », a déclaré M. Alegre avant de donner des précisions sur la mauvaise situation financière des journaux nationalisés. Selon M. Alegre, ceux-ci coûtaient à l'Etat 50 millions d'escudos (7,5 millions de francs) par mois. Les raisons de ce déficit seraient les suivantes : personnel excédentaire, cumul d'emplois, mauvaise administration, hausse de tirage, augmentation des coûts de fabrication, notamment du prix du papier, baisse de recettes de la publicité, dotées antérieures à la nationalisation.

Le gouvernement serait prêt à prendre une série de décisions visant à interdire le cumul d'emplois et à imposer les salaires minimaux prévus dans les conventions collectives, à limiter les embauches, à provoquer des départs à la retraite, à réglementer l'usage des heures supplémentaires, à réduire les pourcentages d'inventures et le nombre des pages imprimées. Un réseau national de messageries sera créé prochainement. Sans avoir le monopole de la distribution, il

permettra de réduire les dépenses de distribution. On envisage aussi d'associer les imprimeries des journaux nationalisés. Le gouvernement serait d'entreprendre de venir en aide aux journaux non nationalisés. Outre la gratuité du courrier pour les hebdomadaires — qui est déjà affectée depuis l'été dernier —, d'autres mesures indiquées par le secrétaire d'Etat permettraient de « sauver » des entreprises en détresse : création d'une taxe préférentielle pour les téléphones et les téléx, prise en charge par l'Etat d'une partie des frais d'abonnement aux agences de presse, constitution d'un fonds d'aide où seraient versées les recettes venant de l'impôt sur la publicité et sur les voitures qui appartiennent aux journaux.

Enfin, la radio et la télévision nationales vont être réorganisées. Une loi pour la radio est déjà en préparation. M. Alegre a critiqué en termes très durs le style de certains programmes qui ressembleraient, selon lui, à des « programmes de résistance ». Mais de résistance contre qui ?

JOSÉ REBELO.

● M. José Luis Méndez Ferraz, ministre des affaires étrangères, a estimé, vendredi 4 février, à l'issue de la réunion à Lisbonne des ambassadeurs portugais en France, que le Portugal ne se sentait pas en mesure de participer à la C.E.E. Il s'est montré optimiste quant à l'attitude des pays de la C.E.E. à l'égard du Portugal. La réunion de vendredi était destinée à préparer la prochaine visite de M. Soares dans les capitales européennes. (A.F.P.)

### A PARIS ET A TOULOUSE

## Deux affaires d'internement abusif

La première chambre civile du tribunal de Paris, présidée par M. Henri Bédin, dans un jugement du vendredi 4 février, a accordé 10 000 francs de dommages et intérêts à M. Michel Carap, trente-sept ans, technicien au centre d'énergie atomique de Bruyères-le-Château (Essonne), qui avait été placé d'office, du 10 mai au 26 juin 1976, dans un établissement psychiatrique de Soisy-sur-Seine (Le Monde daté 9-10 janvier). Défendu par M. Henry Jean-Baptiste, M. Carap réclame à l'Etat pour réparer le préjudice que lui avait causé cet internement abusif.

Le tribunal a considéré que « l'état de santé de Michel Carap justifiait, le 10 mai 1976, un examen psychiatrique, non maintenu dans un établissement psychiatrique d'office pendant environ quarante-cinq jours, alors que, dès son arrivée, il était pas considéré comme dangereux, n'apparaissant pas aux dispositions légales ».

Onze ans pour une erreur ? A Toulouse (Haute-Garonne), une autre affaire d'internement abusif qui remonte à 1959, vient de rebondir, jeudi 3 février, devant le tribunal correctionnel. Interné de 1952 à 1963 à l'hôpital psychiatrique Marchant, M. Marc Blanc-Lapierre, professeur de ma-

thématiques à Rueil-Malmaison, demande à l'Etat 1 million de francs de dommages et intérêts (Le Monde du 6 octobre 1976).

Le 13 juillet 1952, M. Blanc-Lapierre était renversé et précipité par la foule, lors du passage du Tour de France à Toulouse. Hospitalisé pour « schizophrénie », il y resta onze ans, et y passa une licence de mathématiques, avant d'être considéré comme guéri, et libéré. M. Blanc-Lapierre a toujours affirmé qu'il avait été confondu avec un certain Marc Blanc, qui se trouvait avec lui à l'hôpital de Furpaux et qui a disparu depuis.

Le tribunal a effectué un transport de justice dans les divers hôpitaux de Toulouse où fut soigné M. Blanc-Lapierre, mais il n'a pas pu retrouver de dossier à son nom. En désespoir de cause, les magistrats ont ordonné, pour le 30 juin, une nouvelle contre-expertise psychiatrique du professeur de mathématiques. (Corresp.)

(Publié)

## Dale Carnegie :



Dale Carnegie, fondateur

## Sachez parler en public en 14 soirées

EXPRIMEZ VOS IDÉES. Développez assurance et facilité de contacts. Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie. 100 % pratique, enseignée dans 43 pays. Des anciens du Cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite.

Merc. 9 février à 19 h.

Salon de l'Etoile, 38, avenue de Friedland, Paris-8<sup>e</sup>. (Métro Etoile.)

Renseignements : G. Wayne, 954-01-06 et 954-62-32.

### ENCORE

## 50 MILLIONS DE FRANCS POUR LE « BOEHLER »...

Les 5 000 tonnes de pétrole contenues dans l'épave du « Boehler », ce tanker allemand qui a sombré au large de l'île de Sein le 14 octobre 1976, seront récupérées par pompage. C'est ce qu'a annoncé le président de la République lui-même dans une interview au quotidien « Le Télégramme de Brest » publiée le samedi 5 février.

Cette décision était impatiemment attendue en Bretagne, dont le littoral est toujours sous la menace d'une marée noire. En effet, les courants et le gros temps peuvent déloger la coque du navire et déposer par les mètres de fond.

Depuis plusieurs semaines, les plongeurs se sont efforcés de colmater les brèches d'où s'échappait le pétrole. Deux « entre-nez » ont été lancés, un troisième a été gravement blessé. Il en a coûté environ 30 millions de francs, mais le résultat reste incertain. Ainsi, dans cinq semaines, le temps de rassembler des hommes et du matériel, va-t-on entreprendre le pompage.

Il s'agit d'injecter dans les cavités de l'épave de l'eau de mer sous pression et chauffée à 50 degrés. Le pétrole ainsi émulsionné sera aspiré vers la surface, où il sera séparé de l'eau chaude et immédiatement brûlé. On se fait encore ce qu'on fera du pétrole. Le brûleur-on sur place à l'aide d'une torche ? La transvasera-t-on pour le brûler ailleurs ?

De toute manière, les opérations, qui devraient commencer vers le 15 mai, ne seront pas achevées avant le 15 mai, c'est-à-dire quelques semaines avant le début de la saison. C'est dire avec quelle attention elles sont suivies par toute la Bretagne. Restera alors à payer la note : environ 50 millions, à ajouter aux 30 déjà dépensés.

Un cultivateur, âgé de cinquante-trois ans, M. Paul Girard, exploitant une ferme au lieu-dit « Les Fours », à 40 kilomètres de Clermont-Ferrand, a été mortellement blessé d'un coup de revolver tiré par un gendarme, samedi 5 au dimanche 6 février.

M. Paul Girard, qui vivait seul avec sa mère sur une ferme d'une trentaine d'hectares, s'était rendu à la messe à 8 heures, accompagné de son fils, âgé de 17 ans, et de son neveu, âgé de 15 ans. Dans un café, il se prend de querelle avec d'autres agriculteurs. Puis, il retourne à son domicile vers minuit, accompagné de son fils et de son neveu. Les gendarmes de la brigade de Lezoux et ceux de Courty, qui se trouvaient à proximité, procèdent à l'interdiction de l'ordre de l'arrêt. Le cultivateur n'ayant pas obtempéré et, selon les gendarmes, roulant toujours sans lumière, ils le prennent en

filature avec deux Estafettes jusqu'à la ferme distante d'environ 5 kilomètres.

Arrivé à son domicile, M. Paul Girard va chercher un fusil de chasse et fait feu sur le premier véhicule brisant le pare-brise et endommageant le radiateur. Le conducteur descend de la camionnette et, sans se défendre, se rend à la ferme. Les gendarmes s'emparent de lui et l'emmènent à la brigade de Lezoux.

Le corps de la victime a été transporté à la morgue de Clermont-Ferrand aux fins d'autopsie. Une enquête a été ouverte par la gendarmerie de Clermont-Ferrand.

### NOUVELLES BRÈVES

● Les secrétaires généraux des partis communistes espagnol, français et italien souhaitent tenir un « sommet » à Madrid au cours duquel ils se réuniraient éventuellement de M. Carillo, Marchais et Berlinguer sera précédée d'entretiens à Madrid réunissant la direction du P.C. espagnol, des émissaires des deux autres partis, MM. Kanapa et Sergio Segre. — (A.F.P.)

● Quatre alpinistes tués dans les Pyrénées. Trois alpinistes se sont tués, dimanche 6 février en début d'après-midi, alors qu'ils effectuaient l'ascension par la voie Nord du pic de Hory dans la haute vallée de la Soule, au-dessus de Maulon (Pyrénées-Atlantiques). Les trois alpinistes, Mme Marie-Françoise Mandou, de Bruges (Gironde), MM. Jean Mathieu, de Bordeaux, et Jean-Claude Bastide, habitant Nérondes (Dordogne) ont déversé alors qu'ils se trouvaient dans un long couloir enneigé et ont fait une chute de plusieurs centaines de mètres.

Une deuxième cordée a déviscé d'un nuque après-midi dans les Pyrénées, cet accident s'est produit alors que trois jeunes gens de Billères (Pyrénées-Atlantiques), Arnold Urruty, vingt-deux ans, sa sœur Catherine, dix-sept ans, et son frère Vincent, dix-huit ans, tentaient l'ascension du pic de Sequas dans la vallée d'Ossau. Gravement blessé, M. Arnold Urruty est mort après son transport à l'hôpital d'Oloron.

● Grève des convoyeurs de fonds. Après la mort de deux convoyeurs de fonds, au cours d'un hold-up, vendredi 4 février, à Pantin (Le Monde daté 6-7 février), leurs collègues ont décidé, en signe de deuil, d'observer une journée de grève ce lundi 7 février. La Fédération nationale des

## L'administration fédérale ne modifie pas sa position

La décision des autorités portuaires de New-York de ne donner un délai supplémentaire d'un mois avant d'autoriser ou d'interdire l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy a relancé aux États-Unis la polémique sur l'avion supersonique franco-britannique.

Le nouveau secrétaire américain aux transports, M. Brock Adams, a indiqué, le dimanche 6 février, lors d'une interview télévisée, qu'il ne reviendrait pas sur la décision de son prédécesseur d'autoriser provisoirement l'utilisation par Concorde des aéroports Dulles de Washington et Kennedy de New-York.

L'Association pour le commerce et l'industrie de Long-Island (LIACI), une grande banlieue de New-York où est situé l'aéroport Kennedy, est maintenant favorable à l'atterrissage de Concorde sur l'aéroport Kennedy.

Cet organisme, qui est en fait la plus importante des chambres de commerce de la région new-yorkaise, estime que l'exploitation de l'appareil supersonique franco-britannique entre Londres, Paris et Washington-Dulles a fait baisser le nombre de passagers empruntant les aéroports new-yorkais et a ainsi contribué à la suppression ou à la non-création d'emplois dans cette région.

Barrow's, l'une des publications les plus respectées dans le monde américain de la finance, écrit cette semaine : « Une année après qu'il est entré en service, nous sommes convaincus que Concorde est un avion qui a commencé à attirer à Dulles, on peut dire que les mérites de Concorde sont clairs comme le cristal. Malgré les fortes objections des détracteurs, Concorde a opéré de façon efficace, sûre, et n'a pas produit les effets néfastes qu'on lui avait prédits ses adversaires ».

M. Peter Danos, président de la chambre de commerce américaine en France, demande, dans une lettre adressée à M. W.J. Roman, président du Parlement de

New-York et de New-Jersey, et cela au nom des mille cinq cents membres de la communauté des hommes d'affaires américains en France, qu'une « chance réelle, sans aucun préjugé », soit donnée à Air France et à Concorde.

En revanche, le quotidien new-yorkais *New York Times*, distribué à Long-Island, s'en prend, dans son numéro du 5 février, à Concorde, qu'il estime « dangereux pour l'environnement, assailli de carburant et tellement bruyant qu'il susciterait des plaintes à 50 miles de l'aéroport de Dulles-Washington ».

### GRÈVE PROBABLE À LA R.A.T.P. MERCREDI 9 FÉVRIER

Les syndicats et la direction de la R.A.T.P. devaient se rencontrer ce lundi 7 février après-midi pour aborder, une deuxième fois, le problème de l'évolution des salaires en 1977. La direction ayant proposé le maintien du pouvoir d'achat avec progression éventuelle en fin d'année si le plan Barre réussit.

Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O., qui ont déjà déposé un préavis de grève pour le mercredi 8 février, devraient se prononcer définitivement, à l'issue de cette réunion, sur l'organisation de cette grève qui semble inévitable si la direction de la R.A.T.P. comme elle est vraisemblable, maintient ses positions. La perturbation du trafic risque d'être importante si les syndicats autonomes décident de se joindre aux congédiés des trois autres organisations.

### M. EDMOND SIMONI TEND LA MAIN AUX CONTINENTAUX RÉSIDANT DANS L'ILE

Le docteur Edmond Simoni, le leader autonomiste récemment libéré de prison, a demandé d'urgence une « solution politique originale du problème corse », dans un appel au président de la République qu'il a lancé le 4 février. A Ajaccio, devant quatre cents personnes en « rassemblement », il a dit : « Nous réclamons un statut d'autonomie au sein de la nation française. Ce statut doit être élaboré par les corses eux-mêmes, et non par le gouvernement de la République. C'est la seule solution qui nous assure l'indépendance que le peuple corse refuse ».

Edmond Simoni s'est adressé aussi aux continentaux résidant en Corse : « Vous avez les mêmes droits que les indigènes, a-t-il dit, mais moralement vous n'avez pas le droit d'être spectateurs. Rejoignez-nous. Nous vous considérons comme des corses ». Enfin, après avoir de nouveau réclame le départ de M. Jean Rioualet, préfet de région, le docteur Simoni s'est élevé contre la violence et les slogans racistes. Il a demandé que les inscriptions « Les Français dehors ! » soient désormais remplacées par « Les colonialistes dehors ! ».

### LE CONSEIL DES MINISTRES CONSACRÉ AUX RYTHMES SCOLAIRES EST REPORTÉ AU 23 FÉVRIER

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

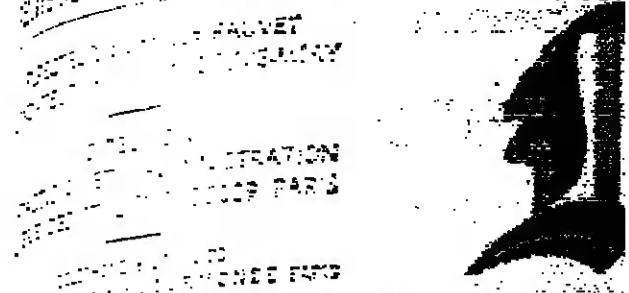
Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.

Le conseil des ministres du mercredi 8 février s'entendra pour consacrer le thème de l'éducation. M. René Haby, ministre de l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, ainsi que M. Jean-Pierre Saison, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, sur la politique sportive et les lois de jeunesse. Ces communications seront présentées au conseil des ministres du 23 février. Un comité interministériel aura lieu d'ici là, à une date qui n'a pas encore été fixée. Ce report, précisa-t-on au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, est justifié par le fait que le chef de l'Etat souhaite une « meilleure préparation » des dossiers, notamment en ce qui concerne le coût des mesures envisagées.



## Une nouvelle est mise au

D'importantes réunions viennent d'avoir lieu à l'Assemblée nationale pour le projet de loi sur la presse. Deux aspects sont en discussion : la presse d'information et la presse de divertissement.

La presse d'information, qui est la base de la démocratie, doit être protégée. Elle doit être libre, indépendante et impartiale. Elle doit fournir aux citoyens les informations nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

La presse de divertissement, quant à elle, doit être soumise à des contrôles stricts. Elle ne doit pas diffuser de fausses informations, de rumeurs ou de propos incriminants. Elle doit respecter la dignité et la réputation des personnes.

Le gouvernement s'engage à mettre en œuvre ces mesures pour garantir la liberté de la presse et la qualité de l'information. Il s'agit d'un enjeu majeur pour la démocratie.

Les débats à l'Assemblée nationale ont été très animés. Les députés ont exprimé leurs préoccupations et leurs suggestions. Le gouvernement a répondu à ces interrogations et a promis de tenir compte de toutes les remarques.

Le projet de loi sur la presse est donc en cours d'examen. Il sera soumis au vote des députés dans les prochains jours. Les citoyens peuvent suivre l'évolution de ce projet sur les sites officiels.

Enfin, il est important de rappeler que la presse est un pilier de la société. Elle a le devoir de servir le public et de promouvoir les valeurs démocratiques. C'est pourquoi ces mesures sont si essentielles.

Le monde de la presse est en pleine évolution. Les nouvelles technologies offrent de nouvelles possibilités, mais elles imposent aussi de nouvelles règles. Le législateur doit donc être attentif à ces évolutions.

La loi sur la presse est un texte fondamental. Elle définit le cadre dans lequel doit évoluer la presse. Elle garantit la liberté d'expression tout en protégeant les droits des citoyens.

Le projet de loi sur la presse est donc un texte d'actualité. Il reflète les préoccupations de la société et les engagements du gouvernement. Il est essentiel de le voter dans les meilleurs délais.

En conclusion, la loi sur la presse est un texte clé pour la démocratie. Elle garantit la liberté de la presse et la qualité de l'information. Elle est donc un enjeu majeur pour tous les citoyens.

Le projet de loi sur la presse est en cours d'examen. Il sera soumis au vote des députés dans les prochains jours. Les citoyens peuvent suivre l'évolution de ce projet sur les sites officiels.

Enfin, il est important de rappeler que la presse est un pilier de la société. Elle a le devoir de servir le public et de promouvoir les valeurs démocratiques. C'est pourquoi ces mesures sont si essentielles.

Le monde de la presse est en pleine évolution. Les nouvelles technologies offrent de nouvelles possibilités, mais elles imposent aussi de nouvelles règles. Le législateur doit donc être attentif à ces évolutions.

La loi sur la presse est un texte fondamental. Elle définit le cadre dans lequel doit évoluer la presse. Elle garantit la liberté d'expression tout en protégeant les droits des citoyens.

Le projet de loi sur la presse est donc un texte d'actualité. Il reflète les préoccupations de la société et les engagements du gouvernement. Il est essentiel de le voter dans les meilleurs délais.